

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'UTILISATION DES RSN PAR LES « AGENTS ÉTRANGERS » ET LA DIFFUSION D'UN DISCOURS
CONTRE-HÉGÉMONIQUE DANS LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAITRISE EN COMMUNICATION

PAR

SARA GERMAIN

DÉCEMBRE 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

C'est après de longues années que je dépose (enfin) ce mémoire sur lequel j'ai beaucoup travaillé. Bien que seul mon nom figure sur la page titre, il ne m'aurait pas été possible de terminer cette rédaction sans le soutien de nombreuses personnes.

Je souhaite tout d'abord à remercier Maxime Ouellet, mon directeur, pour avoir su offrir exactement l'encadrement dont j'avais besoin. Son soutien précieux et sa disponibilité ont été essentiels à la réalisation de ce mémoire. Merci aussi à Éric George et Michel Roche pour avoir siégé sur mon jury. Leurs commentaires et propositions m'ont permis de bonifier mon mémoire pour en faire la version que vous êtes en mesure de lire actuellement.

Je tiens également à remercier Camille Alloing, qui a grandement contribué au succès de mon parcours académique. Je suis reconnaissante pour toutes les opportunités et les conseils qu'il a su m'offrir et qui m'ont permis de développer pleinement mon potentiel de recherche.

Un gros merci à ma famille. Merci à mon père, pour avoir fait la révision de ce mémoire et m'avoir offert un point de vue différent sur mon travail. Merci à ma mère pour son soutien qui n'a jamais fait défaut, et ce, même si les destinations vers lesquelles mon parcours me mène ne sont pas toujours à son goût. Merci à ma sœur pour toujours savoir quoi dire pour m'apaiser et merci à Arlo pour toujours savoir me faire sourire.

Merci à Louis-Félix pour avoir eu la patience de vivre avec moi tous mes moments de stress et d'angoisse ainsi que pour m'avoir épaulé dans ce long processus que fut ma maîtrise. Tes encouragements m'ont beaucoup aidé dans les derniers milles qui m'ont menée à la ligne d'arrivée et au dépôt de ce mémoire.

Et finalement, un merci tout spécial aux ami·e·s rencontré·e·s dans ce cheminement que fut ma maîtrise. Ce sont ces rencontres qui ont donné toute sa valeur à ce processus. Merci au quatuor d'or, pour avoir été là dès le tout début. Merci au groupe antiprocrastination, pour m'avoir aidé à trouver la motivation de travailler malgré une pandémie mondiale et la perte de mon terrain initial. Merci à Dominique, Camille, Laurence et Valérie pour vos conseils et votre écoute.

Je souhaite également souligner le soutien financier qui m'a été offert par le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) ainsi que par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour la réalisation de cette recherche.

DÉDICACE

À mes parents.
Si je peux avancer, c'est parce que je sais que vous serez
toujours derrière moi pour me rattraper.

AVANT-PROPOS

Lorsque j'ai fait le choix de mon sujet de mémoire de maîtrise, j'occupais un poste de volontariat en cybersécurité auprès d'une organisation tunisienne. C'est pendant ce séjour en Tunisie qu'est née une première itération de mon sujet, initialement plus orienté vers le militantisme et l'usage des technologies numériques pour contourner la cybersurveillance. La version actuelle du mémoire s'est quant à elle construite suite à la pandémie de la COVID-19 qui m'a poussée à réorienter mon terrain vers un environnement entièrement numérique.

Le choix de la Fédération de Russie, pour sa part, s'est imposé à moi après y avoir séjourné pendant un an dans le cadre d'un échange étudiant au baccalauréat. Vivre dans ce pays a été une expérience pour le moins fascinante. Les cours auxquels j'ai assisté à la faculté des relations internationales de Saint-Petersbourg m'ont confrontée à des discours qui allaient parfois à l'encontre de ce que je pensais connaître. C'est l'envie d'en apprendre plus sur ce pays, mais aussi la possibilité de contribuer à la littérature canadienne francophone sur ces enjeux, qui m'a motivée à poursuivre mes études vers les cycles supérieurs. J'ai effectivement été frappé par l'absence d'expertise sur ce pays au Canada alors qu'il s'agit pourtant d'un pays dont on ne peut pas faire abstraction sur le plan géopolitique. La guerre en Ukraine, qui sévit maintenant depuis plus d'un an et demi, est un tragique rappel que nous sommes peu outillés pour appréhender les intérêts et les motivations qui animent les actions des élites politiques russes. Je n'ai pas la prétention de me revendiquer experte de ce pays, mais j'espère que ce mémoire pourra apporter quelques éclairages sur la situation et les discours qui en animent le paysage politique.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
DÉDICACE	iv
AVANT-PROPOS.....	v
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES TABLEAUX	x
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xi
RÉSUMÉ.....	xii
ABSTRACT.....	xiii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE	3
1.1 L'émergence d'un monde multipolaire.....	3
1.1.1 L'invasion de l'Ukraine par la Russie et son argumentaire	5
1.2 Conservatisme éclairé et démocratie souveraine : le discours hégémonique russe	6
1.2.1 La dialectique derrière le discours russe.....	8
1.2.2 Les ONG qualifiées d'« agents étrangers » : entre dissidence et conformisme.....	9
1.3 Le cyberspace comme nouveau lieu de lutte hégémonique.....	10
1.3.1 L'investissement du cyberspace par la Russie	11
1.3.2 Les réseaux sociaux comme vecteur d'influence	13
CHAPITRE 2 CADRE CONCEPTUEL	17
2.1 La théorie néogramscienne en relations internationales	17
2.1.1 Hégémonie et contre-hégémonie.....	17
2.1.1.1 Les principales composantes du discours hégémonique libéral.....	22
2.1.1.2 Les principales composantes du discours nationaliste russe.....	24
2.2 L'impérialisme culturel.....	30
2.2.1 Souveraineté et gouvernance d'internet : le cas du RuNet	31
2.3 Le cadrage des discours	33
CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE.....	36
3.1 Analyse critique du discours des ONG russes sur la liste des « agents étrangers »	36
3.2 Corpus	37
3.3 Analyse qualitative de contenu thématique	41

3.4 Périodes d'observations.....	44
3.5 Limites de la recherche	44
3.6 Considérations éthiques	45
CHAPITRE 4 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ET ANALYSE.....	46
4.1 Adaptation au terrain et exemptions.....	46
4.1.1 Le cas d' « Action humanitaire » :.....	48
4.2 Un affichage à géométrie variable	49
4.3 Ce qui se trame derrière le discours des ONG qualifiées d' « agent étranger »	52
4.3.1 Des contenus circonscrits	54
4.3.2 Des publications peu portées vers l'international	55
4.3.2.1 La guerre en Ukraine : un sujet absent	56
4.3.3 Les thèmes abordés dans les discours	57
4.3.3.1 Les marques du discours libéral.....	58
4.3.3.1.1 La justice comme thème récurrent.....	62
4.3.3.2 Les marques du conservatisme éclairé	64
4.3.4 Du contenu « fonctionnel »	66
4.4 Présentation des données quantitatives	69
4.4.1 Les publics.....	69
4.4.1.1 Un engagement fluctuant.....	71
4.4.2 L'investissement des espaces numériques : le respect des règles du jeu.....	74
CHAPITRE 5 DISCUSSION	77
5.1 Une perspective critique	77
5.1.1 Un discours dissident au sein d'une période d'ordre d'hégémonique : L'émergence d'une contre-hégémonie.....	78
5.1.2 Des publications d'inspiration libérale : l'idéalisation d'un discours	83
5.1.3 Un discours qui évolue dans un environnement hostile.....	86
5.2 Le statut d' « agent étranger » : un mécanisme arbitraire	89
5.3 L'accélération de l'information : un processus réductionniste	89
5.3.1 Fragmentation des discours et fragmentation des espaces	92
5.4 Facebook et VK : des incontournables?	94
5.4.1 Un investissement marqué des espaces numériques.....	96
CONCLUSION.....	97
ANNEXE A.....	101
ANNEXE B	105
ANNEXE C	107
BIBLIOGRAPHIE.....	109

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Médias sociaux les plus utilisés en Russie depuis octobre 2021, par publications mensuelles ©Statista 2022.....	13
Figure 2 : L'interaction entre les plateformes numériques et leur milieu (Vitali-Rosati, 2018)	14
Figure 3: Le rapport dialectique des forces (Cox, 1981).....	19
Figure 4 : La relation dialectique entre les forces	21
Figure 5 : Capture d'écran du message d'annonce de la suppression des publications	47
Figure 6 : Captures d'écran du message d'annonce du retrait de l'organisation au registre des « agents étrangers » publié sur VK (gauche) et VK (droite)	48
Figure 7 : Capture d'écran du message informant les publics du statut d'« agent étranger »	50
Figure 8 : Contestation du statut d'« agent étranger » par l'organisation A.....	51
Figure 9 : Capture d'écran d'un extrait d'une publication de l'organisation B.....	54
Figure 10 : Exemple d'une publication Facebook traitant d'un sujet international	55
Figure 11 : Publication Facebook qui aborde la guerre en Ukraine	56
Figure 12 : Déclinaison des marqueurs de l'hégémonie libérale sous forme d'arbre de concepts.....	59
Figure 13 : Capture d'écran d'une publication sur Facebook abordant la liberté d'expression.....	60
Figure 14 : Capture d'écran de la citation de Richard Whately faites sur VK.....	62
Figure 15 : Capture d'écran d'une publication demandant la révision d'un jugement de la cour	63
Figure 16 : Capture d'écran d'une publication VK avec une perspective alternative au conservatisme éclairé	64
Figure 17 : Déclinaison des marqueurs du conservatisme éclairé sous forme d'arbre de concepts.....	65
Figure 18 : Exemple de publication fonctionnelle sur VK (gauche) et Facebook (droite)	67
Figure 19 : Capture d'écran d'une publication Facebook de l'organisation « D ».....	68
Figure 20 : Comparaison du nombre de publications par plateforme	72
Figure 21 : Capture d'écran d'une publication Facebook qui témoigne d'une contestation du discours officiel du Kremlin en vigueur en Russie.....	79

Figure 22 : Publication de l'organisation B sur VK (gauche) et Facebook (droite) demandant aux abonné-e-s de faire un don à leur campagne.....88

Figure 23 : Représentation graphique des multimédias utilisés dans les publications sur Facebook présents dans le tableau 1191

Figure 24 : Représentation graphique des multimédias utilisés dans les publications sur VK présent dans le tableau 12.....92

Figure 25 : Comparaison du volume moyen de réactions.....95

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récurrence du mot « menace » dans les allocutions annuelles de Vladimir Poutine	25
Tableau 2 : Organisations sélectionnées pour le corpus.....	38
Tableau 3 : Grille d'analyse	42
Tableau 4 : Collecte des métadonnées	43
Tableau 5 : Conformité avec les règles d'affichage pour les entités qualifiées d'« agents étrangers »	49
Tableau 6 : Exemple du codage d'une publication	53
Tableau 7 : Répartition des thèmes au sein du corpus	57
Tableau 8 : Nombre d'abonné.e.s selon les plateformes.....	69
Tableau 9 : Nombre d'abonné.e.s selon les plateformes et le domaine d'intervention	70
Tableau 10 : Nombre de réactions obtenues selon les organisations.....	73
Tableau 11 : Multimédias utilisés dans les publications sur Facebook	74
Tableau 12 : Multimédias utilisés dans les publications sur VK	74
Tableau 13 : Multimédias utilisés au sein des publications les plus populaires.....	75

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

BM : Banque mondiale
CEDH : Cour européenne des droits de l'homme
FMI : Fonds monétaire international
FSB : Service fédéral de sécurité
GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft
GONGO : Organisation non gouvernementale organisée par le gouvernement
NaCA : National-capitalisme autoritaire
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
OTAN : L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PNUD : Programme des Nations Unies sur le développement
RSN : Réseaux sociaux numériques
TIC : Technologies de l'information et de la communication
UE : Union européenne
UEEA : Union économique eurasiatique
UGC : User Generated Content
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
VK : VKontakte

RÉSUMÉ

Dès l'ascension de Poutine au pouvoir en 1999, une rhétorique basée sur une instrumentalisation de l'Occident comme un ennemi de la Fédération de Russie (V. Morozov, 2010b) a servi de justification pour l'adoption de plusieurs mesures visant à restreindre l'espace public et la propagation de discours contre-hégémonique au « conservatisme éclairé » mis de l'avant à l'échelle nationale par le régime de Vladimir Poutine (Baran & Stock, 2015; Bélanger, 2020; Coulon, 2019; Wilson, 2015). La loi sur les « agents étrangers » en est un bon exemple. Adoptée en 2012 et renforcée en 2014, cette loi vise à étiqueter certaines entités issues de la société civile, principalement des organisations non gouvernementales (ONG), comme des outils de propagande de l'Ouest (Brechenmacher, 2017; Malkova, 2020; Snegovaya, 2015). Ce mémoire s'intéresse à l'utilisation des réseaux sociaux, plus spécifiquement Vkontakte (VK) et Facebook, par des ONG qualifiées d'« agents étrangers » et l'idéologie qui est véhiculée dans leurs messages. Une attention particulière est aussi portée sur la manière dont l'usage des réseaux sociaux vient influencer les discours qui circulent sur ces plateformes. Pour ce faire, les concepts d'hégémonie (Cox, 1987; Gramsci, 2012; Macleod & O'Meara, 2010) et d'impérialisme des médias sont mobilisés (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019). Ce mémoire présente les résultats qui découlent d'une recherche exploratoire des discours publiés sur les réseaux sociaux Facebook et VK par les ONG qualifiées d'« agent étranger ».

Mots clés :

Hégémonie, contre-hégémonie, impérialisme, réseaux sociaux, Facebook, VKontakte, Fédération de Russie.

ABSTRACT

Abstract

Since Putin's rise to power in 1999, rhetoric based on instrumentalizing the West as an enemy of the Russian Federation (V. Morozov, 2010b) has served as justification for adopting several measures aimed at restricting public space and the spread of counter-hegemonic discourse to the "enlightened conservatism" promoted on the national scale by Vladimir Putin's regime (Baran & Stock, 2015; Bélanger, 2020; Coulon, 2019; Wilson, 2015). A prime example is the "foreign agents" law. Passed in 2012 and strengthened in 2014, this law aims to label certain entities from civil society, mainly non-governmental organizations (NGOs), as Western propaganda tools (Brechenmacher, 2017; Malkova, 2020; Snegovaya, 2015). This thesis focuses on the use of social media, specifically Vkontakte (VK) and Facebook, by NGOs labeled as "foreign agents" and the ideology conveyed in their messages. Particular attention is also paid on the use of social media influences the discourses circulating on these platforms. To this end, the concepts of hegemony (Cox, 1987; Gramsci, 2012; Macleod & O'Meara, 2010) and media imperialism are mobilized (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019). This thesis presents the results of exploratory research into the discourses published on the social networks Facebook and VK by NGOs described as "foreign agents".

Keywords :

Hegemony, counter-hegemony, imperialism, social media, Facebook, VKontakte, Russian Federation.

INTRODUCTION

Dans les années 1990, la Fédération de Russie, comme beaucoup de pays ayant mis fin à un régime dictatorial, a vu croître significativement son nombre d'organisations issues de la société civile. Voyant ce nouvel essor comme une menace à la stabilité de son régime, Vladimir Poutine a entrepris dès son second mandat en tant que président le resserrement du contrôle réglementaire des organisations non gouvernementales (ONG) russes afin de réduire leur influence au sein de la société (Brechenmacher, 2017). C'est donc dès 2002 que les premières mesures visant à museler cette sphère de la société ont commencé avec l'adoption d'une loi contre l'extrémisme dont les dimensions oppressives ont été justifiées par une rhétorique sécuritaire accrue (Gross, 2003). Au cours de la même période, les médias favorables à l'État ont entrepris une campagne de discrédit face aux ONG qui reçoivent du financement de sources étrangères en les qualifiant d'« espions étrangers » (Brechenmacher, 2017). C'est en partie cette campagne, alliée au rôle perçu par le Kremlin qu'auraient eu les ONG dans les révolutions de couleurs¹, qui a mis la table pour l'élaboration d'une première version de la loi sur les ONG russes quelques années plus tard, soit en 2006. En instaurant cette « loi sur les ONG », le gouvernement cherchait à contrebalancer les valeurs libérales issues du discours hégémonique américain qui étaient appréhendées comme une menace pour « *the sovereignty of Russia, its national independence, territorial integrity, unity or originality, its cultural heritage or national interests* » (Machleder cité dans Crotty, 2009, p. 89). Cette formulation n'est pas anodine si on considère le très fort sentiment de devoir des citoyennes et des citoyens russes, qui constitue un aspect important de leur identité (Bélanger, 2020; Huskey, 2010; Kolstø & Blakkisrud, 2016). De par cette première itération de la loi sur les ONG, le Kremlin a été à même de réduire leur financement en plus d'alourdir les mesures administratives plaçant ainsi un poids indu sur un secteur déjà essoufflé (Crotty, 2009). L'argumentaire qui a servi de justification pour cette loi a contribué au positionnement de la Russie comme un des principaux opposants à l'hégémonie libérale promue par les puissances occidentales, principalement les États-Unis (V. Morozov, 2010a).

Suite à la réélection de Poutine à la présidence en mars 2012 et aux mouvements de protestation qui l'ont accompagnée, la loi N121-FZ, plus connue sous le nom de « loi sur les agents étrangers », fut adoptée par la Douma en juillet 2012. Les organisations qualifiées d'« agents étrangers » par l'État sont toutes celles

¹ Ces révolutions réfèrent aux changements de régimes qui ont eu lieu en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et au Kirghizistan (2005) (Lundstedt, 2021).

qui bénéficient d'un financement d'une source étrangère et qui réalisent des « activités politiques » qui ne sont pas clairement décrites dans les dispositions de la loi (Brechenmacher, 2017; Moser & Skripchenko, 2018). C'est cette ambiguïté qui permet aux agent·e·s du gouvernement russe de procéder à un ciblage arbitraire des organisations, une pratique qui n'est pas sans rappeler les techniques d'intimidation de la période soviétique (Brechenmacher, 2017). De nouveau, pour justifier cette loi, la relation antagonique entre la Russie et les États-Unis a été évoquée :

This law was adopted in the United States in the 1930s, and it is still in use today, applied to Russian media outlets, among other things [...] both there and in our country this is done with one purpose: to protect internal political processes from outside influence. Foreign agents are not prohibited from political or any professional activities. they just have to register (Poutine, cité dans Bodner, 2021)

L'opposition des deux contextes par le président russe ainsi que la notion de protection évoque l'idée du schéma « ami/ennemi » utilisée dans les discours nationalistes pour s'assurer de la cohésion sociale (Fuchs, 2020). Par ailleurs, fortement inspirée de la campagne médiatique de discrédit mentionnée plus haut, l'appellation « agent étranger » fait appel à un terme fortement connoté dans la société russe. Lors d'un sondage réalisé en 2015 auprès de 1 600 Russes, plus de la moitié des répondant·e·s ont mentionné une association négative avec cette appellation qu'ils-elles corrôliaient avec les termes « espion », « CIA » et « recruteur ». Ce choix rhétorique a donc eu de graves répercussions et a bien servi les objectifs du Kremlin si l'on considère qu'une forte majorité des citoyennes et citoyens russes ayant connaissance de cette loi considère qu'elle sert à réduire l'influence de l'Ouest sur la Russie alors que seulement le quart des personnes sondées la perçoivent comme un moyen de faire pression sur les ONG (Levada-Center, 2017; Malkova, 2020). Cette notion de réduction de l'influence de l'Occident est d'ailleurs devenue une priorité dans la politique internationale, mais également nationale, de la Fédération de Russie (V. Morozov, 2016).

À travers les notions d'hégémonie, de contre-hégémonie et d'impérialisme culturel, le présent mémoire souhaite aborder la question de l'influence du discours des ONG ayant obtenu le label d'« agent étranger » par le gouvernement et les cadres qui régissent leurs discours sur les réseaux sociaux.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUE

Dans ce chapitre, nous aborderons la multipolarité des relations internationales actuelles et la concurrence entre la Fédération de Russie et l'Occident qui en résulte. Plus spécifiquement, il sera question du discours nationaliste russe et de son positionnement idéologique face aux États-Unis en plus du traitement des ONG qualifiées d'« agents étrangers » comme vecteurs d'un message subversif par le Kremlin. Enfin, l'émergence du cyberspace en tant que nouvel environnement discursif sera abordée. Une attention particulière sera accordée à la question de l'influence.

1.1 L'émergence d'un monde multipolaire

Après avoir longtemps représenté l'une des deux superpuissances mondiales, la Fédération de Russie peine à accepter son nouveau rôle en tant qu'économie émergente et acteur de second plan au niveau du jeu des grandes puissances (Rapin & Piché-Jacques, 2020). La crise économique engendrée par la thérapie de choc² qui a suivi le démantèlement de l'URSS et qui a largement affecté le pays pendant la presque totalité des années 1990 fut tout autant significative dans l'émergence d'une rhétorique identitaire basée sur le refus d'adopter l'ordre mondial hérité de la fin de la guerre froide et sur la préservation d'un « monde russe » face à l'impérialisme américain (Loukianov & Samkov, 2015). C'est donc en plaidant pour l'indépendance de la Russie et la protection de sa souveraineté que le Kremlin a entrepris d'antagoniser la vision libérale de l'Occident dans ses politiques et ses discours (V. Morozov, 2008).

Cette rhétorique promue par le Kremlin permet la réalisation de deux objectifs distincts. D'une part, elle sert à la cohésion nationale. D'autre part, elle octroie au pays une position d'influence privilégiée parmi la communauté internationale en offrant une vision du monde différente de l'idéologie dominante d'après-guerre froide mise de l'avant par l'Occident (Bélanger, 2020). Ce deuxième point est particulièrement pertinent si l'on considère les maigres ressources dont dispose le gouvernement. En effet, malgré des investissements minimes, le discours identitaire russe a bénéficié d'une transmission accrue puisqu'il permet de remplir un certain vide discursif qui avait été laissé par l'effondrement de l'URSS. Si ce nouveau message idéologique a rapidement trouvé écho au sein de la population russe, il a aussi trouvé appui au

² Amorcée en 1992 par Boris Eltsine, la thérapie de choc en Russie correspond à une libération des prix et des changes allée à la privatisation rapide des entreprises et services publics. Issue du néolibéralisme, la thérapie de choc a entraîné de profonds bouleversements dans l'économie du pays ainsi que sur le plan social (Roche, 2015).

sein de certaines régions de monde, comme l’Afrique et l’Asie centrale, pour lesquelles les valeurs conservatrices et le rejet du libéralisme ont un fort attrait (V. Morozov, 2010b) :

As if this is not enough, the globalization of capitalist imperatives via neoliberal policies has created much social disillusionment and resentment that have provided an ample ground for nationalistic and racist calls to return to strong, homogenized nations under powerful (typically male) leader figures, which undermines rational political responses to global threats (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019, p. 40).

Par la diffusion de ce message, on constate que la Russie tente d’offrir un modèle alternatif au discours hégémonique occidental qui régit le système normatif international tout en véhiculant une image positive de la Russie qui se base sur le respect des traditions (J. L. Wilson, 2015a), sur un nationalisme accru (Kolstø & Blakkisrud, 2016) ainsi que sur un modèle économique qualifié de national-capitalisme autoritaire (Insel & Hénin, 2021).

L’affirmation de cette idéologie en Russie coïncide aussi avec les révolutions de couleurs qui ont marqué les anciens satellites soviétiques entre 2003 et 2005. Il faut souligner que ces événements ont entraîné un changement profond dans les orientations politiques internationales russes puisque le pays considérait les changements de régime qui se sont opérés comme étant illégaux et utilisés pour écarter du pouvoir des politicien·ne·s pro-russes sous le couvert de la démocratie. Dès lors, le Kremlin a développé plusieurs outils politiques et légaux pour contrer de futures révolutions de couleurs dans cette région du monde, mais également sur son propre territoire (Lundstedt, 2021). Il faut également préciser que le gouvernement russe a largement considéré ces révolutions dans l’espace post-soviétique comme une indication des tentatives occidentales d’utiliser des méthodes d’influence, en capitalisant sur l’accusation d’élections truquées, comme un moyen d’effectuer un changement de régime (J. L. Wilson, 2015b). Un autre facteur identifié par l’État russe a été le rôle des ONG dans les mobilisations qui ont mené à la chute des régimes dans ces pays. Les autorités en sont venues à considérer les ONG comme des menaces potentielles pour le régime (Gilbert, 2020). De ce fait, le gouvernement insiste sur un contrôle strict des organisations destinées à promouvoir l’image de la Russie dans un contexte de politique intérieure ou extérieure (J. L. Wilson, 2015a). Cette conception permet également au régime d’exercer une surveillance envers des acteur·trice·s qui sont considéré·e·s comme stratégiques pour la diffusion du modèle idéologique occidental dans des États non conformes ciblés, tels que la Russie (J. L. Wilson, 2015b). La Fédération de Russie n’est d’ailleurs pas étrangère à ce type de tactique puisqu’elle emploie elle-même des ONG, ou plutôt des organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement (GONGO) et financées

par ce dernier, pour promouvoir son message à l'étranger (J. L. Wilson, 2015a). C'est le cas notamment de la fondation *Russkiy Mir* qui s'apparente fortement aux instituts Confucius déployés par la Chine un peu partout dans le monde (Vojtíšková et al., 2016). La Fédération de Russie finance également la chaîne de nouvelles RT, anciennement connue sous le nom de *Russia Today*, qui véhicule un message idéologique à travers le monde (Metzger, 2023). Il importe également de préciser que la notion de société civile est comprise différemment par le Kremlin. Alors que les sociétés occidentales mettent de l'avant l'émergence d'une société civile autonome ancrée dans l'appréciation des normes et des valeurs démocratiques libérales, la légitimité des organisations non gouvernementales en Russie est remise en question sur la base même de leur autonomie relative vis-à-vis de l'État (J. L. Wilson, 2015a).

Cette situation est intéressante dans le cas à l'étude puisqu'elle permet de rendre compte des changements qui s'opèrent actuellement sur la scène internationale par rapport à l'émergence d'un monde multipolaire et le rôle qu'y joue la Russie de manière plus précise. Dans le contexte établi plus haut, l'émergence de centres d'influence régionaux vient remettre en question la domination qui avait été imposée par l'Occident. Cette variation dans les rapports de forces entre les États remet en cause l'ordre mondial établi. Dès lors, on peut observer des puissances émergentes, comme la Fédération de Russie, remettre en doute le caractère libéral de l'ordre existant par la promotion d'une rhétorique basée sur un nationalisme accru (Coulon, 2019). Ces périodes de plus grande instabilité sont d'ailleurs référées comme étant non hégémoniques. Dans un tel climat où les tensions sont exacerbées, on remarque une propension des États à mettre de l'avant les intérêts de leurs propres classes sociales nationales dominantes (Cox, 1987). C'est notamment ce qu'a fait la Russie au cours des dernières années avec notamment la création de l'Union économique eurasiatique (UEEA) et l'invasion de l'Ukraine (Kastouéva-Jean, 2022).

1.1.1 L'invasion de l'Ukraine par la Russie et son argumentaire

Le positionnement pro-occidental entrepris par l'Ukraine en 2014 initié par les manifestations « Euromaïdan » a exacerbé les tensions entre les deux pays qui ont culminé avec la crise de la Crimée en 2014 et la guerre en Ukraine en 2022 (Koval et al., 2022). Initialement, la Russie avait l'ambition d'inclure l'Ukraine dans son projet eurasiatique. Considérée par d'aucuns comme étant « le berceau du monde slave », Kyiv devait devenir un pilier essentiel dans le développement d'un pôle de puissance entre les anciens satellites soviétiques qui serait largement dirigé par Moscou (Fomitchova, 2019). Le mécontentement de l'État russe face à la décision des Ukrainien-ne-s de s'allier à l'Union européenne (UE) a notamment été mis de l'avant dans un texte du président qui blâme l'échec de ses prétentions

hégémoniques sur des conspirations antirusse instiguées par l'Ouest (Dickinson, 2021). Cela s'est cristallisé par l'invasion de l'Ukraine en février 2022 qui a été justifié par le Kremlin comme la réponse à une agression de l'Occident, comme en témoigne cet extrait du discours de Poutine prononcé le 9 mai 2022 dans le cadre du jour de la victoire :

There was every indication that a clash with neo-Nazis and Banderites backed by the United States and their minions was unavoidable [...] There was every indication that a clash with neo-Nazis and Banderites backed by the United States and their minions was unavoidable (Poutine cité dans Bloomberg News, 2022).

Comme ce fut le cas suite aux révolutions de couleurs, ce rejet s'est accompagné de nombreuses mesures restrictives visant à réduire l'influence d'acteur·trice·s considéré·e·s comme subversif·ve·s au régime par le Kremlin, notamment les ONG (Davydova, 2022).

1.2 Conservatisme éclairé et démocratie souveraine : le discours hégémonique russe

Le conservatisme éclairé promu par le gouvernement de Vladimir Poutine met de l'avant la volonté du Kremlin de présenter au monde une Russie unie. Ce courant idéologique, fortement inspiré des valeurs nationalistes (Fuchs, 2021), est donc devenu le signe d'une expression privilégiée du discours ou encore un marqueur de l'hégémonie idéologique émergeant de la présidence Poutine. Cette image unitaire dans les discours est toutefois confrontée à la volonté de l'État russe d'assumer un rôle d'influence dans la politique mondiale et sa crainte de l'ingérence étrangère dans sa politique nationale (J. L. Wilson, 2015a). La notion de souveraineté d'État, inhérente au fort sentiment identitaire présent dans le pays, est d'ailleurs centrale à la politique étrangère russe (Prozorov, 2005), comme en témoigne Poutine dans un discours prononcé aux Nations-Unies en 2015 :

What is the state sovereignty, after all, that has been mentioned by our colleagues here? It is basically about freedom and the right to choose freely one's own future for every person, nation and state. By the way, dear colleagues, the same holds true of the question of the so-called legitimacy of state authority. One should not play with or manipulate words (Poutine cité dans Washington Post Staff, 2015).

Cet accent sur l'importance de la souveraineté a également contribué à une rhétorique plaçant en porte-à-faux les relations russo-américaines et la création d'un « ennemi » qui a légitimé le discours du président auprès de la population russe :

Le problème réside dans le fait que le leadership américain actuel ne supporte pas les opinions divergentes. Ils ne voient pas la nécessité d'autres pays souverains. Nos partenaires [les États-Unis] ne veulent pas engager avec nous un dialogue sur un pied d'égalité (Poutine cité dans Stone, 2017, p. 76).

La notion de démocratie souveraine mise de l'avant par le chef adjoint de l'administration présidentielle chargée des questions idéologiques, Vladimir Sourkov, est un symptôme fort de cet antagonisme. Leur tentative de redéfinir la notion de démocratie libre de toute influence américaine représente bien la volonté du Kremlin de se défaire du paradigme instauré par l'hégémonie libérale et présenter une alternative basée principalement sur la souveraineté d'un État (V. Morozov, 2008).

De manière similaire, la Fédération de Russie s'est également réappropriée la notion de capitalisme pour l'adapter aux intérêts de ses classes politiques et économiques. C'est dans cette optique que le pays s'est engagé dans ce que Insel et Hénin définissent comme le national-capitalisme autoritaire (NaCA) (2021). Légèrement différent du concept de capitalisme d'État, le NaCA permet de mieux rendre compte de certains phénomènes comme les privatisations et autres dérégulations observées dans le cas de la Russie contemporaine. Ce concept découle aussi de l'inclusion de l'affirmation nationale qui met de l'avant les différentes trajectoires des États, notamment celle des sociétés post-soviétiques (Insel & Hénin, 2021).

Les mesures coercitives visant à restreindre l'accès à l'arène publique pour les voix dissidentes, telles que la loi sur les « agents étrangers », ont permis au discours actuel dans la Fédération de Russie d'occuper une position hégémonique dans la société (Bieler & Morton, 2004). Le fait qu'il n'y ait eu que très peu de résistance à l'implantation de la loi sur les « agents étrangers » et que la rhétorique mise de l'avant par le Kremlin pour la justifier a été majoritairement acceptée par la population (Malkova, 2020) témoigne d'une certaine stabilité au sein de l'ordre hégémonique établi par le gouvernement de Vladimir Poutine. Le consentement obtenu dans ce cas se divise donc entre une participation passive et active. La dimension passive découle de l'ancrage de la rhétorique justificative dans le contexte culturel et des capacités matérielles de production de ce discours à grande échelle, en partie grâce à la forte concentration médiatique à la disposition de Moscou (Snegovaya, 2015). Il faut ici préciser que la production est entendue dans le sens large du terme, c'est-à-dire qu'elle ne se limite pas à la production de biens matériels, mais est élargie à la production d'idées (Bieler & Morton, 2004). La dimension coercitive quant à elle se retrouve dans le cadre légal et les sanctions économiques (Snegovaya, 2015). Suite à la restriction de la sphère médiatique plus traditionnelle pour certain-e-s acteur-trice-s, on note un déplacement de

leurs activités de communication vers les plateformes numériques qui sont moins réglementées (Davydov, 2020).

1.2.1 La dialectique derrière le discours russe

Pour bien comprendre le contexte russe, il est important de souligner qu'un grand nombre de stratégies employées par le gouvernement reposent sur la production d'une certaine émotivité auprès de la population (Bélanger, 2020). Sourkov justifie d'ailleurs l'absence d'alternance au pouvoir en Russie par la nécessité de renforcer l'État, menacé de l'intérieur par des forces hostiles conspirant à sa destruction. Cet impératif de puissance vise à assurer le maintien de l'État face aux menaces identifiées, soit le terrorisme islamiste, les ingérences politiques et économiques étrangères ou encore la fragilité intrinsèque du pays (Raviot, 2017). Cette fixation sur la sécurité est aussi en congruence avec l'importance accordée à la création d'une identité russe commune grâce à la présentation de pratiques discursives uniformes par les autorités (Bélanger, 2020). La conception même de la sécurité nationale répond aux impératifs véhiculés dans le discours identitaire que le Kremlin met de l'avant :

It is known that traditionally Russia is a collectivistic society and that Russians consider their obligations to the state a priority. The first priority is to serve one's homeland – to protect the interests of the state and society. Unlimited discipline and self-sacrifice are important characteristics of Russian [...] It is easier in Russia to mobilize public support to promote state interests and well-being than in the United States (Rykhtik, 2012, p. 23).

Les comportements d'obéissance sont donc élevés au statut de normes, c'est-à-dire en tant que pouvoir descriptif (Revel, 2009). C'est ce processus qui munit Moscou de la légitimité nécessaire pour discréditer l'aide internationale dans le cadre de politiques astreignantes pour les organisations de la société civile (Bélanger, 2020). Cette rhétorique a d'ailleurs des effets qui dépassent largement le cadre de la loi sur les « agents étrangers » comme le prouvent les violentes attaques perpétrées contre les ONG portant ce label par des citoyennes et citoyens ordinaires :

This attitude is enforced by official justifications of the law, which develop a global scenario of threat and create a strong friend-foe pattern based on the distinction regarding whether a person or organisation is 'inside' or 'outside' the Russian state. According to official statements, the law protects national sovereignty by suppressing foreign influence; the latter is implicitly placed in opposition to Russian interests and the public good in Russia (Moser & Skripchenko, 2018, p. 599).

En d'autres mots, le Kremlin propose une représentation officielle de l'identité de la nation fondée sur le patriotisme qui se réalise par l'identification d'un ennemi commun, en l'occurrence l'Occident³ (Bélanger, 2020). En ce sens, la conception commune en Russie de la notion d'« agent étranger » comme quelque chose de fondamentalement non patriotique vient fortement entraver la crédibilité des ONG qui ont reçu ce libellé (Laine & Silvan, 2021).

1.2.2 Les ONG qualifiées d'« agents étrangers » : entre dissidence et conformisme

Les organisations inscrites sur la liste des « agents étrangers » se sont vues largement marginalisées au sein de la société puisqu'elles sont dans l'obligation de s'identifier comme « agent étranger » dans toutes leurs communications. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que certaines organisations qui ont été étiquetées ainsi aient préféré mettre fin à leurs opérations plutôt que poursuivre dans un climat d'hostilité. C'est ce qui s'est produit notamment avec la *Moscow School of Civic Education* en décembre 2014 (Snegovaya, 2015). Il est important de souligner que la loi de 2012 a été accompagnée de plusieurs autres mesures afin de réduire le financement d'ONG considérées comme propagatrices de normes en opposition à celles véhiculées par le Kremlin. On compte parmi ces mesures la résiliation de tous les projets financés par USAID en Russie (Brechenmacher, 2017). En tant qu'agence du gouvernement américain, USAID est fortement associé à la reproduction de l'hégémonie américaine à l'étranger et l'expansion du capitalisme (Girei, 2016; Veltmeyer, 2011). Cet aspect d'USAID a d'ailleurs été fortement critiqué par la Russie :

La législation russe actuelle crée toutes les conditions nécessaires à l'activité transparente et libre des organisations publiques non gouvernementales. Mais nous ne permettrons jamais qu'elles soient utilisées à des fins destructrices, comme cela s'est produit en Ukraine, où c'est en grande partie par le biais des ONG que les structures et militants nationalistes et néonazis, qui sont devenus la principale force de frappe du coup d'État anticonstitutionnel, ont été financés depuis l'étranger (Poutine cité dans Vasilev, 2014) [traduction libre].

Ces codes discursifs contribuent à établir une guerre de position, dans la conception néo-gramscienne du terme, par la lutte qui s'ensuit face à la détermination des cadres qui régissent la conception du rôle des ONG financées par l'étranger au sein de la société russe. Chaque partie est investie dans des processus

³ La présentation d'une idéologie occidentale unique est en fait une construction discursive déployée principalement par les opposant·e·s à l'hégémonie libérale. L'amalgame des sociétés occidentales au sein d'un projet politique unique est donc à considérer comme un outil discursif politique (V. Morozov, 2010a). C'est pourquoi ce projet porte une attention particulière à l'hégémonie américaine, plus spécifiquement.

visant à transformer les perceptions et les attitudes des publics par le biais d'agent-e-s discursif-ve-s, soit les ONG (Witcher, 2022).

La volonté d'un État de réprimer les organisations de la société civile par la voie légale est dépendante d'une « *combination of domestic and international factors* » (Gilbert, 2020, p. 307). En effet, les coûts de telles mesures sur l'image à l'international et les sanctions qui peuvent en découler sont non-négligeables et doivent être pris en considération. Cependant, dans le cas de la Fédération de Russie, on remarque que la menace de l'influence des ONG perçue par le Kremlin semble éclipser ces désavantages. Au contraire, l'image de la Russie de Poutine basée sur l'opposition à l'Ouest⁴ ainsi que sur l'image de l'homme fort semble bénéficier de ces mesures répressives puisqu'elles sont alignées sur la rhétorique mise de l'avant dans le discours officiel (J. L. Wilson, 2015b). Cette approche dans le discours se retrouve également dans les politiques d'influence du pays qui démontrent une préférence marquée pour une approche orientée vers l'État, ainsi qu'une antipathie profonde pour le rôle des structures autonomes de la société civile, qui sont considérées comme une menace pour le régime (J. L. Wilson, 2015b).

1.3 Le cyberspace comme nouveau lieu de lutte hégémonique

Depuis la révolution iranienne en 2009⁵, les plateformes numériques, en particulier les réseaux sociaux, sont devenues d'importants outils pour la promotion des valeurs libérales comme la démocratie, notamment par les États-Unis. Largement vues comme des moteurs de déstabilisation des régimes considérés comme contrevenant aux normes de l'ordre mondial libéral, ces espaces sont devenus l'objet d'investissements massifs en vue de les instrumentaliser. C'est ce qui s'est produit avec la stratégie impériale américaine qui a débuté avec le *Global Information Infrastructure* d'Al Gore (Sum, 2003) et s'est poursuivi avec la mise de l'avant d'un agenda basé sur l'*Internet Freedom* qui a été fortement soutenu par Hillary Clinton (Goldsmith, 2018). Le développement de cette stratégie impérialiste s'est concrétisé à la suite d'une forte médiatisation positive du rôle que ces plateformes ont joué dans les mobilisations citoyennes. Justifiée ou non, cette nouvelle propension a tout de même engendré une plateformesation

⁴ On note que, malgré le retrait de la majorité des donateur-trice-s américain-e-s en Russie et l'expulsion d'USAID en 2012 (Henderson et al., 2021), la rhétorique pour justifier la loi sur les « agents étrangers » demeure antinomique avec les États-Unis même dans ces formes les plus récentes (Davydova, 2022).

⁵ La révolution iranienne de 2009 est un soulèvement populaire survenu en contestation à la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad. Malgré les nombreuses manifestations et les centaines de milliers de personnes qui y ont pris part, le président a tout de même été inauguré le 5 août 2009. La révolution iranienne est parfois surnommée « *Twitter Revolution* » en raison de l'utilisation des réseaux sociaux comme outil de mobilisation. Cette expression est fortement contestée dans la littérature (E. Morozov, 2012).

des discours et des activités axées vers une promotion des droits humains de conception libérale (E. Morozov, 2012), où la plateformesation est entendue comme étant un processus d'opérationnalisation de la nouvelle organisation de production de l'information, ou des contenus, engendrée par les plateformes (Bullich, 2021). Les plateformes elles-mêmes se sont octroyées le statut de « *champions of freedom of expression* » (Gillespie, 2010, p. 357). Fortement associée au phénomène du web 2.0, cette vision technoutopiste des plateformes numériques représente une nouvelle manière d'organiser les relations entre les différent·e·s acteur·trice·s sociaux·les. Dans la foulée de la commercialisation des plateformes numériques comme des agents de démocratisation des communications, elles ont pu bénéficier de ce discours qui vante ces outils comme des facilitateurs de l'expression sociale (Srniczek, 2017) et la transmission de contenus, notamment à vocation civique (Sedysheva, 2020). Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont donc devenues de nouveaux véhicules d'idéologie (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019) qui permettent d'observer une nouvelle configuration des relations de pouvoir (Castells, 2013). Il est important de détailler que les plateformes, loin d'être des intermédiaires neutres, encadrent désormais les débats et les rapports à l'information :

ces entreprises ont peu à peu développé un pouvoir privé de censure et d'imposition normative incroyablement puissant sur les activités qu'elles contrôlent, qui leur confère un rôle clé dans l'organisation et la régulation de notre vie sociale (Bigot et al., 2021, p. 10).

Cette plateformesation engendre à son tour des logiques « disciplinaires » où des plateformes privées sont chargées d'organiser un nombre croissant d'activités sociales (Bigot et al., 2021).

1.3.1 L'investissement du cyberspace par la Russie

La Fédération de Russie a aussi grandement misé sur le développement de son expertise technologique (Soldatov & Borogan, 2017). Cette propension s'est largement développée au cours des années 2000 suivant la reconnaissance des avantages indéniables offerts par les technologies numériques, soit la possibilité d'augmenter significativement l'influence géopolitique du pays, et ce, à une fraction du prix encouru pour une restructuration de l'armée (Stone, 2017). Ces nouvelles stratégies de puissance employées par le Kremlin lui permettent de confronter indirectement des acteur·trice·s qu'il aurait identifié·e·s comme des opposant·e·s au régime en place :

Moscou n'aborde pas uniquement le cyberspace comme un territoire, disputé à coup de hackings, mais aussi (et peut-être surtout) comme un vecteur, pouvant être utilisé pour

s'immiscer dans l'environnement sociopolitique de ses adversaires (Rapin & Piché-Jacques, 2020, p. 90).

Ces stratégies incluent également des campagnes de désinformation destinées à miner la crédibilité des « ennemis » de Moscou. Si ces nouveaux mécanismes sont largement utilisés dans la politique étrangère russe (Rapin & Piché-Jacques, 2020), le gouvernement en fait également usage à l'intérieur de ses frontières afin de s'autoreprésenter comme des *leaders* compétents. Pour ce faire, la suppression des voix politiques dissidentes telles que les ONG et les médias indépendants s'avère un aspect essentiel (Van der Vet, 2021). Le régime a donc misé sur des mesures répressives qui forcent ces organisations à exercer une certaine autocensure dans les contenus qu'elles diffusent. La forte utilisation de sites internet domestiques par la population facilite fortement l'application de ces mesures (Bogdanovskaya et al., 2016; Budnitskiy, 2018; Kolozaridi & Muravyov, 2021).

Outre l'usage des TIC à des fins de diffusion du discours, la Russie a également tablé sur une restriction de l'environnement numérique sur son territoire dans une tentative d'exercer sa souveraineté sur ce nouveau milieu (Domańska & Wschodnich, 2019). Depuis les manifestations massives qui ont eu lieu en 2012 suite à la réélection de Vladimir Poutine à la tête du pays, la Fédération de Russie a mis en place plusieurs législations entourant le cyberspace, notamment les lois 374-FZ et 375-FZ votées en 2015 qui permettent au Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB) d'accéder aux métadonnées enregistrées par les fournisseurs d'internet (Soldatov & Borogan, 2017). Il est pertinent de souligner que ces métadonnées sont collectées de manière légale par la loi 242-FZ (Bogdanovskaya et al., 2016). Outre la surveillance opérée par le biais de la collecte de données personnelles, la Russie utilise également ses cybercapacités pour opérer une censure globale des informations qui circulent sur son territoire grâce au *Roskomnadzor* opéré par le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse (Maréchal, 2017).

En Russie, l'Internet en est venu à remplacer certaines composantes de la sphère publique faisant de cet espace un endroit privilégié pour rejoindre et engager les publics. L'utilisation de cet espace par des partis politiques, des médias et des ONG a fait en sorte que le RuNet est devenu un important canal d'informations ainsi qu'un facteur de changement dans la création de discours (Davydov, 2020).

1.3.2 Les réseaux sociaux comme vecteur d'influence

Dans une majorité de pays à travers le monde, le paysage des réseaux sociaux numériques (RSN) est dominé par une seule plateforme, nommément Facebook. Cela n'est toutefois pas le cas en Russie où le principal réseau social est *Vkontakte* (VK) (voir *fig. 1*) (Klimanova & Dembovskaya, 2013). Tout comme Facebook, VK était initialement adressé à des étudiantes et étudiants avant de devenir le principal RSN de la Fédération de Russie (Baran & Stock, 2015b). Cette prédominance de la plateforme VK en Russie est un paramètre qui doit être considéré par les groupes qui en font usage, notamment les ONG (Landry, 2013).

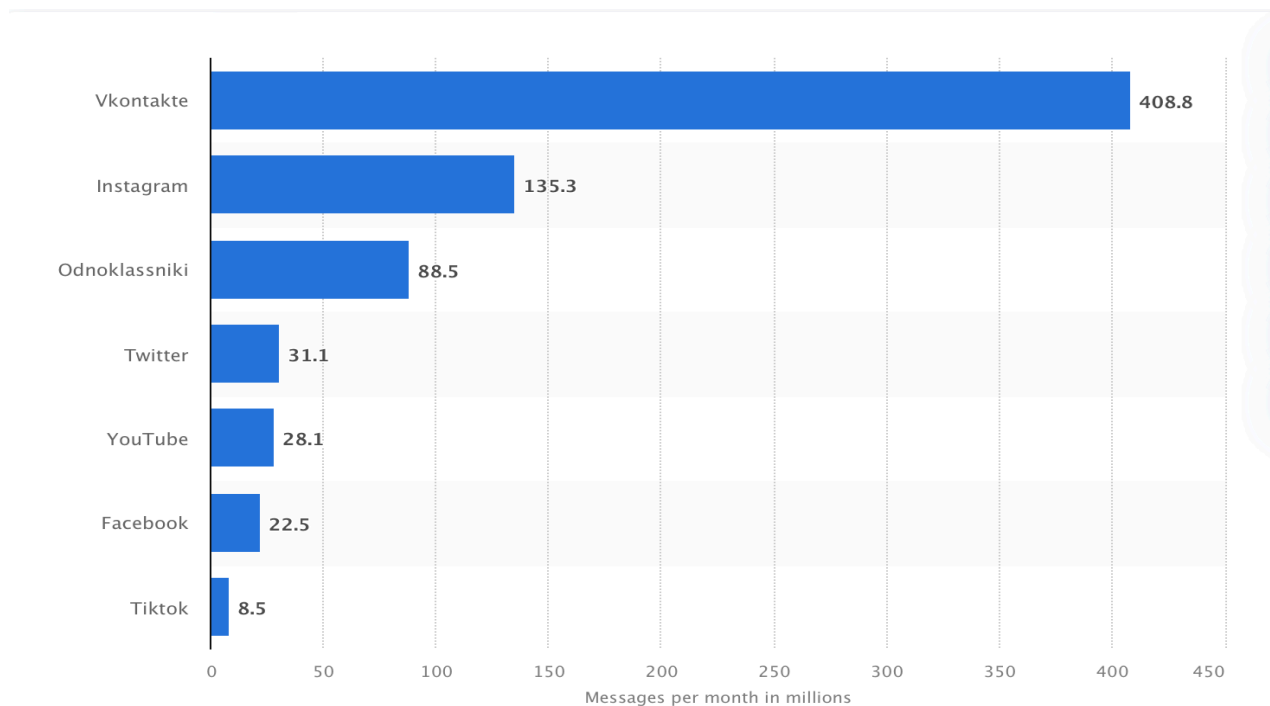


Figure 1 : Médias sociaux les plus utilisés en Russie depuis octobre 2021, par publications mensuelles
©Statista 2022

Les technologies numériques sont devenues des outils incontournables pour plusieurs groupes de la société civile qui s'en servent principalement comme médium pour sensibiliser leurs publics ainsi que comme outil de coordination de leurs activités (Dahlgren, 2014; Gerbaudo, 2012; Granjon, 2018). Dans le contexte de la Russie, la forte marginalisation des ONG qualifiées d'« agents étrangers » a largement contribué à leur détournement vers des plateformes numériques, soit les réseaux sociaux, pour transmettre leur message en raison de leur fonctionnement basé sur l'*User Generated Content* (UGC). On remarque donc que, dans les dernières années, les réseaux sociaux sont devenus une source d'information de plus en plus significative dans le paysage médiatique russe (Domańska & Wschodnich, 2019; Levada-

Center, 2018). Les TIC sont ainsi devenus de nouveaux véhicules d'idéologie pour une diversité d'acteur·trice·s faisant d'eux de riches sources d'informations pour la recherche (Davydov, 2020).

La prévalence du numérique dans nos sociétés a causé une transformation majeure dans la manière dont les valeurs et l'idéologie sont véhiculées, mais aussi comment elles sont perçues dans une société donnée (Fuchs, 2021). Dans le cas de la Russie, les plateformes numériques sont d'autant plus pertinentes puisqu'elles s'inscrivent directement dans le contexte culturel du pays. Cette particularité en fait un véhicule particulièrement puissant puisque, si la technologie façonne la forme des contenus, la culture est aussi un moteur important dans le déplacement de nos interactions sociales vers des espaces en ligne. Afin de ne pas tomber dans une approche basée sur un déterminisme technologique, il faut souligner que le développement des technologies n'est pas un processus linéaire et uniforme. Au contraire, il s'agit d'un processus qui est fortement influencé par la société même dans laquelle ces technologies tentent de s'implanter (*voir fig. 2*) (Vitali-Rosati, 2018). Ainsi, de la même manière que l'information ne circule pas dans un espace vide, mais dans un espace politique déjà établi (E. Morozov, 2012), les technologies se développent en constantes relations avec la culture dans laquelle elles s'implantent (*voir fig. 2*) (Vitali-Rosati, 2018).

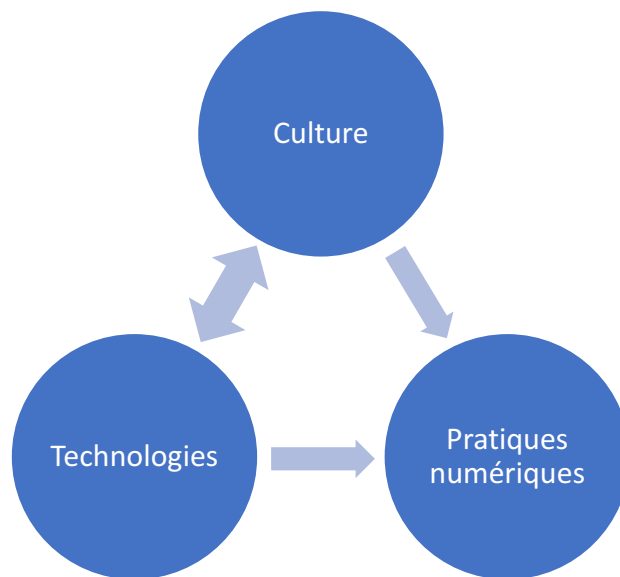


Figure 2 : L'interaction entre les plateformes numériques et leur milieu (Vitali-Rosati, 2018)

Le RuNet est un bon exemple de ce phénomène de rétroaction. On remarque que les traditions russes ont fortement influencé les interfaces et les fonctionnalités des technologies. L'aspect très sobre du média

social VK, surtout en comparaison à son homologue américain Facebook, illustre bien cela puisqu'il se base sur une perception de la société qui adhère au conservatisme inhérent à l'identité nationale du pays. Cette interface minimaliste qui change très peu fréquemment est donc devenue une caractéristique notable pour les utilisateurs russes qui la citent comme une raison de prioriser VK au détriment de Facebook :

Each SNS reflects the specific characteristics of the country it originates from; it is a question of mentality. Facebook represents "a democratic independent state which does not want excessive regulation, and that if something is needed, then it creates the conditions that all have been profitable to do so," and V Kontakte is "very reminiscent of the USSR, and Putin's Russia, with its hand-operated "vertical," where orders are given to and everything is controlled by the authorities in person". V Kontakte is "tailored" to Russian users. What started as an undaunted "hijack" of Facebook it has turned into an information service that in a unique way meets the user needs of Russians (Baran & Stock, 2015, p. 45).

L'importance de la culture dans le modèle de gestion des plateformes et leur architecture ainsi que les publics distincts qui s'y retrouvent laissent présager un traitement différencié entre leurs utilisations par les groupes qui s'y retrouvent.

Question de recherche :

Les défis auxquels la Russie de Poutine doit faire face, tant au niveau national qu'international, produit une dislocation des structures de sens. La suppression des institutions sociales apparaît alors comme un moyen d'éliminer cette perturbation, ce qui se traduit par un antagonisme renforcé envers l'Occident et une répression des diverses identités perçues comme pro-occidentales et donc subversives au régime (V. Morozov, 2008). Dans ce contexte, les ONG russes financées par l'étranger, envisagées par le gouvernement de Poutine comme des agents vecteurs d'une idéologie occidentale (Laine & Silvan, 2021), participent à une guerre de position (Witcher, 2022) par la lutte qui s'ensuit face à la construction des cadres qui contribuent aux structures de sens au sein de la société (Lemarié-Saulnier, 2016). Pour analyser ce phénomène, ce mémoire souhaite répondre à la question de recherche suivante :

De quelle manière se manifestent les marques du discours libéral américain, qui occupe une place contre-hégémonique sur la scène nationale, et celles du conservatisme éclairé, qui se positionne comme hégémonique au sein de la société russe, dans les publications sur les réseaux sociaux faites par les ONG qualifiées d'« agent étranger »?

Sous-questions de recherche :

- Comment se distingue l'utilisation de la plateforme VK en opposition à Facebook par les organisations qualifiées d'« agents étrangers »?
- En fonction des différentes sources de financement et des motifs qui ont mené à l'ajout de l'organisation sur le registre des « agents étrangers », comment ces marques dans les discours en ligne varient-elles d'une organisation à l'autre?

CHAPITRE 2

CADRE CONCEPTUEL

Dans les sections et sous-sections subséquentes, il sera question des éléments théoriques qui serviront d’ancrage conceptuel pour apporter des éléments d’analyse à notre question de recherche. Tout d’abord, la notion d’hégémonie et de contre-hégémonie permet d’apporter un éclairage à la conjoncture multipolaire actuelle. Pour traiter de la dimension liée aux réseaux sociaux, nous verrons le concept d’impérialisme culturel qui tient compte de la dimension de pouvoir et d’influence intrinsèque aux plateformes des réseaux sociaux (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019). Pour finir, la dimension discursive derrière l’utilisation des réseaux sociaux par les ONG qualifiée d’« agent étranger » sera appréhendée à travers l’utilisation de stratégies de cadrage (Entman, 1993b).

2.1 La théorie néogramscienne en relations internationales

L’approche néo-gramscienne en relations internationales permet d’analyser les relations de pouvoir mondiales (Cox, 1987). Fortement inspirée des écrits du marxiste Antonio Gramsci, il s’agit d’une approche qui s’insère dans la théorie critique (Macleod & Bonditti, 2019). Son objet d’étude principal touche la question du pouvoir, plus spécifiquement ses processus de production qui sont compris comme l’hégémonie. Une perspective néogramscienne étudie principalement « les luttes sociales qui émanent de l’interaction entre les forces sociales créées par les relations sociales de production ; les capacités matérielles de ces forces ; la pluralité tant historique que contemporaine des formes de l’État ainsi que la culture, les idées et les institutions » (Macleod & O’Meara, 2010, p. 269).

2.1.1 Hégémonie et contre-hégémonie

Le concept d’hégémonie a grandement évolué depuis l’époque de Gramsci. Bien que la prémisse de base demeure la même, soit la notion de la domination d’un groupe au sein d’une société donnée qui vient imposer un ensemble d’idées et de valeurs, son application s’est actualisée pour prendre en compte les logiques globales. Cette représentation prend aussi en considération le consentement des dominé·e·s qui fait apparaître les institutions, normes et valeurs dominantes comme naturelles. Si, dans sa forme originale, le concept a été pensé comme un phénomène national (Gramsci, 2012), plusieurs auteurs modernes l’ont repris pour l’appliquer à un contexte de relations internationales (Cox & Schilthuis, 2012; Cox, 1993; Macleod & Bonditti, 2019). Dans la conception traditionnelle des relations internationales, qui ne

correspond pas à la conception néo-gramscienne, l'hégémonie est comprise comme étant « la capacité que possède un État d'exercer des fonctions gouvernementales sur un système politique mondial composé d'États souverains » (Macleod & Bonditti, 2019, p. 70). Pour les néogramsciens, l'hégémonie est conçue comme quelque chose de mouvant et, par conséquent, de « potentiellement instable » (Macleod & O'Meara, 2010, p. 275). À cet effet, deux temporalités sont définies, soit les périodes d'ordre hégémonique ainsi que celles qui sont qualifiées de non hégémoniques. Au sein d'un ordre hégémonique, les valeurs et connaissances véhiculées sont relativement stables dans le sens où elles ne sont que très peu remises en question (Cox, 1993). À l'inverse, une période non hégémonique est caractérisée par une plus grande instabilité qui est imputable à l'incapacité d'un bloc de forces sociales d'imposer son système de normes et de valeurs sur une échelle internationale (Macleod & O'Meara, 2010).

La mouvance entre des périodes de plus grande stabilité à celles d'instabilité, comme celle qui est vécue actuellement sur la scène mondiale, peut être imputée à l'aspect dialectique du concept qui met en relation différentes notions relatives à trois sphères d'activités politiques. Ces trois sphères sont les forces sociales, les différentes formes de l'État ainsi que les ordres mondiaux, et c'est leur interconnexion qui permet de faire émerger des structures historiques (voir *fig. 3*). Ce sont aussi ces interactions qui interviennent notamment dans la production de nouvelles formes de normes et idéologies (Cox, 1987). L'interaction entre ces sphères d'activités illustre la dimension critique de cette conception de l'hégémonie qui met de l'avant la constante remise en question de l'ordre mondial établi. En d'autres mots, la théorie critique entre en jeu dans la remise en question de la manière dont les ordres sociaux ou mondiaux existants émergent (Bieler & Morton, 2004). La contestation de la vision libérale de la démocratie par certaines nations comme la Fédération de Russie, qui critiquent l'instrumentation du principe à des fins idéologiques, vient étayer cet aspect (V. Morozov, 2010b). L'instrumentalisation des marchés et le détournement des principes du capitalisme libéral pour correspondre aux intérêts des groupes dominants, comme ce qui s'est vu en Chine et en Russie, en sont un autre exemple marquant (Insel & Hénin, 2021). Par ailleurs, cette approche accorde une importance toute particulière à la manière dont les normes, les institutions ou les pratiques voient le jour et comment les forces sociales peuvent avoir le potentiel émancipateur de changer ou de transformer l'ordre dominant. L'hégémonie est donc comprise comme une forme de domination de classe liée aux forces sociales, en tant que principaux acteurs collectifs, engendrés par les relations sociales de production. La constante réévaluation des forces sociales est donc ce qui engendre les nouvelles configurations au sein du pouvoir d'un État (Bieler & Morton, 2004).

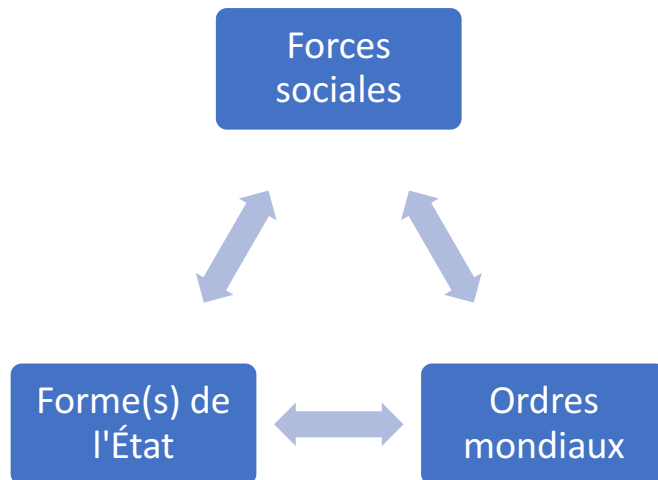


Figure 3: Le rapport dialectique des forces (Cox, 1981)

Pour qu'un ordre hégémonique survienne, il doit impérativement émerger d'une certaine forme de conflit entre les classes. Il importe toutefois de préciser que les classes entendues par les théoriciens néo-gramsciens ne sont pas aussi définies qu'elles ne le sont dans la théorie de Marx. En effet, la conscience de classe est inhérente à un contexte historique particulier (Macleod & O'Meara, 2010). Cet aspect donne une importance toute particulière à la construction historique des différentes formes d'un État et le contexte social des conflits politiques. C'est la manière dont les forces sociales dominantes établissent leur contrôle sur les forces sociales concurrentes dans un contexte national spécifique qui est entendu par le terme de bloc historique (Bieler & Morton, 2004). Pour replacer le concept dans la conjoncture à l'étude, on remarque que l'orientation idéologique de la Fédération de Russie a été grandement influencée par les révolutions de couleurs qui ont pris place sur les territoires de l'ancienne Union soviétique. C'est la crainte qu'une situation similaire – soit le développement d'une contre-hégémonie assez forte pour ébranler le régime en place – se reproduise sur son territoire qui a poussé le Kremlin à restreindre l'accès à la sphère publique pour les groupes de la société civile (Lundstedt, 2021).

Toute tentative de renverser ou encore de critiquer l'idéologie dominante pour imposer un nouvel ordre est qualifiée de contre-hégémonique. La professeure Nicola Pratt définit la contre-hégémonie de la manière suivante : « *This term is generally used to describe the creation of an alternative hegemony on the terrain of civil society in preparation for a 'war of position'* » (Pratt, 2004, p. 332). Cette définition prend en considération l'aspect mouvant du concept puisque la notion de « guerre de position » réfère au changement d'orientation idéologique qui s'opère lorsqu'un hégémon perd de son influence en raison d'une résistance accrue au sein de la société civile qui cherche à démanteler l'hégémonie culturelle

existante par la subversion et l'opposition idéologiques, en remettant en question la légitimité des superstructures existantes (Bieler & Morton, 2004). Par conséquent, une contre-hégémonie est, par essence, une vision alternative de la société qui cherche à défier, miner et remplacer la structure de pouvoir existante de la bourgeoisie (Pratt, 2004). C'est lorsque l'hégémonie d'un État se trouve fragilisée que la société politique est généralement plus encline à faire usage de la force coercitive (Laperrière & Bachand, 2014). Comme évoqué dans la problématique, ce phénomène a pu s'observer en 2012 au sein de la Fédération de Russie. Après que de nombreuses manifestations contestant le régime de Poutine prennent place, l'État a mis en place un cadre légal excessivement restrictif sur la société civile. Ce schéma s'est produit à nouveau en 2022 suite aux nombreuses lois et aux usages de la force qui ont été mobilisés contre les opposant·e·s à la guerre en Ukraine (Davydova, 2022). Ces événements témoignent aussi du caractère césariste du régime qui prend place dans la Fédération de Russie et qui concentre le pouvoir dans les mains d'un dirigeant fort, en l'occurrence Vladimir Poutine, à des fins de maintien de l'unité sociale (Raviot, 2006).

Pour en revenir plus spécifiquement à l'émergence d'un discours hégémonique, comme mentionné précédemment, pour les néo-gramsciens, le concept d'hégémonie s'appréhende sur la base d'un système de relations de pouvoir en perpétuelle mouvance. Ces forces sont à leur tour définies par un triptyque d'éléments en relations qui les façonnent, soit les capacités matérielles, les idées et les institutions (voir *fig. 4*). Ainsi, ce sont les forces sociales qui agissent comme moteur de l'idéologie au sein d'une société donnée. Ces composantes co-constituées sont à la base des notions communes qui à leur tour forment les interprétations des phénomènes qui animent une société.

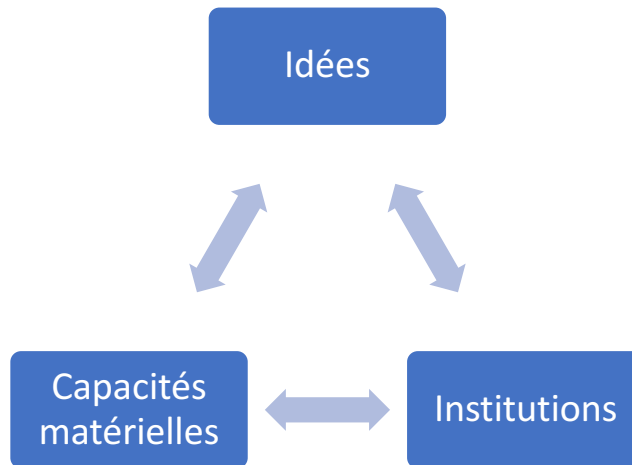


Figure 4 : La relation dialectique entre les forces

Cette conception rend compte également de l'objectif de consentement. En effet, pour les néo-gramsciens, l'obtention d'un « consentement permanent » qui légitime l'ordre en place constitue la finalité de l'hégémonie et donc l'objectif visé par les acteur·trice·s impliqué·e·s (Macleod & Bonditti, 2019). Il faut aussi noter que cette conception permet d'élargir la notion d'hégémonie par l'acceptation d'idées qui seraient soutenues par des ressources matérielles et des institutions. Ces institutions, qui sont initialement établies par des forces sociales, occupent un rôle de premier plan au sein d'un État, mais dans la perspective d'un monde globalisé elles sont ensuite projetées à l'extérieur des frontières nationales (Bieler & Morton, 2004).

Cette interprétation double de l'hégémonie constitue d'ailleurs un autre attrait de cette approche pour le cas à l'étude, soit la conception selon laquelle les forces sociales qui véhiculent les idéologies opèrent sur la scène internationale, mais également au sein d'un État donné :

Elle [l'hégémonie] émerge *de* et est reproduite et transformée *par* une interaction incessante entre les sociétés civiles nationales et transnationales ainsi que les formes de l'État (peu importe que les forces de l'État soient incorporées dans le bloc hégémonique (Macleod & O'Meara, 2010, p. 276).

De ce fait, l'hégémonie survient dans un premier temps des luttes sociales qui existent dans un contexte national et c'est cette spécificité qui rend cette approche particulièrement pertinente pour notre analyse. En effet, cette conception de l'hégémonie, qui réfère à un système de relations de pouvoir (Cox, 1987), permet de rendre compte de la construction d'un discours hégémonique dans la Fédération de Russie basé sur ce que le Kremlin appelle le « conservatisme éclairé », mais également que cette hégémonie qui

s'opère à l'intérieur des frontières du pays s'inscrit dans une hégémonie mondiale qui est actuellement dominée par les États-Unis, et ce, depuis le début de la *Pax Americana* (Laperrière & Bachand, 2014). On reconnaît une hégémonie mondiale lorsqu'une « hégémonie interne », c'est-à-dire nationale, en vient à dépasser les frontières nationales de l'État duquel elle provient. Il est à noter que l'hégémonie mondiale se reproduit à travers les interactions entre les différentes sociétés civiles, autant sur le plan national qu'international (Macleod & Bonditti, 2019). Pour les tenants de cette théorie, il est impératif que la création d'un bloc historique provienne de la création d'une cohésion sociale au sein d'une certaine forme d'État (Bieler & Morton, 2004).

2.1.1.1 Les principales composantes du discours hégémonique libéral

L'ordre mondial instauré par les États-Unis au cours du XXe siècle a été qualifié d'hégémonie libérale par les tenants de ce concept. De par cette dénomination, on comprend que l'hégémonie américaine se base sur les idées du capitalisme libéral, des institutions multilatérales d'après-guerre, de la démocratie⁶ et des valeurs libérales (Acharya, 2017; Deudney & Ikenberry, 1999). Largement représentées au sein des systèmes politiques occidentaux, ces valeurs, que l'on comprend être celles du système capitaliste mondial (Laperrière & Bachand, 2014), se basent sur une conception individualiste de la société, dans le sens où les droits et libertés individuels sont plus valorisés que les droits collectifs (Bieler & Morton, 2004; Halstead, 2005). Outre la primauté des libertés individuelles, cette conception idéologique se base aussi sur les principes fondamentaux que sont l'égalité et la rationalité (Halstead, 2005).

L'hégémonie libérale a largement soutenu l'adoption d'un régime économique capitaliste globalisé ou capitalisme libéral. Outre son acceptation des principes de politiques économiques ouvertes comme le libre-échange et le libre marché, cette doctrine est aussi caractérisée par la propriété privée, la concurrence entre les entreprises et l'initiative individuelle (Halstead, 2005). Le libre-échange joue aussi un rôle important dans l'établissement d'institutions multilatérales dédiées à l'ouverture des marchés. On constate effectivement que les États-Unis se sont positionnés très tôt pour la création d'interdépendances économiques, notamment avec l'instauration du Plan Marshall (Deudney & Ikenberry, 1999). Les organisations de Bretton Woods, soit le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ont en ce sens eu des effets considérables sur la prévalence de l'hégémonie libérale, de la *Pax Americana*

⁶ La démocratie, en tant que valeur libérale, est comprise comme étant un système politique qui favorise la participation et la représentation du peuple dans la prise de décision. Dans une perspective libérale, la démocratie met l'accent sur les libertés individuelles et la primauté du droit (État de droit) (Acharya, 2017).

et de l'ère néo-libérale (Deudney & Ikenberry, 1999; Laperrière & Bachand, 2014). Ces institutions n'ont pas été les seules à résulter d'un ordre mondial dominé par les valeurs occidentales. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les Nations-Unies en sont d'autres exemples forts (Deudney & Ikenberry, 1999). Cette dernière, en tant qu'institution multilatérale d'après-guerre, s'est d'ailleurs instaurée comme moteur de la gouvernance globale (Acharya, 2017). Le terme de gouvernance a pour sa part été instrumentalisé par certains organes des Nations Unies comme le Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD) afin de l'amalgamer au principe de démocratie et ainsi rendre compte d'une perspective néo-libérale plus contemporaine des préceptes de l'hégémonie libérale (Deneault, 2013). Il importe de mentionner que la démocratie libérale est intimement liée à un ordre économique ouvert puisque l'inclusion (ou l'exclusion) dans les marchés mondiaux qui ont longtemps été dominés par les économies occidentales peut agir comme incitatif pour convaincre certaines nations d'adopter ce régime politique (Deudney & Ikenberry, 1999). Les sanctions économiques qui ont été instaurées suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie sont un bon exemple de l'instrumentalisation de l'économie à des fins coercitives (Graham-Harrison et al., 2022).

L'interaction entre le capitalisme libéral et la démocratie libérale, qui a été intrinsèquement liée à leurs développements respectifs dès leurs conceptualisations, est toutefois largement contestée. Il n'y a effectivement pas de preuves probantes qu'une plus grande croissance économique soit connectée à la démocratie dans un État. Il est cependant admis que le capitalisme libéral doit bénéficier d'un certain degré de libertés individuelles pour se développer (Insel & Hénin, 2021). Ce modèle de société libérale, qui se veut hégémonique au sein de l'ordre mondial, fait face à une contestation grandissante sur la base d'un universalisme qui n'a jamais abouti (V. Morozov, 2010b). En d'autres termes, les avantages promis du ruissellement économique et de l'enrichissement de tous se sont avérés chimériques pour de nombreuses sociétés (Girei, 2016). C'est en partie cette désillusion face aux promesses occidentales d'un développement économique rapide qui a permis au discours conservateur russe de prendre racine dans ces régions du monde (V. Morozov, 2010b).

Une autre dimension fondamentale à l'hégémonie libérale américaine est la place centrale qu'y jouent les organisations de la société civile. Pour bien comprendre ce point, il faut préciser que ces acteur·trice·s ont été fortement utilisé·e·s pour la promotion de la démocratie à travers le monde et ont donc eu de forts impacts sur la diffusion de l'hégémonie libérale suivant leur instrumentalisation par les pouvoirs politiques et économiques occidentaux (Pratt, 2004). Leur contribution à la diffusion de certaines valeurs libérales a

d'autre part offert une certaine stabilité à l'ordre mondial établi par les États-Unis en permettant plusieurs points d'influence et d'accès à ces mêmes valeurs (Deudney & Ikenberry, 1999), ce que plusieurs nations ont considéré comme une offense à leur souveraineté. L'auto-profession des libéraux occidentaux aux « bonnes valeurs » internationale, comme la rationalité, le respect de la dignité humaine, la bonne gestion, le libre-échange et l'ordre fondé sur des règles est également une source de tension entre les États-Unis et plusieurs pays, dont la Fédération de Russie (Acharya, 2017). Pour mieux s'insérer dans l'ordre socio-économique instauré, soit celui du capitalisme et de la démocratie libérale, d'autres valeurs se sont également ajoutées pour une conceptualisation plus moderne, notamment les droits et libertés individuelles (Insel & Hénin, 2021) comme les libertés politiques, l'action privée fondée sur le marché ou l'universalisme (Stroup, 2022).

Tel que souligné dans le chapitre 1, le nouvel ordre mondial multipolaire actuellement émergent propose une multiplicité de modernités où la modernité libérale occidentale ne représente qu'un choix parmi d'autres (Acharya, 2017). La Russie et son conservatisme éclairé se veulent une alternative au modèle occidental (Prozorov, 2005). En tant qu'hégémon en déclin, les États-Unis peinent à offrir un mode de développement économique et de gouvernance qui suscite suffisamment d'attraction sur la scène internationale pour convaincre les autres nations d'adhérer à leur modèle (Lake, 2006). Cela s'observe particulièrement auprès des pays du BRICS qui ont subi de larges revers à la suite de la mondialisation et, par conséquent, sont moins investis dans la préservation d'un ordre libéral. Ainsi, la configuration des relations entre les différentes nations qui ont été mises en place en grande partie par les États-Unis à la suite de la Seconde Guerre mondiale et qui sont centrées sur les intérêts, les valeurs et les institutions occidentales risquent de subir de profonds changements et de devenir beaucoup plus centrées sur des ententes économiques que sur des valeurs politiques et idéologiques (Acharya, 2017).

2.1.1.2 Les principales composantes du discours nationaliste russe

Dans une tentative de présenter un discours contre-hégémonique, la Fédération de Russie a mis de l'avant le « conservatisme éclairé » qui n'est pas sans rappeler les postulats d'une idéologie nationaliste d'extrême droite⁷ (V. Morozov, 2016, 2017). Selon Fuchs, les paradigmes qui sont mis de l'avant dans ce type d'idéologie sont le schéma ami/ennemi, le *leadership* descendant (ou *top-down*), la militarisation et

⁷ Bien que les actions posées par l'État russe s'apparentent parfois à une idéologie impérialiste, nos recherches sur la rhétorique montre une adhésion plus claire aux principes nationalistes. Puisque ce mémoire traite principalement des processus discursifs, c'est cette correspondance qui a été retenue (V. Morozov, 2017).

l'importance de politiques basées sur la loi & l'ordre (2021). Ces postulats, qui sont généralement admis dans la littérature pour qualifier tout régime d'extrême droite, s'extériorisent quelque peu différemment dans le contexte russe. En effet, on remarque une appropriation de certains de ces concepts comme le *leadership* qui se manifestent en Russie comme une verticale du pouvoir, un terme qui est apparu dans la politique russe dans les années 1990 et qui a été repris par Vladimir Poutine dans ses discours (Fauconnier, 2020). Pour ce qui est du schéma ami/ennemi, il est devenu transversal à beaucoup d'aspects de la politique russe. On le retrouve notamment dans le principe de démocratie souveraine (Fauconnier, 2011; V. Morozov, 2010b), mais également dans la militarisation qui joue sur les valeurs conservatrices de l'État (Pynnöniemi, 2021). En outre, il faut également souligner la centralité du paradigme économique dans la société et les discours. De par son caractère plus interventionniste, le modèle économique russe s'inscrit dans le NaCA. À l'instar de la relation qui existe entre le capitalisme libéral et la démocratie libérale, le NaCA alimente et est alimenté par la démocratie souveraine (Insel & Hénin, 2021).

En premier lieu, le processus d'altérisation dans la Fédération de Russie s'est principalement illustré à travers l'opposition face aux États-Unis et à l'Europe (Bélanger, 2020; Lundstedt, 2021; Wilson, 2015b), une dimension qui est largement incluse dans le principe de démocratie souveraine mis de l'avant en Russie par Vadislav Sourkov. La démocratie souveraine a effectivement permis au régime de Vladimir Poutine de promouvoir l'exceptionnalité du pays au regard des principes de gouvernance mondiaux (Pynnöniemi, 2021). Dans ce contexte, le pluralisme politique est perçu comme une menace à la sécurité nationale, ce qui se matérialise dans les allocutions annuelles de Poutine (voir tableau 1).

**Tableau 1 : Récurrence du mot « menace » dans les allocutions annuelles de Vladimir Poutine
(Pynnöniemi, 2021)**

Année	Mention du mot « menace »
2000	6
2001	3
2002	3
2003	20
2004	3

2005	2
2006	11
2007	3
2012	4
2013	X
2014	3
2015	4
2016	2
2018	10
2019	10

L'adversaire identifié par le régime en place comme la plus grande menace demeure l'Occident, ce qui permet de légitimer la politique extérieure du pays en argumentant offrir une alternative à l'unipolarité et l'hégémonie du discours libéral (V. Morozov, 2008). Cette image de l'ennemi maintient la cohésion sociale à travers l'inimitié envers les autres et devient un cadre qui permet de justifier les orientations politiques du pays (Pynnöniemi, 2021). En ce sens, les institutions multilatérales mises de l'avant par le discours hégémonique libéral américain sont considérées comme étant foncièrement agressives envers la nation et donc une menace à la Russie (V. Morozov, 2017). L'appropriation de termes fortement associés à l'hégémonie libérale, notamment l'idée de démocratie souveraine, est une marque distincte de ce processus d'altérisation puisqu'elle met en exergue la volonté de l'État russe de présenter une alternative plus « universelle » au principe de démocratie libérale propulsé par l'Occident (V. Morozov, 2008).

Le NaCA, pour sa part, est une conception plus large du capitalisme autoritaire ou encore du capitalisme d'État. Tout comme le capitalisme d'État, ce concept incorpore certains phénomènes comme les interventions étatiques dans la régulation des marchés économiques ou encore les privatisations par l'État de certains secteurs d'activité et des moyens de production. Le NaCA va toutefois plus loin en abordant la dimension identitaire et l'affirmation nationale qui devient centrale dans la légitimation des politiques économiques : « Les idées nationalistes constituent la véritable plate-forme idéologique sur laquelle le

régime chinois après Deng et le régime russe postsoviétique ont fondé leur pouvoir » (Chen cité dans Insel & Hénin, 2021, p. 20). Ce concept concerne souvent les États comprenant des régimes politiques hybrides tels que les démocraties illibérales, c'est-à-dire des régimes qui maintiennent des processus électoraux, mais qui ne se réclame pas d'une idéologie libérale. Élaboré suivant un rejet des valeurs occidentales, le NaCA se positionne à l'opposé de la démocratie libérale. Il est également important de souligner que la référence nationale dans le NaCA est souvent intrinsèquement liée à la promotion d'un idéal basé sur l'unité nationale et le regain d'« une grandeur perdue » (Insel & Hénin, 2021, p. 24).

Dans un article publié en 2012, Vladimir Poutine souligne l'importance d'institutions « fortes » pour pallier aux déficits présents au sein de la société (Poutine, 2012). Cette idée de force de l'État fait partie intégrante de l'image dont s'est dotée le Kremlin dans ses communications autant sur le plan national qu'international. Le modèle de gestion du pays suivant une verticale du pouvoir, qui s'apparente fortement à un modèle de *leadership* descendant, subordonne les pouvoirs régionaux sous la gouvernance de Moscou :

It was a victory for the patriotic forces, a victory for the strengthening of the state by uniting, centralizing and uniting the forces. With these heroic events, the spiritual rebirth of the Fatherland began, the formation of a great and sovereign state began (Vladimir Poutine cité dans Pynnöniemi, 2021, p. 102).

Cette centralisation se maintient par l'adoption de plusieurs mesures associées à des régimes autoritaires. Dans le cas de la Fédération de Russie, la verticale du pouvoir s'exprime aussi dans la politique étrangère du pays par un soutien répété aux régimes autoritaires en situation de précarité, c'est-à-dire qui font face à un risque d'effondrement (Fauconnier, 2020; Sigman, 2021). La représentation de la force s'illustre aussi à travers le patriarcat et l'image de l'« homme fort » qui sert de pourvoyeur qu'a endossé l'État (Riabov & Riabova, 2014). Il est pertinent de noter que les manquements issus des politiques néolibérales à l'international ont engendré un profond sentiment de mécontentement qui s'est matérialisé par un appui populaire au retour à des nations « fortes » et dirigées par des *leaders* « puissants » (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019) ainsi qu'un retour à des valeurs conservatrices (V. Morozov, 2016).

Le conservatisme dont la Fédération de Russie fait preuve découle d'une volonté de « mieux déterminer la place et le rôle du parti du pouvoir dans le paysage russe » (Fauconnier, 2011, p. 26). Le conservatisme promu est donc qualifié par le régime en place comme une façon d'entrer dans la modernisation tout en assurant le maintien et le renforcement des institutions sociales déjà existantes. C'est cette volonté de

préservation des « fondements de la société » qui justifie une opposition avec les dogmes du libéralisme et du socialisme qui sont identifiés comme « radicaux » en raison du fait que ces idéologies « fragilisent » le tissu social en cherchant à remplacer les anciennes institutions par de nouvelles. Dans cette optique, les tenants du conservatisme russe estiment que « le respect des traditions, de l'ordre qui préexiste constitue non pas un obstacle, mais une ressource, la condition même de la réussite de la modernisation qu'ils mènent » (Fauconnier, 2011, p. 28). Les nouvelles priorités du Kremlin en regard à son agenda conservateur sont donc devenues le support aux valeurs familiales traditionnelles, le respect de la religion et l'avancement d'une identité commune à travers la promotion de la langue et de la culture (V. Morozov, 2016). En ce qui concerne le postulat de la création d'une identité commune, cela est aussi très présent dans l'imaginaire russe. En effet, l'emploi fréquent de codes culturels ayant une forte résonance au sein de la société comme la langue et les valeurs traditionnelles est une pratique régulièrement employée par l'État pour générer un sentiment d'appartenance à une identité commune et par le fait même un sentiment de cohésion sociale (Bélanger, 2020; Kolstø & Blakkisrud, 2016; J. L. Wilson, 2015a). Les valeurs traditionnelles familiales, pour leur part, se transmettent par l'entremise de l'exploitation de peurs généralement admises dans la société russe qui concerne particulièrement l'homophobie (V. Morozov, 2017), ainsi que par la promotion des rôles traditionnels de genre. Ce dernier aspect renvoie à l'importance de l'homme fort, ou du père fort, mentionné plus haut qui se matérialise autant dans la politique que dans les dynamiques familiales (Riabov & Riabova, 2014). La militarisation joue sur une symbolique similaire, soit l'idéation de la force. Le paternalisme endossé par la nation a grandement influencé l'émergence d'un État qui se fonde sur une culture militaire comprise comme étant « *a specific form of institutional culture and that viewing armies from this perspective offers new insight into how they functioned and the nature of their interaction with state and society* » (P. H. Wilson, 2008, p. 11). La culture militaire met aussi de l'avant des mesures basées sur le maintien de l'ordre et la violence comme solutions pour la résolution de conflits (Fuchs, 2021). De plus, le scénario utilisé pour légitimer les campagnes militaires russes est souvent celui de l'agression et de l'ennemi :

When nations go to war, a script of an evil or aggressive enemy is used in justifying that decision for domestic and foreign audiences. However, Russian sociologist Lev Gudkov reminds us that, although propaganda and disinformation are used in activating enemy images in the public sphere, these mechanisms are effective only insofar as the images used are compatible with the already existing stereotypes, myths and legends of the mass consciousness (Gudkov, 2005, p. 11). In other words, an enemy image is rarely really 'new' but rather it activates and recycles culturally specific myths, stereotypes and emotions (Pynnöniemi, 2021, p. 86).

Dans le cas de la Russie, on retrouve souvent des références à la lutte au nazisme (Pynnöniemi, 2021), ce qui vient aussi contribuer au sentiment identitaire à travers l'utilisation d'un symbole qui rassemble la nation derrière un historique de grandes souffrances (Bélanger, 2020). C'est notamment cette rhétorique qui a été utilisée dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine en 2022 (Kurnyshova, 2023). Tout en encourageant le culte national de la « victoire sur le nazisme », ces discours sont censés rendre la nation plus cohésive (V. Morozov, 2016).

De par toutes ces composantes, le conservatisme éclairé mis de l'avant dans la Fédération de Russie relève d'un « bricolage idéologique » qui permet de l'examiner dans le contexte « des transformations des stratégies de légitimation du pouvoir et de disqualification des oppositions » (Fauconnier, 2011, p. 29). L'opposition aux États-Unis, à l'Europe ainsi qu'à l'Ukraine, qui est discursivement créée par les élites politiques, vient octroyer au Kremlin une certaine légitimité qui lui permet de réorienter les priorités de l'État en incorporant l'angle de l'exportation de la « vertu » à l'étranger, notamment des valeurs conservatrices qui sont promues. Ce rapport à l'étranger et à l'autre entraîne un forte xénophobie⁸ dans le pays qui alimente les alternatives politiques ou économiques du gouvernement comme la démocratie souveraine ou le NaCA (Kolstø & Blakkisrud, 2016). La protection des valeurs russes traditionnelles face à la menace étrangère est une rhétorique qui est aussi employée dans la politique nationale pour cibler les communications des activistes sur les réseaux sociaux (Pynnöniemi, 2021) ainsi que les organisations de la société civile qui défendent des valeurs différentes (Snegovaya, 2015).

Pour être efficace, une idéologie doit être reproduite et transmise via des canaux de communication (Castells, 2013). Les tenant-e-s des politiques de droite comme le gouvernement russe font de plus en plus usage des RSN pour la promotion de leurs discours. La rapidité et la superficialité des informations qui y sont transmises en fait un véhicule particulièrement pertinent (Fuchs, 2021). À travers le concept de sécurité de l'information, qui comprend le contrôle sur les médias dits traditionnels – comme la télévision, la radio ainsi que les journaux – et les réseaux sociaux, le Kremlin s'est assuré d'un certain contrôle sur le récit (*narrative*) qui est mis de l'avant (V. Morozov, 2017).

⁸ Il faut prendre en considération que la xénophobie dans la Fédération de Russie résulte plus d'une pratique discursive issue des mouvements populaires que du gouvernement bien que certains éléments de l'ethnonationalisme se soient infiltrés dans le discours étatique principalement depuis l'invasion de la Crimée en 2014 (Kolstø & Blakkisrud, 2016).

2.2 L'impérialisme culturel

L'impérialisme culturel est un concept qui a émergé dans les années 1960. Dans sa forme initiale, l'impérialisme culturel :

was principally applied to the media power and influence of the United States and was deployed in studies of the considerable influence of US-based media corporations in and on the media systems and cultures of other countries, especially those in the global South (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019, p. 1).

Cette conception s'est actualisée sensiblement suite à l'ascension rapide des RSN comme acteurs sociaux et économiques d'importance, principalement les plateformes américaines (Srnicsek, 2017). Avec ses milliards d'utilisateur-trice-s, Facebook cristallise les relations asymétriques des pouvoirs entre les États-Unis et les pays non-occidentaux par sa domination économique et culturelle (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019). Loin d'être des intermédiaires neutres, les réseaux sociaux transforment les interactions sociales par leur fonctionnement (van Dijck & Poell, 2013). De par leur extensive gamme de services, les RSN en sont venus à exercer une médiation d'un nombre toujours grandissant de sphères du social (Gillespie, 2010). Cet aspect hégémonique des plateformes numériques est intégré dans leur développement même puisqu'elles sont à dessein conçues pour s'intégrer dans de multiples contextes afin d'avoir accès à un nombre toujours croissant de données personnelles sur lesquelles se base leur modèle d'affaires (Srnicsek, 2017). Dans cette optique, les organisations ont dû adapter leur mode de communiquer en incorporant la gestion de communauté web. Cette nouvelle dynamique, qui s'accompagne des nombreuses prescriptions des plateformes sur le contenu à partager, incorpore une injonction de produire. Cela crée dès lors une certaine dépendance aux plateformes, en plus d'un investissement en temps conséquent de la part des organisations qui doivent se plier aux règles établies (Alloing et al., 2021).

L'impérialisme de Meta, qui possède les plateformes Facebook, Instagram et WhatsApp, se traduit par un échange technologique inégal puisque, si la majorité de ses usagères et usagers sont issues des pays en voie de développement, les capitaux qu'il génère sont pratiquement exclusivement détenus par les États-Unis. Ce type d'échanges économiques entraîne une domination américaine sur le marché global des plateformes (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019). Grâce à l'ouverture des marchés mondiaux promue par les Américains, les entreprises Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (GAFAM) ont pu pénétrer effectivement les marchés des économies émergentes avant que leurs propres réseaux ne puissent se développer. Cela a permis à ces géants du web d'occuper une place prépondérante dans les économies numériques de ces pays (Srnicsek, 2017). Depuis 2018, Facebook est d'ailleurs devenu le principal RSN pour

152 pays sur un corpus de 167, soit une proportion de 91%. Par conséquent, la place croissante qu'occupe Facebook en tant que technologie américaine dans le monde vient asseoir un rapport de force asymétrique qui privilégie la culture occidentale (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019).

L'impérialisme de plateforme, en tant que projet politique américain, favorise la poursuite d'intérêts basés sur l'hégémonie libérale. L'influence des GAFAM est étroitement liée à la promotion du capitalisme (Srniczek, 2017) et de certaines valeurs d'inspiration libérale telles que la liberté d'expression ainsi que la propriété intellectuelle (Gillespie, 2010). Ces valeurs sont d'ailleurs profondément ancrées dans le modèle d'affaire des plateformes, mais également dans leurs fonctionnalités (Vitali-Rosati, 2018). L'esthétique basée sur une priorisation des besoins économiques des entreprises par la publicité et la promotion d'un mode de vie basé sur la consommation participent à ce phénomène (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019). Ainsi, les applications d'internet sont loin de favoriser la duplicité des discours et des points de vue et contribuent en fait à consolider l'hégémonie américaine (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019; Fuchs, 2021).

Les États-Unis et les sociétés d'internet américaines, qui ont généré un ordre mondial du cyberspace, travaillent activement à la promotion du modèle de valeurs libérales américaines (Srniczek, 2017) qui comprend des dispositifs de surveillance à grande échelle (Ramonet, 2015). Cette position dominante contribue au maintien d'une certaine inégalité dans les relations globales (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019). Le renouvellement de l'impérialisme culturel américain à travers les plateformes numériques traduit une relation très proche de l'État et des entreprises qui tranche avec la position non-interventionniste dont Washington fait la promotion et sous couvert de laquelle les États-Unis se permettent de moraliser les nations qui y contreviennent (E. Morozov, 2012).

2.2.1 Souveraineté et gouvernance d'internet : le cas du RuNet

En réponse à l'impérialisme des plateformes américaines, certains États ont investi le cyberspace afin de développer leurs propres plateformes. Les cas les plus marquants de cette approche sont la Chine (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019) et la Russie : « *the two countries are among the few national markets in the world where domestic services dominate online search and social media niches* » (Budnitskiy, 2018, p. 595). Ces États ont significativement investi dans le renforcement de leurs capacités numériques arrimant par le fait même les sphères économique et politique. Cette interpénétration entre États et secteur privé est en adéquation avec la position anti-libérale que la Russie a adoptée dans ses discours et ses actions et a fortement contribué à l'émergence du RuNet (Budnitskiy, 2018). Cela s'illustre aussi dans le système

économique du pays, le NaCA, qui incorpore la dimension du contrôle de l'État russe (Insel & Hénin, 2021) sur les diverses entreprises numériques du pays par la mise en place de dispositifs légaux (Kolozaridi & Muravyov, 2021). Bénéficiant d'une forte popularité auprès de la population russe, les sites issus de cet environnement, notamment les RSN, sont autant de nouveaux outils qui permettent à l'État d'exercer un contrôle accru sur les discours qui y sont véhiculés. De par le fait que ces plateformes sont hébergées directement sur des serveurs russes, l'accès aux données qui y circulent pour l'État est facilité (Bogdanovskaya et al., 2016; Kolozaridi & Muravyov, 2021), ce qui se traduit notamment par l'utilisation presque exclusive d'informations provenant de médias sociaux russes comme VK lors de procédures légales (Domańska & Wschodnich, 2019). C'est en vertu de l'article 4.1 des conditions d'utilisation que VK se retrouve sous la juridiction de la Russie et doit donc se soumettre à ses législations (VK, 2018).

Le projet *Skolkovo*, qui se voulait une tentative de recréer une version russe du *Silicon Valley* américain, incarne tout aussi bien la volonté du Kremlin de développer des cybercapacités nationales. Bien que peu fructueuse, cette tentative a contribué à la promotion d'un internet souverain dans la Fédération de Russie (Soldatov & Borogan, 2017). En 2019, un projet plus ambitieux d'isolement de l'internet russe des réseaux globaux d'internet a été mis en place. Destinée à être utilisée dans l'éventualité où les autorités percevraient une menace pour sa souveraineté, cette mesure a bénéficié d'un fort appui auprès de la population russe (Soldatov, 2019). Ce type de gouvernance d'internet mise sur un contrôle accru du web :

The strategy adopted by the Russian authorities is based on the logic of counteracting "information aggression" from the West and alleged Western attempts to destabilise Russia. In the eyes of the Kremlin these attempts include stoking society's critical mood and opposition views. Frequently, this logic overshadows the legitimate struggle against terrorism and extremism on the Internet which is being waged by Russian intelligence services in the background (Domańska & Wschodnich, 2019, p. 3).

La notion de souveraineté d'internet s'est d'ailleurs construite dans la Fédération de Russie en opposition à l'hégémonie des États-Unis dans le domaine technologique anticipé par Moscou (Budnitskiy, 2018). Cette attitude est conforme au positionnement idéologique du pays qui se base sur un nationalisme accru (Fuchs, 2021; V. Morozov, 2008), particulièrement si on reprend la définition de la souveraineté digitale comme étant la mesure dans laquelle les acteur·trice·s peuvent gouverner et utiliser les informations issues d'internet (Kolozaridi & Muravyov, 2021). L'idée de la gouvernance d'Internet n'est pas nouvelle, mais la mouvance du domaine en fait un champ d'études particulièrement fluctuant. La littérature sur le sujet demeure cependant centrée sur les aspects des « *state-centered narrative and security politics issues* »

(Adonis, 2019, p. 278). Dans le cas de la Fédération de Russie, la notion de souveraineté d'internet se positionne comme des mesures protectionnistes envers l'impérialisme culturel américain, notamment face aux institutions transnationales de gouvernance d'internet telles que ICANN qui est basé aux États-Unis :

sovereignty claims help actors to linguistically perform ideas of autonomy and independence. In the context of global Internet governance, this means to question and consider the conditions that prompt such sovereignty claims by states and other actors. Couture and Toupin (2019) have used this approach to argue that sovereignty claims are made to counter hegemonic tendencies in the broadly conceived politics of digital technologies, which explains why discourses on Internet sovereignty are largely absent in the United States (Kolozaridi & Muravyov, 2021, en ligne).

La création d'un cyberspace russe se situe dans une aspiration similaire à l'idée de démocratie souveraine de Sourkov, qui critique le prétendu caractère universel de la démocratie telle qu'elle est incarnée par les sociétés occidentales (V. Morozov, 2008). De par cette conception :

“sovereign democracy” expresses the tension between democracy’s universal character and its Western incarnations. Consequently, sovereignty claims are performative in their rhetorical constitution of a counter-hegemonic discourse to the West’s liberal and universalizing project, of which “the global Internet” forms a part. Discussions on Internet sovereignty in the context of Russia and other countries can thus be reframed if they are considered in light of the hegemonic power relations that structurally underpin Internet governance (Kolozaridi & Muravyov, 2021, en ligne).

La souveraineté d'internet ne représente pas uniquement une dérive autoritaire, mais illustre aussi les tensions qui existent au sein du cyberspace et qui résultent de l'asymétrie de pouvoir dans la gouvernance mondiale de l'Internet. Les tendances contre-hégémoniques de certain·e·s acteur·trice·s peuvent donc être en partie imputables au modèle de gouvernance actuel qui engendre un manque d'égalité entre ces mêmes différent·e·s acteur·trice·s (Boyd-Barrett & Mirrlees, 2019; Kolozaridi & Muravyov, 2021). La souveraineté d'internet en tant que notion théorique s'interprète comme une performance discursive qui vise à contrer des tendances hégémoniques (Kolozaridi & Muravyov, 2021).

2.3 Le cadrage des discours

Les discours qui prennent place en ligne sont invariablement ancrés dans un contexte social précis. Les acteur·trice·s qui énoncent ces discours contribuent également à ce contexte en cadrant leurs propos selon un « angle de traitement précis » (Lemarier-Saulnier, 2016, p. 67) qui oriente ensuite les perceptions

de leurs publics. Le concept de cadrage correspond donc à ce processus de définition des orientations qui contribuent à la construction de sens :

To frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a communicating text, in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation for the item described (Entman, 1993a, p. 52)

Ces processus passent par la sélection de certains éléments clés qui peuvent prendre la forme de mots ou encore d'images (Lemarié-Saulnier, 2016). Selon l'approche sociologique, les cadres n'ont de sens que dans leur interaction avec la société. De ce fait, cette approche rend compte des visions du monde dominantes et, de manière plus pertinente à cette recherche, les dynamiques de pouvoir qu'elles expriment (Carragee & Roefs, 2004; Lemarié-Saulnier, 2016). Cette spécificité du concept donne un meilleur aperçu des relations de pouvoir entre les acteur·trice·s en portant une attention plus approfondie sur les *sponsors* et les ressources économiques et culturelles auxquelles ils-elles ont accès. Cela permet d'expliquer davantage comment les discours sont façonnés par d'autres intervenant·e·s externes, notamment les élites politiques et économiques. Notons que, dans sa perspective critique, ce concept vise notamment à « dénoncer la domination d'une idéologie » (Lemarié-Saulnier, 2016, p. 58). Le cadrage des discours devient dès lors un terrain de compétition où les différentes définitions d'un phénomène s'affrontent (Carragee & Roefs, 2004). Les ONG qualifiées d'« agents étrangers », en tant que réceptrice d'une aide financière issue d'une source extérieure, sont donc liées d'une certaine manière aux élites occidentales et aux cadres dont ils font la promotion (Moser & Skripchenko, 2018). Pour reprendre la conception d'Entman du cadrage :

Framing in this light plays a major role in the exertion of political power, and the frame in a news text is really the imprint of power-it registers the identity of actors or interests that competed to dominate the text (Entman, 1993a, p. 55).

Si cette citation s'applique aux articles journalistiques, cette théorie peut tout autant être transposée au cas des réseaux sociaux et des acteur·trice·s qui les utilisent pour transmettre des messages à leurs publics. En effet, depuis près de dix ans maintenant, la théorie du cadrage est entrée dans une nouvelle phase qui tient compte du numérique dans une perspective plus globale pour intégrer les dynamiques digitales internationales. Pour ce faire, l'analyse des cadres a été élargie pour inclure les notions de cadres visuels, dont les vidéos et les photos, et la dimension temporelle, qui comprend les informations diffusées rapidement à portée émotionnelle de même que les informations plus lentes, contrôlées et rationnelles.

Dans le contexte numérique qui caractérise cette récente période, le concept de cadrage s'est présenté comme un outil pertinent pour analyser des phénomènes comme la communication personnelle à visée politique ou encore l'activisme numérique (López-Rabadán, 2022).

Dans son application plus large, le cadrage sert à expliquer les logiques globales qui sous-tendent à la production, la distribution et la consommation d'informations politiques. Tel que mentionné précédemment les RSN sont devenues d'importantes sources d'informations qui permettent aux acteur·trice·s comme les ONG de diffuser largement leurs propos à peu de frais et ainsi contribuer au débat public sans avoir à passer par d'autres canaux ce qui a profondément modifié les pratiques issues de la communication politique et organisationnelle (López-Rabadán, 2022). Dans le cas des ONG russes qualifiées d'« agents étrangers », les réseaux sociaux présentent aussi l'avantage de générer elles-mêmes leurs communications, à travers le modèle de l'UGC, ce qui s'avère essentiel puisque leur accès aux autres sphères médiatiques, comme les médias de masse, est fortement restreint par leur statut (Snegovaya, 2015).

À travers cette théorie, il est possible d'identifier des tendances par l'identification de la récurrence de certains marqueurs mis de l'avant dans un message donné et les éléments qui en sont exclus (Entman, 1993a). L'intérêt de ce concept réside donc dans le fait qu'il permet de considérer les questions relatives aux relations de pouvoirs qui sont inhérents à l'hégémonie à travers l'observation de marqueurs dans les messages des acteur·trice·s observé·e·s tout en tenant compte du contexte plus global des commanditaires qui financent lesdits cadres (Carragee & Roefs, 2004). Ainsi, par l'entremise de la création des cadres, il est possible d'observer les luttes pour la création de significations entre les différent·e·s intervenant·e·s ainsi que les ressources matérielles et symboliques dont ils·elles disposent (López-Rabadán, 2022). Cet aspect sera développé plus en profondeur dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE

Pour répondre à la question de recherche qui anime ce mémoire ainsi qu'aux sous-questions de recherche, deux méthodes ont été mobilisées. Dans un premier temps, une ethnographie en ligne a été réalisée pour collecter nos données. Par la suite, nous avons procédé à une analyse de contenu thématique, nous inscrivant ainsi dans une perspective critique de l'analyse de discours. Cette méthode inductive a permis d'identifier les principales composantes du discours des ONG russes qualifiées d'« agents étrangers » collectées sur Facebook et VK à travers une grille d'analyse.

3.1 Analyse critique du discours des ONG russes sur la liste des « agents étrangers »

L'analyse de discours est souvent mobilisée pour révéler des pratiques sociales basées sur le langage (Arbatskaya, 2019). L'analyse critique du discours, pour sa part, se concentre sur les relations de pouvoir et la domination impliquée dans les discours. Bâtissant sur la connexion entre le langage et le social à travers l'idéologie, ce type d'analyse permet de mieux rendre compte des luttes de pouvoir comprises dans le concept d'hégémonie (Fairclough, 2013). Van Dijk, ajoute que l'analyse critique de discours peut également s'appliquer aux discours contre-hégémoniques qui émergent des pratiques de résistances (1993). Cette distinction en fait une méthode d'analyse particulièrement intéressante pour notre objet d'études.

Ce type d'analyse contextualise les discours dans les structures sociopolitiques existantes. Cette reconnaissance de la complexité de l'environnement dans lequel évolue un discours est essentiel pour notre mémoire puisqu'il permet de rendre compte des dynamiques entre les différent·e·s acteur·trice·s sociaux·les. Par ailleurs, comme son nom l'indique, l'analyse critique de discours s'articule autour des productions du langage (van Dijk, 1993). Dans le cas présent, cela permet de se baser sur un corpus écrit comme les publications de certains groupes sur les réseaux sociaux. L'analyse critique des discours sur les réseaux sociaux plus spécifiquement est une forme de recherche critique sur le numérique et les médias sociaux axée sur l'analyse de l'idéologie en ligne. Elle combine la théorie critique, la recherche empirique qualitative et la praxis politique (Fuchs, 2021). Elle se prête aussi bien au concept de cadrage qui vise la réorganisation de matériels discursifs par l'entremise de l'identification de répétitions dans la perspective d'identification de modèles (López-Rabadán, 2022).

3.2 Corpus

Le corpus de notre recherche est constitué des pages VK et Facebook de dix ONG russes ayant été répertoriées sur la liste des « agents étrangers » disponible sur le site du ministère de la Justice (Министерство юстиции, s. d.).

Afin de déterminer de notre corpus, chacune des ONG sur cette liste a été répertoriée dans un tableau (voir Annexe 1). Malgré l'élargissement de la loi aux personnes privées ainsi qu'aux médias (Laine & Silvan, 2021), ceux-ci ont été exclus du recensement puisqu'ils n'étaient pas pertinents pour notre question de recherche.

Une fois cette liste complétée, la sélection des dix organisations s'est faite sur la base des deux critères suivants :

- Doit posséder une page VK et une page Facebook ;
- Chacune de ces pages doit être active, c'est-à-dire qu'une publication doit avoir été faite sur cette page au cours des 30 derniers jours au moment de leur recensement⁹.

Nous avons affiné la sélection pour comporter uniquement des pages VK et Facebook excluant ainsi effectivement les groupes. Cette décision s'est prise sur la base de la fonction de ces différents types d'entités. En effet, dans la terminologie de VK, une page est associée à une marque ou encore une organisation et sert à informer la communauté des nouvelles dans une approche plus classique de type *top-down*. Les groupes, pour leur part, ont une fonction beaucoup plus similaire à celle d'un forum et servent principalement à permettre à une communauté partageant un intérêt commun d'interagir (Luenendonk, 2019). Les groupes Facebook fonctionnent de manière très similaire. Considérant que notre projet porte une attention distincte aux discours des ONG, l'analyse du contenu diffusé sur une page nous semblait plus pertinente. Sur les 72 organisations répertoriées sur la liste du ministère, 12 répondaient aux critères énumérés ci-dessus. Deux de ces organisations ont été exclues du corpus sur la base de leur type qui ne consistait ni en une organisation ni en une fondation.

⁹ Les pages VK ont été observées le 5 mai 2022 alors que le recensement des pages Facebook s'est fait le 6 juillet 2022.

Tableau 2 : Organisations sélectionnées pour le corpus

Nom russe	Nom traduit	Type d'organisation ¹⁰	Domaine d'intervention ¹¹	Raison(s) de l'ajout au registre ^{8,12}
Институт права и публичной политики	Institut de droit et de politique publique	Organisation autonome à but non lucratif	Organisation de défense des droits humains avec un large éventail de causes	En conformité avec les exigences de la législation actuelle de la Fédération de Russie. Sources de financement nommées: Canada, Pays-Bas, dix organisations étrangères, dont même le Conseil de l'Europe
Фонд борьбы с коррупцией	Fondation Anti-Corruption	Organisation à but non lucratif	Lutte contre la corruption	Selon le registre du ministère de la Justice, la fondation anti-corruption a été reconnue comme « agent étranger » en raison d'un financement étranger par un citoyen ukrainien ¹³ .
НАСИЛИЮ.НЕТ	violence.net	Organisation autonome à but non lucratif	Protection des droits des femmes	Le centre a été ajouté au registre suite à une inspection menée en raison d'une dénonciation anonyme. Il a été révélé que l'organisation recevait des fonds étrangers. La provenance de ces fonds n'est pas précisée.
Гуманитарное действие	Action humanitaire	Fondation caritative	Prévention du VIH et soins aux personnes	En conformité avec les exigences de la législation

¹⁰ Cette typographie emprunte les dénominations présentes sur la liste du ministère de la Justice russe (Министерство юстиции Российской Федерации, s. d.).

¹¹ Les informations présentes dans cette colonne sont issues du projet *inoteka* qui constitue une initiative de recensement des données disponibles sur les organisations qualifiées d'« agents étrangers » (*Inoteka*, s. d.). Des informations supplémentaires trouvées dans des sources complémentaires sont incluses en note de bas de page.

¹² L'imprécision des informations est inhérente à l'opacité qui entoure l'application de la loi sur les agents étrangers.

¹³ Un article de *vedomosti* a aussi rapporté en 2019 le financement de la fondation via la compagnie espagnole (Star-Doors.com LLC) d'un citoyen russe (Чунова & Петрова, 2019).

			souffrant de dépendances	actuelle de la Fédération de Russie. Aucune source de financement étrangère répertoriée ¹⁴ .
Пензенский Гражданский Союз	Union civique de Penza	Fonds de charité public régional	Support aux communautés locales	Activités de l'organisation qualifiées de « politique » et présence de financement de l'étranger ¹⁵ .
Так-Так-Так	Tak-Tak-Tak	Fondation	Organisation de défense des droits humains avec un large éventail de causes	L'organisation a reçu des fonds de l'ambassade de France, Academia.Interlink, Gulag.cz, <i>Civil Rights Defenders</i> , la commission européenne et l'Institut russe pour le droit et la politique publique.
Трансперенси Интернешнл-Р	<i>Transparency International-R</i>	Organisation autonome à but non lucratif	Lutte contre la corruption	Activités de l'organisation qualifiées de « politique » et présence de financement de l'étranger ¹⁶ .
Центр Защиты Прав Средств Массовой Информации	Centre régional de défense des droits des médias	Fondation	Soutien au journalisme indépendant	Une inspection a démontré que l'organisation performait ses activités en contrevenance de la loi ¹⁷ .
Гражданский контроль	Civic Contrôle	Organisation publique	Organisation de défense des droits humains avec un large	Financement de l'étranger. La provenance des fonds n'a pas pu être identifiée.

¹⁴ La Fondation Elton John et le *Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria* sont mentionnés dans le rapport annuel de l'organisation comme partenaires financiers pour l'année 2020 (ГУМАНИТАРНОЕ ДЕЙСТВИЕ, 2020)

¹⁵ Aucun fonds étranger n'a été identifié par l'organisation pour l'année 2022. Le rapport ОИА001 rempli en 2021 à l'intention du ministère de la Justice par l'organisation répertorie l'obtention d'un financement du Fonds d'intégration régionale situé en Moldavie (Гражданский Союз, 2021).

¹⁶ L'organisation a identifié les donateurs suivants pour ses projets de l'année 2022 : Le consulat des Pays-Bas, *Transparency international – Secretariat*, RELEARN Suderbyn et la *Foundation for democratic development* (Transparency International Russia, 2022; Трансперенси Интернешнл-Р, 2022).

¹⁷ Le rapport ОИА001 rempli à l'intention du ministère de la Justice par l'organisation répertorie l'obtention de fonds de la part des organisations suivantes : la Commission européenne (UE), la fondation OAK, la fondation Hivos, *Civil Rights defenders*, ERIM (*Equal Rights & Independent Media*) (Центр Защиты Прав Средств, 2022).

			éventail de causes	
Общественный вердикт	Verdict Public	Fondation	Organisations de défense des droits humains avec un large éventail de causes	Financement de l'étranger ¹⁸ .
Мемориал	Memorial	Organisation publique	Organisations de défense des droits humains avec un large éventail de causes	Financement de l'étranger ¹⁹ .

Dans l'optique où nous concevons que l'hégémonie filtre à travers les différentes structures sociales (Bieler & Morton, 2004), notamment les réseaux sociaux, il apparaît pertinent d'analyser les productions écrites sur ces plateformes numériques. La forte restriction qui s'opère sur les autres sphères médiatiques pour certains acteur·trice·s de la société russe comme les ONG qui sont sur la liste des « agents étrangers » (Brechenmacher, 2017; Gilbert, 2020; Moser & Skripchenko, 2018; Snegovaya, 2015) justifie également ce choix puisque le mode de fonctionnement des réseaux sociaux basé sur les UGC vient offrir une tribune pour ces organisations ainsi qu'une possibilité d'analyser leurs discours propres et non filtrés. Ce type de corpus est aussi très propice à l'analyse et l'identification de modèles discursifs (López-Rabadán, 2022).

Afin de collecter les données, nous avons procédé à une ethnographie en ligne. En tant que méthode d'observation des interactions dans les environnements numériques, l'ethnographie en ligne nous a permis de dresser un portrait de la manière dont les discours des ONG de notre corpus évoluent dans ces

¹⁸ Le rapport ОИА001 rempli à l'intention du ministère de la Justice par l'organisation répertorie l'obtention de fonds de la part des organisations suivantes : le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, le Comité norvégien d'Helsinki, le *International Partnership for Human Rights* (IPHR), la Fondation Sigrid Rausing, la Fondation OAK, la Commission européenne, la Fondation d'Helsinki pour les droits de l'homme et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (Общественный вердикт, 2020).

¹⁹ Selon un article publié dans le média TACC, Memorial aurait reçu en 2021 du financement du *Den Norske Helsingforskomite*, de l'*International Partnership for Human Rights*, de la Fondation internationale OAK, de la Fondation Sigrid Rausing, du *Stonex Financial Ltd*, de l'Ambassade d'Allemagne à Moscou et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (TACC, 2021). Il est à noter que TACC est un média appartenant à l'État russe.

milieux virtuels (Hine, 2020). À travers cette méthode, nous avons pu récolter un total de 740 publications (376 sur VK et 364 sur Facebook).

3.3 Analyse qualitative de contenu thématique

La recherche qualitative cherche à comprendre un phénomène précis. S'inscrivant dans cet objectif, l'analyse qualitative de contenu thématique vise à réduire un corpus en une analyse de son contenu autour d'unités de sens, ou codes, qui sont par la suite élaborés sous forme de thèmes et sous-thèmes représentatifs de la problématique à l'étude (Houbre & Kivits, 2010). Selon la méthode développée par Paillé et Mucchielli, l'analyse thématique possède une intention descriptive plutôt qu'interprétative ou explicative par le repérage systématique et le regroupement de thèmes abordés dans un corpus (2016), ce qui se prête à notre objet d'étude.

Cette façon de « procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus » (Paillé & Mucchielli, 2016, p. 238) nous permet de réaliser une vue d'ensemble des grandes idées du phénomène à l'étude qui est par la suite présentée sous forme d'arbre thématique. Dans cette conception, un thème se définit comme étant « un ensemble de mots permettant de cerner ce qui est abordé dans l'extrait du corpus correspondant, tout en fournissant des indications sur la teneur des propos » (Paillé & Mucchielli, 2016, p. 272). L'aspect itératif de ce processus permet aussi de vérifier la récurrence des thèmes et la manière dont ils sont connectés, notamment s'ils se rejoignent, se contredisent ou encore se complètent (Paillé & Mucchielli, 2016).

De manière plus pratique, notre recherche a procédé à une thématisation en continu, soit « une démarche ininterrompue d'attribution de thèmes et, simultanément, de construction de l'arbre thématique » (Paillé & Mucchielli, 2016, p. 59). Tout au long de l'analyse, un journal de thématisation – , ou journal de bord, – a été tenu pour recenser nos réflexions et premières itérations de regroupements de thèmes (Paillé & Mucchielli, 2016). Les thèmes identifiés sont ceux qui sont apparus dans le cadre des lectures faites pour l'élaboration de la problématique. En tant que recherche inductive, les marqueurs envisagés ci-dessous pourront être modifiés selon les éléments qui ressortiront de l'observation. Dans cette optique, la partie interprétation sera essentielle pour aborder la manière dont ces marqueurs sont traités par les ONG. En congruence avec le concept de cadrage, l'étude de la présence ou de l'absence de mots-clés est pertinente à l'identification de modèles discursifs en les validant par leur présence ou absence (López-Rabadán, 2022). Si nous avons procédé à l'identification des marqueurs itérativement au processus du codage, les

thèmes n'ont pour leur part pas été interchangés pendant cette étape, bien qu'un des thèmes identifiés ait été élargi dans sa conception. Comme notre analyse porte sur l'affrontement dans les discours entre les préceptes du discours hégémonique libéral et ceux du conservatisme éclairé, dominant dans la société russe, il semblait plus pertinent de circonscrire clairement les éléments d'analyse afin de mieux délimiter le corpus aux éléments clés significatifs à notre recherche. La taille relativement considérable de notre corpus, soit un total de 180 publications²⁰, a aussi été un facteur dans la délimitation des éléments d'analyse.

Tableau 3 : Grille d'analyse

Cadres	Thèmes	Marqueur(s) (exemples)	Interprétation
Hégémonie libérale	Capitalisme libéral	<ul style="list-style-type: none"> - Libre-échange; - Propriété privée. 	
	Institutions multilatérales	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des Nations Unies ; - Institutions de Bretton Woods. 	
	Démocratie libérale	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des droits et libertés individuelles; - Concurrence au sein des discours. 	
	Valeurs libérales	<ul style="list-style-type: none"> - Liberté d'expression; - La rationalité. 	

²⁰ Pour réduire le corpus, nous avons uniquement codé les cinq (5) publications les plus populaires pour chaque organisation et en fonction de chaque plateforme. Cette étape du processus nous a permis de réduire le corpus à un total de 180 publications, soit 90 sur Facebook et 90 sur VK. Nous avons choisi de baser notre analyse sur les publications les plus populaires puisqu'elles nous communiquent des informations sur le type de sujet qui fait réagir les publics.

Conservatisme éclairé	Verticale du pouvoir	<ul style="list-style-type: none"> - Institutions étatiques fortes ; - Centralisation des pouvoirs. 	
	Valeurs conservatrices	<ul style="list-style-type: none"> - Militarisation; - Valeurs familiales traditionnelles. 	
	Démocratie souveraine	<ul style="list-style-type: none"> - Indépendance nationale; - Rejet des « valeurs occidentales ». 	
	NaCA	<ul style="list-style-type: none"> - Interventionnisme de l'État; - Clientélisme. 	

Les marqueurs inscrits dans le tableau sont purement à titre d'exemples. D'autres sont cités dans le second chapitre du présent mémoire (voir sections 2.1.1.1 et 2.1.1.2). Ceux qui se sont réellement retrouvés dans notre corpus sont présentés dans les chapitres 4 et 5.

Pour nous aider à répondre à notre première sous-question de recherche, une collecte des métadonnées associées aux publications a été réalisée pour les deux pages (VK/Facebook) de chacune des organisations suivant le tableau suivant :

Tableau 4 : Collecte des métadonnées

Nom	Vol. total de publications	Date de la publication	Volume de réactions	Nb de commentaires	Nb de partages	Multimédia utilisé

Ces données permettront de déterminer certains paramètres comme la fréquence de publication par plateforme et les multimédias associés aux publications. En fonction de ces indicateurs, nous avons pu apporter des éléments de réponses à notre sous-question sur l'utilisation différenciée des plateformes.

3.4 Périodes d'observations

La collecte de données s'est opérée en deux phases. Dans un premier temps, une collecte a été effectuée au début de septembre 2022 pour la période du mois août 2022. La promptitude de la collecte de données a été faite pour pallier le risque de la perte d'accès au terrain. Nous avons entrevu ce risque sur deux plans. Dans un premier temps, considérant les différentes mesures entreprises pour contrecarrer la désinformation en provenance du Kremlin portant sur la guerre en Ukraine, notamment la censure de la chaîne RT par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en mars 2022 (Zimonjic, 2022), nous avons envisagé une potentielle censure de la plateforme VK dans son entièreté au Canada. Dans une optique similaire, il nous semblait possible que la Fédération de Russie exécute une similaire démarche pour Facebook ce qui aurait effectivement entravé le partage des publications sur cette plateforme des ONG observées, réduisant ainsi notre corpus.

Ensuite, nous avons procédé à une seconde collecte en janvier 2023 pour la période du mois de septembre 2022. Cette période s'est ajoutée ultérieurement en raison des nombreux événements qui ont eu lieu dans la Fédération de Russie. En effet, le mois de septembre fut particulièrement mouvementé avec plusieurs annonces importantes relatives à la guerre en Ukraine, en particulier les référendums qui ont eu lieu dans les régions ukrainiennes de Donetsk, Zaporizhzhia, Luhansk et Kherson (Germain, 2022) et la conscription du 21 septembre (Germain et al., 2023), nous avons jugé pertinent d'élargir notre corpus afin de pouvoir analyser si ces événements de l'actualité avaient été traités. Cette démarche rend compte de l'aspect itératif de notre projet.

3.5 Limites de la recherche

À la lumière de la méthodologie choisie pour répondre à nos questions de recherche, il importe d'aborder les limites que comporte notre projet. Dans un premier temps, le choix d'une approche qualitative inductive fait aussi en sorte que les résultats obtenus sont difficilement généralisables.

Le fait d'analyser uniquement du contenu en ligne ne permet pas non plus d'aborder la question des motivations des individus. Les considérations éthiques liées à ce projet ne nous permettaient cependant pas de faire des entrevues dans le cadre de ce mémoire.

La langue constitue également une limite qui se doit d'être soulignée. Pour y pallier, nous avons utilisé des logiciels de traduction comme *DeepL.com* en complément de nos propres connaissances de la langue russe. Qui plus est, grâce à l'obtention d'une bourse de recherche²¹, il a été possible de faire une révision professionnelle de l'entièreté du corpus par un service de traduction officiel trouvé à travers le réseau de l'ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec. Cette étape a pu attester de la validité des traductions faites par l'auteure.

3.6 Considérations éthiques

Le fait que notre recherche aborde des données issues du domaine public, soit des publications faites sur la plateforme VK et disponibles à tous les usager·ère·s de cette plateforme fait en sorte que nous n'avons pas à obtenir une certification éthique. Cependant, considérant la nature sensible du sujet qui touche aux rétrécissements des espaces civiques face à la mise en place de mesures coercitives par un régime politique, nous avons tout de même décidé de procéder à l'anonymisation des extraits qui seront mis de l'avant dans ce mémoire.

²¹ Cette bourse a été octroyée par l'Association des étudiant.e.s de la maîtrise et du doctorat en communication (AÉMDC) de l'UQAM.

CHAPITRE 4

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ET ANALYSE

Dans ce chapitre, nous souhaitons présenter les résultats de notre analyse. Suivant les périodes de collecte de données, un total de 740 publications a été récolté, soit 376 sur la plateforme VK et 364 sur Facebook. Comme mentionné précédemment, la collecte s'est effectuée en deux phases. Au cours du mois d'août 2022, 181 publications sur VK ont été répertoriées et 182 sur Facebook. En septembre 2022, il a été possible d'enregistrer 195 publications sur VK et 182 sur Facebook. Subséquemment, 180 publications ont été analysées discursivement par thème, soit 90 pour chacune des plateformes.

Nous avons étudié en profondeur les marques des discours présentes dans chacune de ces publications qui se rattachent aux éléments idéologiques décrits dans notre chapitre 2 pour ensuite les comparer. Ce chapitre fournit ainsi des éléments de réponses alignés avec notre question de recherche. En interprétant les textes de notre corpus, nous avons cherché à déterminer comment les marques du discours libéral américain, dominant sur la scène internationale, et celles du discours nationaliste russe, identifié comme contre-hégémonique, se manifestent dans les publications des ONG russes qualifiées d'« agent étranger » sur les réseaux sociaux.

Nous débutons ce chapitre avec la présentation des résultats issus de la grille d'analyse thématique présentée dans le chapitre 3. La seconde section de ce chapitre sera pour sa part constituée des données quantitatives collectées et visera à apporter des éclaircissements sur notre première sous-question de recherche qui aborde la distinction dans l'utilisation d'une plateforme face à l'autre.

4.1 Adaptation au terrain et exemptions²²

Dans un premier temps, il faut souligner le retrait d'une organisation de notre corpus. Suivant la collecte de données, nous avons pu observer que la Fondation Anti-Corruption (*Фонд борьбы с коррупцией*) n'avait pas été active pendant la période visée, soit les mois d'août et de septembre 2022. Par conséquent, nous avons dû l'exclure de notre analyse. La seconde est Civic Contrôle (*Гражданский контроль*) et elle a été retirée du corpus lors de la seconde phase de la collecte des données. L'aspect asynchrone de la

²² Étant donné la spécificité des cas présentés dans cette section de notre mémoire, nous avons fait le choix de ne pas anonymiser les extraits qui sont mis de l'avant. Les captures d'écran et les extraits utilisés dans les sections subséquentes seront anonymisés tel qu'indiqué dans le chapitre précédent.

collecte de données a fait en sorte que, pour cette organisation, il n'a pas été possible d'analyser les publications faites en septembre sur VK puisqu'elle a elle-même supprimé ses contenus (voir *fig. 5*).



Figure 5 : Capture d'écran du message d'annonce de la suppression des publications²³

Sur Facebook, les publications de cette même organisation sont demeurées accessibles. Cependant, pour permettre des comparaisons plus justes dans l'utilisation des plateformes par les ONG de notre corpus, nous avons tout de même pris la décision de la retirer de nos analyses. Il nous semblait toutefois pertinent de souligner cet événement de la collecte de données puisqu'il illustre bien, à priori, la dimension itérative de notre recherche. Par ailleurs, cela témoigne également de l'hégémonie des plateformes qui imposent leur mode de fonctionnement aux utilisatrices et aux utilisateurs qui doivent se plier aux règles établies (Srnicek, 2017). Enfin, le motif de suppression des publications, soit les contraintes de diffusion de messages liées au statut d'« agent étranger », vient étayer l'idée de la contrainte dans les communications des entités qui se voient apposer cette appellation (Sedysheva, 2020).

²³ Le texte de la publication se traduit comme suit : « CE MATÉRIEL (INFORMATION) A ÉTÉ PRODUIT PAR UN AGENT ÉTRANGER [nom de l'organisation], OU EST LIÉ AUX ACTIVITÉS D'UN AGENT ÉTRANGER [nom de l'organisation].

Chers amis, nous commençons à supprimer les anciens messages, mais nous continuons notre travail. La suppression des publications est liée aux nouvelles règles d'étiquetage du matériel d'agents étrangers (vous pouvez voir un exemple au début du post). VKontakte ne nous permet pas de modifier les anciens messages, nous devons donc les supprimer. Si vous souhaitez revoir certains documents, écrivez-nous dans les commentaires et nous nous ferons un plaisir de les réafficher, mais en les marquant » [traduction libre].

4.1.1 Le cas d' « Action humanitaire » :

Pendant la seconde période d'observation, nous avons également noté le retrait de l'organisation « Action humanitaire » au registre des « agents étrangers » (voir *fig. 6*). Malgré ce changement de statut, nous avons choisi de conserver l'organisation au sein de notre corpus puisque le nombre de publications collectées lorsque « Action humanitaire » était toujours soumis à la loi est tout de même conséquent.

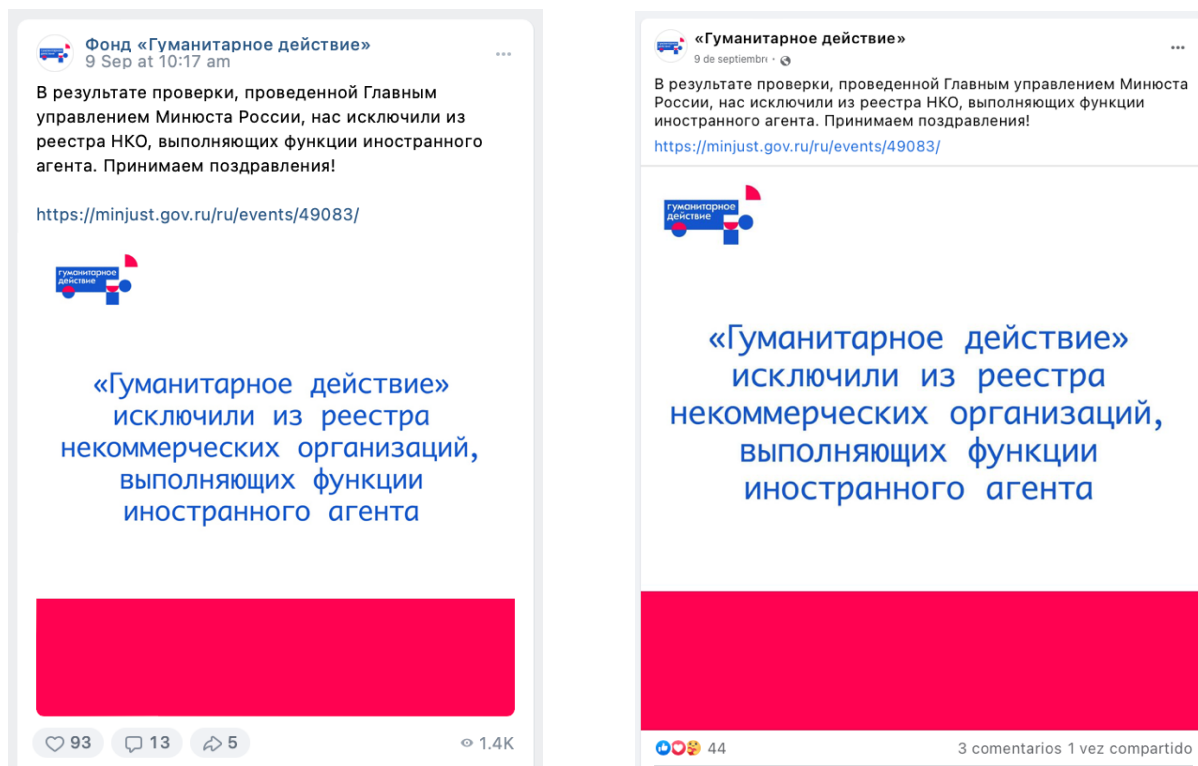


Figure 6 : Captures d'écran du message d'annonce du retrait de l'organisation au registre des « agents étrangers » publié sur VK (gauche) et VK (droite)²⁴

Par ailleurs, cet événement nous a permis d'observer certains phénomènes. On remarque notamment que le retrait du registre ne semble pas avoir eu d'incidence sur la réception des publications qui ont suivi cette annonce. En effectuant une comparaison des réactions moyennes entre les publications qui ont été collectées en août 2022, lorsque le statut d'agent étranger était toujours en vigueur, et celles faites en septembre 2022 à la suite de l'annonce, donc sans la mention du statut d'étranger, on constate qu'il n'y a

²⁴ Le texte de la publication se traduit comme suit : « À la suite d'une inspection menée par le département principal du ministère russe de la justice, nous avons été retirés du registre des ONG exerçant les fonctions d'agent étranger. Félicitations !

<https://minjust.gov.ru/ru/events/49083/> » [Traduction libre]

qu'une différence négligeable entre les deux. La moyenne des réactions pour le mois d'août est de 12,35 par publication (247 réactions totales ÷ 20 publications) sur VK et de 3,375 (54 réactions totales ÷ 16 publications) sur Facebook alors qu'à partir du 9 septembre, les pages de l'organisation ont obtenu une moyenne de réactions de 12,308 sur VK (160 réactions totales ÷ 13 publications) et de 1,833 sur Facebook (22 réactions totales ÷ 12 publications). La différence marginale entre les moyennes nous indique que le statut d'« agent étranger » n'a pas nécessairement d'impact majeur sur la perception des messages d'une organisation par les publics déjà mobilisés comme les abonné-e-s de leurs pages sur les réseaux sociaux. Il est cependant important de mentionner que les entraves qui accompagnent ce statut, comme les sanctions associées à toute activité de défense des intérêts, de sensibilisation du public ou de recherche (Brechenmacher, 2017), peuvent être un frein majeur à l'élargissement des publics pour ces organisations.

4.2 Un affichage à géométrie variable

Par ailleurs, le respect des normes d'affichage en lien avec le statut d'« agent étranger » n'est pas toujours respecté (voir tableau 5). On remarque à l'inverse qu'une majorité d'organisations (5 sur 9) ne s'y conforme pas. Par non-conformité, ce qui est entendu est l'absence d'étiquette qui rattache l'organisation et sa publication au statut d'« agent étranger », tel qu'il est prévu par la loi russe.

Tableau 5 : Conformité avec les règles d'affichage pour les entités qualifiées d'« agents étrangers »

Code de l'organisation	Affichage du statut d'« agent étranger » sur VK	Affichage du statut d'« agent étranger » sur Facebook
A	Oui	Oui
B	Oui	Oui
C	Oui	Oui
D	Non	Non
E	Non	Non
F	Non	Non
G	Non	Non
H	Oui*	Oui*
I	Non	Non

Une mention (*) a été accolée à l'organisation « H » puisque les normes d'affichage mises en place par le Kremlin pour les organisations ayant le statut d'« agent étranger » ont été détournées par ladite organisation dans le but de faire passer un message à vocation militante (voir *fig. 7*). Le détournement mentionné correspond à une réinterprétation du règlement de la loi à des fins autres que son but initial soit, dans ce cas-ci, pour diffuser un texte à caractère engagé.

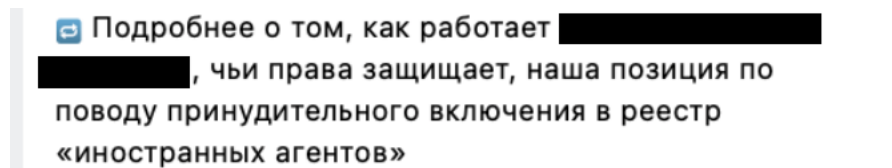



Figure 7 : Capture d'écran du message informant les publics du statut d'« agent étranger »²⁵

Le texte ainsi partagé encourage les abonné·e·s de la page à prendre action et s'informer sur l'« inscription forcée » au statut qui leur a été imposée par le gouvernement russe. Dans un autre cas, l'organisation « A » a clairement établi dans une publication qu'elle contestait l'obtention du statut (voir *fig. 8*). Ce texte nous éclaire notamment sur la position de cet acteur quant à l'attribution du statut « d'agent étranger », mais également sur les publics qui ont réagi fortement à la nouvelle puisque cette publication s'est retrouvée parmi les cinq publications les plus populaires sur Facebook qui composent en partie notre corpus. Il semble pertinent d'ajouter que les réactions obtenues sur la plateforme sont uniquement des « j'aime » et des « solidaires » ce qui peut témoigner de leur soutien face à l'annonce. Cependant, sur VK la publication n'a pas reçu la même popularité. En effet, bien que la même information ait été diffusée sur la plateforme VK, le nombre de réactions a été nettement moins élevé, ce qui a empêché l'intégration de la publication dans notre corpus. Par ailleurs, il est tout aussi intéressant de noter que, malgré cette annonce, l'organisation se soumet toujours aux règles d'affichage en inscrivant sous chacune de ses publications son inscription au registre des « agents étrangers » (voir tableau 5).

²⁵ Le texte de l'extrait de la publication montrée se traduit comme suit : «  En savoir plus sur le fonctionnement de [nom de l'organisation], les droits qu'il protège, voici notre avis sur l'inscription forcée au registre des « agents étrangers » ». [Traduction libre]

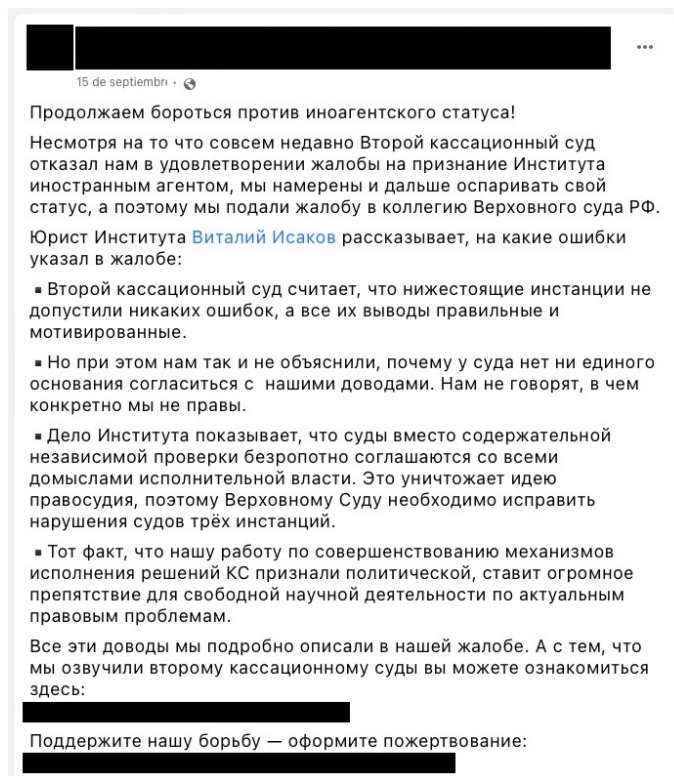


Figure 8 : Contestation du statut d'« agent étranger » par l'organisation A²⁶

Si les publications présentées ci-dessus nous permettent d'avoir une meilleure conception de l'attitude de certaines organisations face à l'attribution du statut d'« agent étranger » et des normes d'affichage qui y

²⁶Le texte de la publication se traduit comme suit : « Nous continuons à lutter contre le statut d'agent étranger !

Bien que la deuxième Cour de cassation ait récemment rejeté notre plainte contre la reconnaissance de l'Institut en tant qu'agent étranger, nous avons l'intention de continuer à contester notre statut, et nous avons donc déposé une plainte auprès d'une chambre de la Cour suprême de la Fédération de Russie.

Vitaly Isakov, avocat de l'Institut, nous explique quelles sont les erreurs relevées dans la plainte :

- La deuxième Cour de cassation estime que les instances inférieures n'ont commis aucune erreur et que toutes leurs conclusions sont correctes et motivées.
- Mais elle ne nous a jamais expliqué pourquoi elle n'avait pas la moindre raison d'accepter nos arguments. On ne nous dit pas exactement en quoi nous avons tort.
- Le cas de l'Institut montre qu'au lieu d'un examen indépendant significatif, les tribunaux acquiescent à toutes les spéculations du pouvoir exécutif. Cela détruit l'idée de justice, et c'est pourquoi la Cour suprême doit corriger les violations des tribunaux dans trois cas.
- Le fait que notre travail sur l'amélioration des mécanismes d'exécution des décisions de la Cour suprême ait été reconnu comme politique constitue un énorme obstacle à un travail académique libre sur des problèmes juridiques d'actualité.

sont rattachées, nous notons la limite de notre recherche qui ne nous permet pas d'évaluer les motivations qui se cachent derrière le choix d'appliquer les normes d'affichage d'une organisation agissant à titre d'« agent étranger » ou de ne pas le faire.

4.3 Ce qui se trame derrière le discours des ONG qualifiées d'« agent étranger »

Suite à la collecte des données, certains éléments semblent ressortir de notre analyse de discours. Le codage des données (voir tableau 6) a effectivement permis de faire ressortir quelques récurrences au niveau des thèmes. Une grande disparité dans les thèmes abordés selon l'organisation a toutefois pu être observée. Par ailleurs, on remarque que les discours véhiculés dans la majorité des textes des publications observées adoptent une posture critique des éléments qu'ils abordent ou encore de l'actualité. Ce registre plus militant allié à une spécificité dans le choix de l'information traitée qui se traduit par un nombre restreint de thèmes semble en adéquation avec le type d'organisation inclus dans le corpus. Le fait qu'il s'agissent d'organisations de la société civile fait en sorte que le but de leur communication n'est pas nécessairement d'informer, mais peut également avoir une dimension promotionnelle. Cette interprétation découle du besoin fréquent des organisations de la société de justifier la pertinence de leur mission auprès de leurs bailleurs de fonds et de leur public. Ce point sera abordé plus en détail dans une section subséquente de ce chapitre.

Il est important de préciser que l'absence des thèmes dans le corpus ne signifie pas l'absence d'un traitement du sujet par les organisations compte tenu de la taille du corpus analysé et le mode de sélection qui se base sur l'analyse des publications les plus populaires auprès des abonné-e-s. Cela nous permet seulement d'inférer que ces thèmes sont moins bien perçus par leur audience. Nous apportons également la précision qu'un seul thème/marqueur a été attribué pour une unité de sens (voir tableau 6). Dans le cas où plusieurs thèmes sont compris dans une même unité de sens, nous avons sélectionné celui qui semblait le plus pertinent. Cette réduction des thèmes vise à alléger le corpus et ainsi permettre un dégagement plus simplifié des récurrences.

Nous avons décrit tous ces arguments en détail dans notre plainte. Et vous pouvez lire ce que nous avons dit à la deuxième Cour de cassation ici :

[site internet de l'organisation]

Soutenez notre combat - faites un don : [site internet de l'organisation] » [traduction libre]

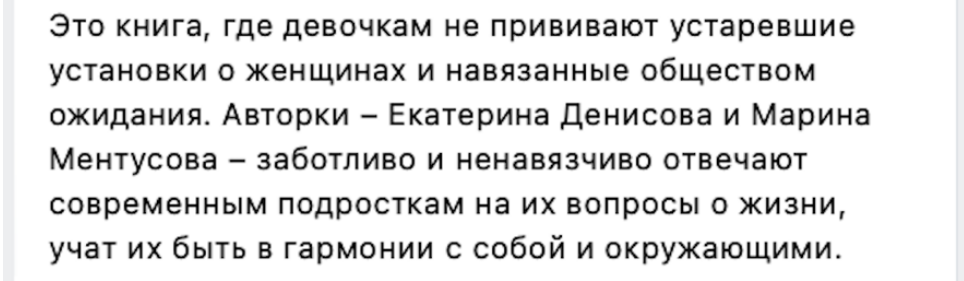
Tableau 6 : Exemple du codage d'une publication

Texte de la publication	Code	Unité de sens	Thème	Marqueur	Interprétation	Notes
Le tribunal a condamné Ivan Safronov à 22 ans de prison et à une amende de 500 000 roubles.	VK_G_10	Il s'agit d'une sentence intimidante, mais le FSB n'a jamais fourni la moindre preuve de la culpabilité du journaliste.	Verticale du pouvoir	Autonomie des institutions étatiques	La mention de l'absence de preuve témoigne d'une certaine marge de manœuvre de la part du FSB. L'aspect contestataire plus général de la publication marque un désaccord avec cet aspect.	On note un ton critique de la manière donc le cas a été géré par le système de justice et le Service fédéral de sécurité (FSB). Toutefois, l'appel à l'action partagé à la fin de la publication exprime une certaine confiance dans la capacité des mécanismes d'appel de la cour de justice russe.
Nous nous joignons à la demande des médias pour la libération d'Ivan Safronov !		les faits de l'acte d'accusation, que le FSB a qualifié de secret d'État, avec des données trouvées dans des sources ouvertes.	Démocratie souveraine	Sécurité nationale	L'utilisation du secret d'État renvoie à une rhétorique autoritaire basée sur une autonomie des institutions accrue.	
Il s'agit d'une sentence intimidante, mais le FSB n'a jamais fourni la moindre preuve de la culpabilité du journaliste. De plus, le 29 août, une enquête a été publiée dans laquelle des journalistes ont comparé les faits de l'acte d'accusation, que le FSB a qualifié de secrets d'État, avec des données trouvées dans des sources ouvertes. Une simple recherche sur Internet a révélé que l'accusation ne résistait pas à l'examen : les informations utilisées par Safronov étaient déjà dans le domaine public, où tout le monde pouvait les voir au moment où il les a écrites.		les informations utilisées par Safronov étaient déjà dans le domaine public, où tout le monde pouvait les voir au moment où il les a écrites.	Démocratie libérale	Transparence, accès aux données	La transparence en tant que condition pour l'établissement de concurrence au sein des discours.	
En outre, l'accusation n'a nullement confirmé que le journaliste avait accès à des documents classifiés, et encore moins qu'il les avait transmis à une agence de renseignement. Il n'y a pas non plus de preuve qu'il ait reçu une rémunération de la part de services de renseignement étrangers.		l'accusation n'a nullement confirmé que le journaliste avait accès à des documents classifiés, et encore moins qu'il les avait transmis à une agence de renseignement. Il n'y a pas non plus de preuve qu'il ait reçu une rémunération de la part de services de renseignement étrangers.	Démocratie souveraine	Menace étrangère	La menace étrangère utilisée par du système de justice démontre de l'importance de ce discours dans les institutions de la Russie.	
Dans l'ensemble, l'acte d'accusation décrit le travail journalistique actif et de qualité d'Ivan Safronov, ainsi que les activités douteuses du FSB, qui le surveillait depuis 2014.		les activités douteuses du FSB, qui le surveillait depuis 2014.	Verticale du pouvoir	Surveillance étatique	Surveillance gouvernementale des organisations de la société civile.	
Il est clair pour nous que la raison des poursuites contre Ivan Safronov n'est pas la « trahison d'État », qui n'est confirmée par rien, mais son travail journalistique et les documents qu'il a publiés sans tenir compte de l'avis du ministère de la Défense et des autorités russes.		Il est clair pour nous que la raison des poursuites contre Ivan Safronov n'est pas la « trahison d'État », qui n'est confirmée par rien	Démocratie souveraine	Sécurité nationale	L'utilisation de la trahison d'État renvoi à une rhétorique autoritaire basée sur la primauté de l'État et de ses institutions.	
Nous demandons - la libération immédiate d'Ivan Safronov ; - Le réexamen de l'affaire et la saisie de tous les documents fournis par la défense ; - le réexamen de l'affaire et l'annexion de tous les documents fournis par la défense		mais son travail journalistique et les documents qu'il a publiés sans tenir compte de l'avis du ministère de la Défense et des autorités russes.	Démocratie libérale	Société civile indépendante	Le travail journalistique en tant que mécanisme de contre-pouvoir dans la société.	
Nous demandons - la libération immédiate d'Ivan Safronov ; - Le réexamen de l'affaire et la saisie de tous les documents fournis par la défense ; - le réexamen de l'affaire et l'annexion de tous les documents fournis par la défense ; - l'ouverture d'une enquête sur les fonctionnaires qui ont commis des violations au cours de l'enquête.		Nous demandons - la libération immédiate d'Ivan Safronov ; - Le réexamen de l'affaire et la saisie de tous les documents fournis par la défense ; - le réexamen de l'affaire et l'annexion de tous les documents fournis par la défense ; - l'ouverture d'une enquête sur les fonctionnaires qui ont commis des violations au cours de l'enquête.	Valeurs libérales	Justice	Considérant que les demandes de l'organisation se réfèrent à une réévaluation du cas à travers le système de justice existant, on note une certaine confiance en la capacité des mécanismes à rendre justice où la justice est directement relative à la protection des droits et libertés individuelles dans ce cas.	
Nous demandons instamment aux journalistes et aux personnes concernées de faire pression sur les autorités pour qu'elles répondent à ces demandes. Ivan Safronov doit être acquitté.		la récusation du tribunal, qui s'est avéré partial dans l'affaire ; - l'ouverture d'une enquête sur les fonctionnaires qui ont commis des violations au cours de l'enquête.	Démocratie libérale	Séparation des pouvoirs	La demande d'un tribunal impartial et la demande d'une enquête met en exergue l'importance pour cette organisation d'une séparation entre le système de justice et le gouvernement.	
	Nous demandons instamment aux journalistes et aux personnes concernées de faire pression sur les autorités pour qu'elles répondent à ces demandes.	Démocratie libérale	Société civile indépendante	Appel à la dissidence face à la décision rendue. Cette dissidence implique concrètement une société civile indépendante qui peut s'opposer à des décisions prises par des institutions publiques.		

4.3.1 Des contenus circonscrits

Lors de la phase de codage, nous avons observé qu'en moyenne seulement 1.54 thème était abordé par publication sur VK (139 unités de sens attribuées aux thèmes identifiés ÷ par 90 publications totales) et 1.46 sur Facebook (131 unités de sens attribuées aux thèmes identifiés ÷ par 90 publications totales). Ainsi, même si plusieurs unités de sens ont pu être relevées dans certaines publications, celles-ci se rattachent souvent aux mêmes thèmes (voir tableau 6). On remarque d'ailleurs que ce phénomène n'est pas limité à une plateforme puisque, bien que seulement 42 publications sur 90 sont doublées entre VK et Facebook – ce qui veut dire que 48 publications sont différentes entre les deux plateformes –, la tendance demeure la même pour les deux plateformes avec une différence dans la moyenne des thèmes présentés par publication relativement marginale.

Cette restriction des thèmes au sein des publications peut d'ailleurs être appliquée aux organisations du corpus en elle-même. Chaque organisation présente effectivement une délimitation relativement claire des thèmes et des marqueurs abordés, souvent liés à leur mission ou encore à leur champ d'expertise. À titre d'exemple, on peut prendre l'organisation B pour laquelle la moitié des publications comprennent le marqueur de « normes sociales genrées » (voir *fig. 9*).



Это книга, где девочкам не прививают устаревшие установки о женщинах и навязанные обществом ожидания. Авторки – Екатерина Денисова и Марина Ментусова – заботливо и ненавязчиво отвечают современным подросткам на их вопросы о жизни, учат их быть в гармонии с собой и окружающими.

Figure 9 : Capture d'écran d'un extrait d'une publication de l'organisation B²⁷

Ce constat s'ancre dans les phénomènes de chambre à écho et d'accélération de l'information qui, sans être propres aux réseaux sociaux, sont largement reproduits par ces environnements (Fuchs, 2021).

²⁷ Le texte de l'extrait de la publication montrée se traduit comme suit : « C'est un livre dans lequel les filles ne se voient pas inculquer des attitudes dépassées sur les femmes et des attentes imposées par la société. Les auteurs - Ekaterina Denisova et Marina Mentusova - répondent soigneusement et discrètement aux questions des adolescents modernes sur la vie et leur apprennent à être en harmonie avec eux-mêmes et avec ceux qui les entourent. » [Traduction libre]

4.3.2 Des publications peu portées vers l'international

Nous avons également observé que les enjeux soulevés sont très orientés vers des situations issues du contexte russe et que, par conséquent, il n'y avait que très peu de publications traitant d'un sujet international. Ainsi, suivant le codage des données, chaque publication ayant un caractère international a été répertoriée. Par sujet international, nous entendons un sujet lié à la conjoncture d'un autre pays (voir *fig. 10*). Nous avons exclu de cette catégorisation les publications qui concernent des institutions multilatérales puisque ces dernières étaient déjà incluses dans le codage initial. Les mentions de la guerre en Ukraine ont aussi été exclues de ce dénombrement puisque ce sujet a été classé de manière indépendante.

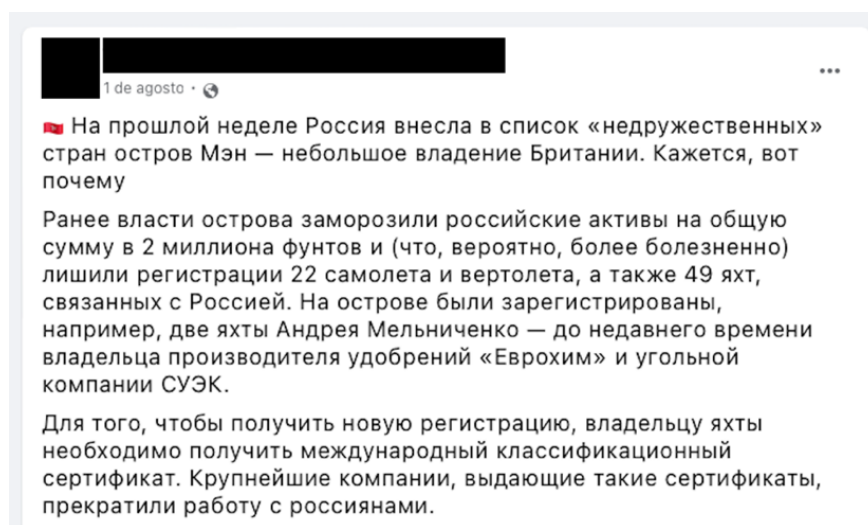


Figure 10 : Exemple d'une publication Facebook traitant d'un sujet international²⁸

Il est important de noter que toutes les publications qualifiées d'internationales sur VK, soit trois, proviennent d'une seule organisation. Sur Facebook, cinq des six publications identifiées proviennent de cette même organisation. Cette distinction peut être expliquée par la mission de ladite organisation qui

²⁸ Le texte de la publication se traduit comme suit : « La semaine dernière, la Russie a inscrit l'île de Man, un petit territoire souverain britannique, sur sa liste de pays « inamicaux ». Voici pourquoi :

Auparavant, les autorités de l'île ont gelé des actifs russes d'une valeur totale de 2 millions de livres sterling et (ce qui est peut-être plus désagréable) ont retiré l'immatriculation de 22 avions et hélicoptères, ainsi que de 49 yachts liés à la Russie. L'île comptait, par exemple, deux yachts enregistrés au nom d'Andrei Melnichenko, qui était jusqu'à récemment le propriétaire de la compagnie producteur d'engrais Eurochem et de la société charbonnière SUEK.

Afin d'obtenir une nouvelle immatriculation, le propriétaire du yacht doit obtenir un certificat de classification international. Les principales entreprises qui délivrent ces certificats ont cessé de travailler avec les Russes. » [Traduction libre]

est beaucoup plus orientée vers les enjeux internationaux. Cela atteste aussi du phénomène de délimitation des sujets mentionné à la précédente section.

4.3.2.1 La guerre en Ukraine : un sujet absent

Notre analyse montre aussi que la guerre en Ukraine a été peu abordée par les organisations de notre corpus pendant les périodes d'observation, et ce, malgré les nombreux développements qui se sont déroulés en septembre en regard au conflit. Sur les 90 publications par plateformes analysées, nous avons répertorié seulement deux publications qui abordent ce conflit armé sur VK. Sur Facebook, le sujet est légèrement plus présent avec un total de sept publications. Cette distinction entre les deux plateformes peut s'expliquer par la propension plus marquée des publics de Facebook de réagir à une publication à portée internationale.

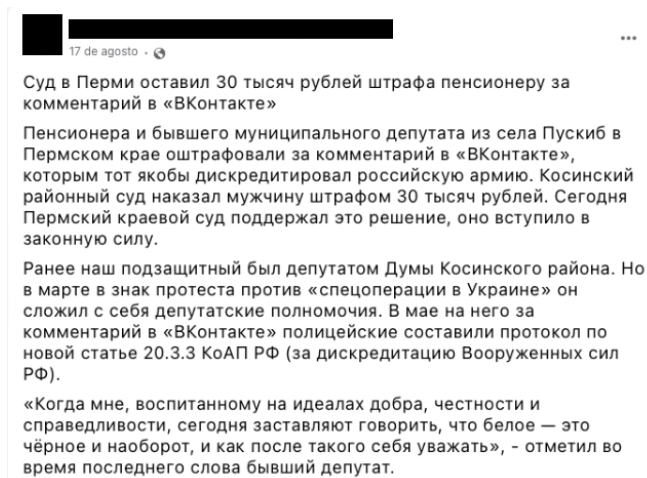


Figure 11 : Publication Facebook qui aborde la guerre en Ukraine²⁹

Par ailleurs, les mentions de la guerre sont souvent faites de manière détournée dans le sens où elles ne sont pas une critique directe de la guerre, mieux connue en Russie sous le nom d'« opération spéciale »,

²⁹ Le texte de la publication se traduit comme suit : « Un retraité et ancien député municipal du village de Puskiyb, dans la région de Perm, a été condamné à une amende pour un commentaire sur VKontakte qui aurait discrédité l'armée russe. Le tribunal du district de Kosinsky a condamné l'homme à une amende de 30 000 roubles. Aujourd'hui, le tribunal du territoire de Perm a confirmé cette décision, qui est entrée en vigueur.

Auparavant, notre client était membre de la Douma du district de Kosinskiy. Mais en mars, pour protester contre l'« opération spéciale en Ukraine », il a démissionné de ses pouvoirs parlementaires. En mai, des policiers ont rédigé un rapport sur lui en vue d'un commentaire sur VKontakte en vertu du nouvel article 20.3.3 du code des infractions administratives (pour avoir discrédité les forces armées russes).

mais abordent un sujet connexe comme les sanctions économiques imposées à l'Ukraine ou encore les restrictions de la liberté d'expression face aux nouvelles législations sur la diffamation des forces armées russes (voir *fig. 11*).

Cette circonvolution autour du sujet principal fait état des mesures de précautions employées par les organisations pour l'aborder. En outre, l'article 20.3.3 du code des infractions administratives mentionné dans la publication atteste de la verticale du pouvoir opérée par le Kremlin qui vise à offrir un discours unifié à la population russe vis-à-vis de ce conflit.

4.3.3 Les thèmes abordés dans les discours

La répartition des thèmes qui ont été abordés est relativement similaire entre les deux plateformes (voir tableau 7). On remarque également que la notion de valeur libérale domine beaucoup les discours les plus populaires publiés en ligne par les organisations de notre corpus. Cela s'explique dans un premier temps par l'aspect large de ce thème qui permet d'englober une variété de sujets et de les accrocher plus facilement aux projets et à la mission des organisations, une pratique qui semble largement préconisée. Les marqueurs liés au capitalisme, que ce soit le NaCA ou encore le capitalisme libéral, ont pour leur part été très peu abordés. La spécificité de ce thème qui n'est que peu lié aux orientations des organisations du corpus peut selon nous expliquer cette absence. Les marqueurs reliés aux thèmes qui ont été employés par notre corpus sont définis plus en détail dans les sections subséquentes.

Tableau 7 : Répartition des thèmes au sein du corpus

Thèmes	VK	Facebook
Hégémonie libérale		
Valeurs libérales	48	43
Démocratie libérale	20	20
Multilatéralisme	10	17
Capitalisme libéral	5	5

« Quand moi, qui a été élevé dans les idéaux de bonté, d'honnêteté et de justice, je suis obligé aujourd'hui de dire que le blanc est noir et vice versa, comment puis-je me respecter après cela ? », a déclaré l'ancien député lors de sa déclaration finale. » [Traduction libre].

Conservatisme éclairé		
Valeurs conservatrices	25	17
Verticale du pouvoir	18	14
Démocratie souveraine	9	11
NaCA	4	4
Total	139	130

Il faut spécifier que la comptabilisation des thèmes s'est opérée par le calcul de chaque récurrence de thèmes par publication. En d'autres mots, même si un seul thème est associé à plusieurs unités de sens dans une même publication (voir tableau 6), il n'a été comptabilisé qu'une seule fois. Le choix de cette démarche s'explique par une volonté de présenter les thèmes de la manière la plus fidèle à l'importance qui leur est accordée par l'entièreté du corpus. Comme les thèmes dans les publications sont circonscrits par des sujets très spécifiques, il nous apparaissait important de réaliser cette étape pour limiter l'importance relative d'une publication par rapport à une autre.

4.3.3.1 Les marques du discours libéral

Les thèmes abordés par notre corpus qui sont liés à l'hégémonie libérale se sont déclinés sous plusieurs marqueurs (voir *fig. 12*). La majorité des marqueurs identifiés se sont retrouvés autant sur la plateforme VK que sur Facebook. La principale distinction entre les deux plateformes se retrouve au niveau du multilatéralisme. On retrouve effectivement sous ce thème cinq marqueurs qui se retrouvent uniquement sur Facebook. Cela est en adéquation avec le fait que les publications présentant un sujet international ont suscité plus de réactions sur Facebook que sur son penchant russe. Cela étant, nous apportons également la précision que, à la suite du codage du corpus, le thème des organisations multilatérales a été élargi pour englober tous les mécanismes d'ententes internationaux. Ce thème ainsi défini a permis de mieux répertorier les actions qui visent à promouvoir des partenariats entre les divers États, notamment à travers la coopération internationale qui passe par une adhésion à des initiatives telles que des conférences internationales. Cet élargissement nous apparaît pertinent puisque la mention des mécanismes internationaux témoigne d'un certain engouement vers l'instauration d'une société plus ouverte.

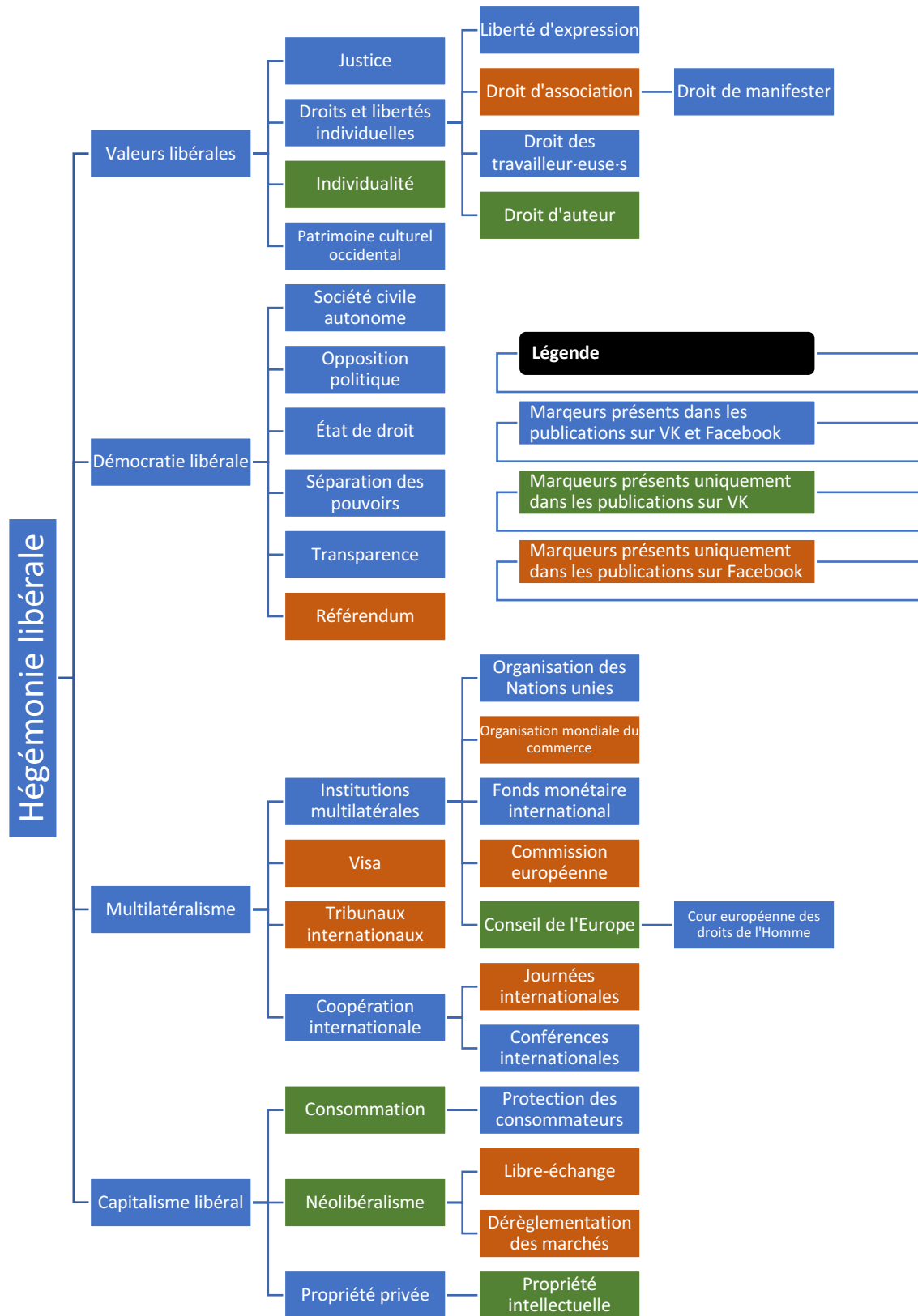


Figure 12 : Déclinaison des marqueurs de l'hégémonie libérale sous forme d'arbre de concepts

Il faut toutefois spécifier que ces marques du multilatéralisme ne sont pas uniformément adoptées par les organisations de notre corpus, même si elles se retrouvent dans les discours d'une majorité d'ONG présentent dans notre corpus. Nous avons effectivement noté la présence de ces marqueurs pour six des neuf organisations sur VK et pour sept d'entre elles sur Facebook.

Tel qu'inscrit précédemment, le thème le plus présent dans notre corpus est celui des valeurs libérales. Il s'agit qui plus est du seul thème qui est abordé minimalement à une instance par l'entièreté du corpus. De manière plus précise, on retrouve de nombreuses références à la justice. Ce marqueur, qui s'est ajouté à ceux identifiés dans la littérature, s'inscrit dans les valeurs libérales puisqu'il intègre la notion d'accès au système de justice dans une perspective individuelle. Cet aspect sera développé plus en profondeur dans la sous-section suivante. Outre la justice, la notion de droits et libertés individuelles s'est aussi retrouvée à de nombreuses reprises dans les textes analysés. On retrouve objectivement plusieurs unités de sens qui peuvent être rattachés aux droits et libertés individuelles de manière générale ou encore à certains droits ou libertés plus spécifiques comme la liberté d'expression ou encore le droit d'association (voir *fig. 13*).

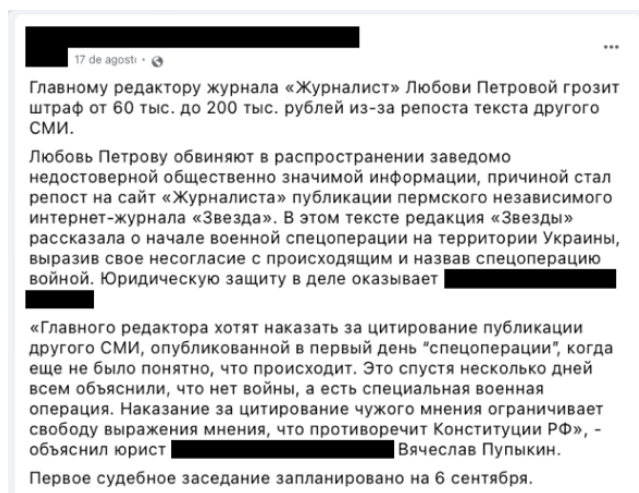


Figure 13 : Capture d'écran d'une publication sur Facebook abordant la liberté d'expression³⁰

³⁰ Le texte de la publication se traduit comme suit : « Lubov Petrova, rédactrice en chef du magazine Journalist, risque une amende de 60 000 à 200 000 roubles pour avoir reposté un texte provenant d'un autre média.

Lubov Petrova est accusée d'avoir diffusé des informations d'importance publique manifestement inexactes, la raison étant le transfert sur le site web « Journaliste » de la publication du magazine en ligne indépendant Perm « Zvezda ».

La démocratie libérale est aussi un thème qui est assez présent dans notre corpus. On retrouve effectivement la présence de nombreux marqueurs qui témoignent du besoin d'une société civile forte et indépendante. Cela entre directement en concordance avec les objectifs de ces organisations puisque, en tant qu'ONG, elles font partie intégrante de la société civile. Nous avons donc constaté que par la promotion de leur mission et leurs revendications pour un environnement plus propice à sa réalisation, les textes analysés s'inscrivent dans ce thème. De manière similaire, en affichant un discours d'inspiration plus libérale, ces organisations entrent aussi directement en compétition avec le discours hégémonique officiel diffusé par le Kremlin et participent de ce fait à l'instauration d'une concurrence au sein des idées dans la société qui est nécessaire à la démocratie libérale.

Les marqueurs se rattachant à l'hégémonie libérale sont abordés de manière positive dans les publications. Nous avons effectivement constaté que les unités de sens qui se rattachent aux thèmes identifiés sont mis de l'avant par la grande majorité des organisations du corpus (huit sur neuf) comme des aspects souhaités, voire des idéaux de société à atteindre. Cette propension est observable notamment à travers le langage militant qui est utilisé pour revendiquer une meilleure protection des droits et libertés individuelles et les demandes d'une plus grande transparence.

Un exemple marquant de la propension des organisations à adopter un discours d'inspiration plus libérale est celui d'une organisation de notre corpus. Sur la publication de huit citations de figures historiques, six font partie de l'imaginaire occidental, dont Richard Whatley (voir *fig.14*).

Dans ce texte, la rédaction de Zvezda a rapporté le début d'une opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, exprimant son désaccord avec ce qui se passait et qualifiant l'opération spéciale de guerre. La défense juridique dans cette affaire est assurée par [nom de l'organisation].

« Le rédacteur en chef envisage la punition pour avoir cité la publication d'un autre média publiée le premier jour de l'« opération spéciale », alors que ce qui se passait n'était pas encore clair. Il a été expliqué à tous, quelques jours plus tard, qu'il n'y avait pas de guerre mais une opération militaire spéciale. La punition pour avoir cité l'opinion de quelqu'un d'autre limite la liberté d'expression, ce qui est en contradiction avec la Constitution de la Fédération de Russie », a expliqué Vyacheslav Pupykin, avocat [nom de l'organisation].

La première audience du tribunal est prévue pour le 6 septembre. » [Traduction libre]

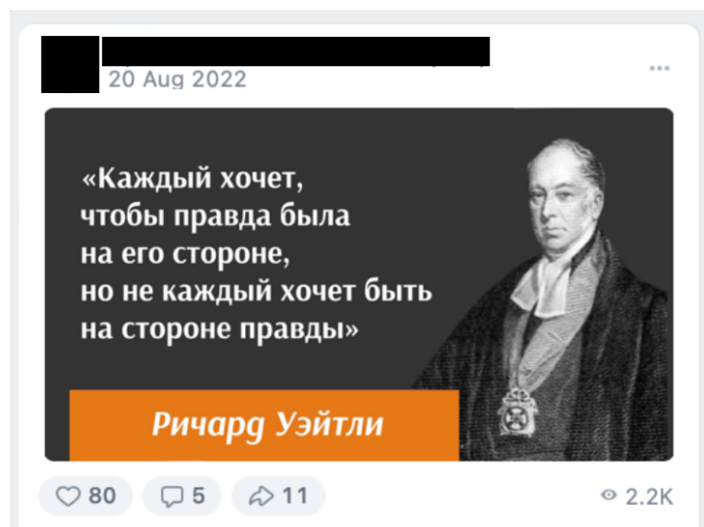


Figure 14 : Capture d'écran de la citation de Richard Whately faites sur VK³¹

Le choix de ces citations témoigne d'un consentement à une idéologie qui passe par une valorisation de la culture occidentale et de son idéologie.

4.3.3.1.1 La justice comme thème récurrent

Comme mentionné précédemment, nous avons observé que la justice était un thème récurrent dans notre corpus. Que ce soit pour parler d'un jugement rendu ou sur les moyens de faire valoir son cas devant les tribunaux, la plupart des organisations mentionnent d'une façon ou d'une autre le système de justice russe. En effet, sur les neuf organisations du corpus, le thème s'est retrouvé dans huit d'entre elles, surtout pour aborder des cas actuels dont les organisations réfutent la pertinence ou encore pour informer les usager-ère-s de la manière dont ils-elles peuvent faire valoir leur droit auprès des instances judiciaires. Dans ce contexte, le thème de la justice a été associé aux valeurs libérales puisqu'il élève les droits et libertés individuelles au rang d'idéal de société.

Cette récurrence du thème témoigne aussi d'une certaine confiance de la part des organisations dans le système de justice russe puisque, même dans les cas où un jugement considéré comme abusif est rendu, les demandes d'appels sont dirigées envers les mêmes tribunaux qui ont initialement remis le verdict (voir *fig. 15*). Ainsi, le fait que les organisations en appel à un autre jugement et non à une action plus

³¹ La citation de Richard Whately publiée est la suivante : « *Everyone wishes to have truth on his side, but not everyone wishes to be on the side of truth* ».

contentieuse, comme une manifestation dans les rues ou une pétition, attestent d'une certaine légitimité accordée aux institutions judiciaires du pays.

- Продолжили добиваться возбуждения дела против полицейских, избивших координатора правозащитного проекта «Сибирь правовая» Дмитрия Камынина. Правозащитника избили во время задержания в декабре 2020 года - правоохранители повалили Камынина на землю и стали бить ногами по голове. У Камынина в итоге были зафиксированы ушибы лица, кровоизлияния и гематомы. Сначала Заводский районный суд вернул нам жалобу на отказ в возбуждении уголовного дела, но мы это обжаловали в Кемеровском областном суде. Облсуд встал на нашу сторону и направил жалобу по делу об избиении в Заводский районный суд для рассмотрения.

Figure 15 : Capture d'écran d'une publication demandant la révision d'un jugement de la cour³²

La publication présentée dans le tableau 6 (p. 53) met aussi en exergue cette dynamique puisque, de manière similaire, l'organisation demande la réévaluation du cas d'Ivan Sofranov, argumentant de ce fait que le système de justice russe est en mesure d'émettre un jugement en accord avec la vision de la société que l'organisation véhicule.

Une distinction a été faite dans notre corpus entre le marqueur de « système de justice » et celui de « État de droit ». La distinction se situe au niveau de la portée de l'unité de sens. Tout ce qui se rapporte au système de justice dans une perspective plus individuelle, notamment lorsqu'un cas spécifique à un individu est rapporté, a été répertorié dans les valeurs libérales sous le marqueur du « système de justice ». Pour ce qui est du marqueur « État de droit », bien qu'intrinsèquement associé à la justice, il a été associé à la démocratie libérale puisque les unités de sens auxquelles il a été rattaché invoquaient plus largement le devoir de l'État de protéger les droits par le biais d'institutions comme les cours de justice (Audard, 1988). Cette distinction est pertinente dans le sens où le marqueur « système de justice » se rapporte au pouvoir judiciaire alors que le marqueur de l'« État de droit » est associé au pouvoir exécutif.

³² Le texte de l'extrait de la publication montrée se traduit comme suit : « Les accusations sont toujours portées contre les policiers qui ont battu Dmitry Kamynin, coordinateur du projet de défense des droits de l'homme « *Сибирь правовая* ». Le militant des droits humains a été battu pendant sa détention en décembre 2020 - les agents de police ont jeté Kamynin au sol et ont commencé à lui donner des coups de pied à la tête. Kamynin s'est retrouvé avec des contusions au visage, des hémorragies et des hématomes. Au début, le tribunal de district de Zavodskiy a rejeté notre plainte contre le refus d'engager des poursuites pénales, mais nous avons fait appel devant le tribunal régional de la ville de Kemerovo. Le tribunal régional a pris notre côté et a envoyé la plainte concernant l'attaque au tribunal de district de Zavodsky pour examen. » [Traduction libre]

4.3.3.2 Les marques du conservatisme éclairé

Alors que les marqueurs associés à l'hégémonie libérale étaient abordés comme quelque chose de souhaitable, à travers l'interprétation faite des mentions liées aux thèmes du conservatisme éclairé, nous avons pu remarquer que les marques de ce discours sont beaucoup plus liées à une perspective critique. Cette distinction nous apparaît possible puisque les publications qui sont ancrées dans le contexte national sont pour la majorité axées vers la défense de certains intérêts et la promotion d'une certaine vision de la société. Cette dynamique est souvent associée à des ONG à vocation civique. Considérant que l'hégémonie du pouvoir russe basée sur le conservatisme éclairé est dominante dans la société, la création d'un discours alternatif passe par la critique de certaines institutions. À titre d'exemple de cette tendance, il est possible de citer la mention des communautés LGBTQIA+ et l'objection à la décision de *Roskomnadzor* dans l'une des publications analysées (voir *fig. 16*).

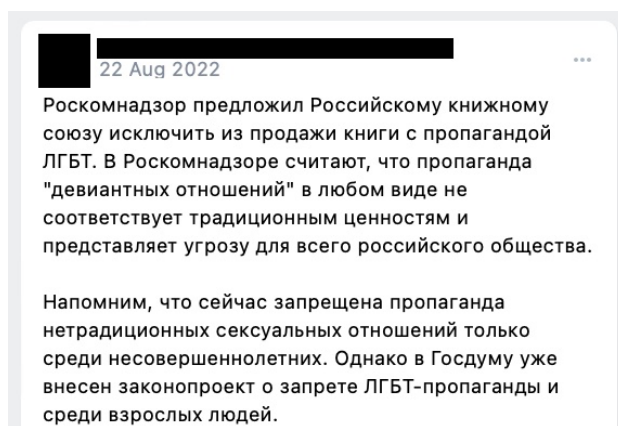


Figure 16 : Capture d'écran d'une publication VK avec une perspective alternative au conservatisme éclairé³³

Il est à ajouter que la critique dans ce texte, bien que présente, est assez subtile et se décèle par l'usage des guillemets ou encore de formulation comme « C'est suffisant de rappeler ».

³³ Le texte de la publication se traduit comme suit : « *Roskomnadzor* a suggéré à l'Union russe du livre d'exclure de la vente les livres contenant de la propagande LGBT. *Roskomnadzor* estime que la propagande des « relations déviantes », sous toutes ses formes, est incompatible avec les valeurs traditionnelles et constitue une menace pour toute la société russe.

C'est suffisant de rappeler que la propagande des relations sexuelles non traditionnelles n'est actuellement interdite qu'aux mineurs. Cependant, un projet de loi a déjà été soumis à la Douma pour interdire la propagande LGBT chez les adultes également. » [Traduction libre]

Pour mieux illustrer quels thèmes et marqueurs du conservatisme éclairé se retrouvent dans les publications analysées, une représentation graphique a été réalisée (voir fig. 17).

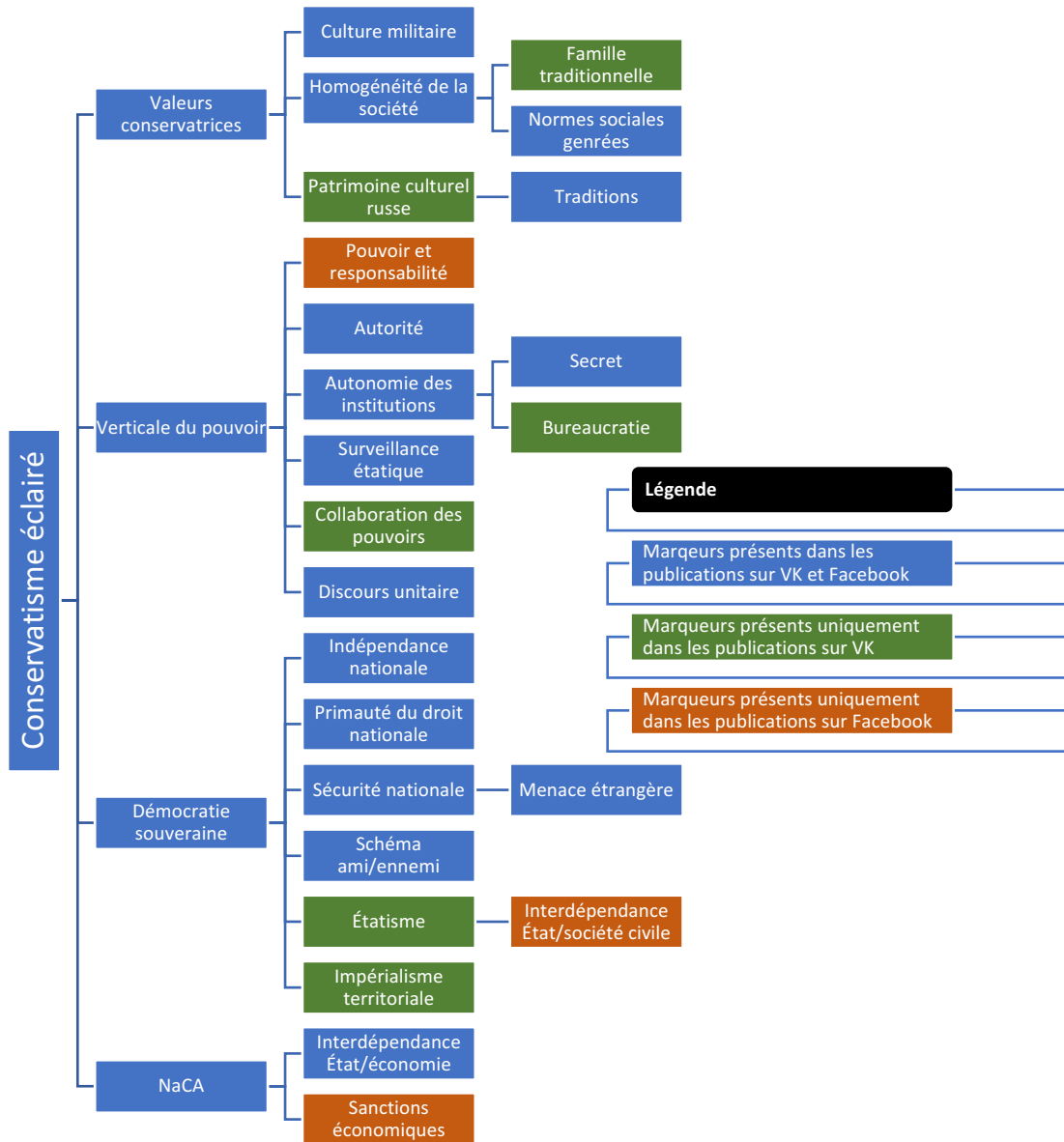


Figure 17 : Déclinaison des marqueurs du conservatisme éclairé sous forme d'arbre de concepts

En tenant compte de la position contestataire des parties prenantes du corpus, on note que beaucoup des marques relevées dans les textes sont relatives à des institutions liées au pouvoir exécutif, entre autres en regard de la démocratie souveraine et de la verticale du pouvoir. Il nous apparaît, à la suite de l'analyse, que ces marques dans le discours permettent d'identifier des leviers d'actions plus claires dans les discours des ONG qui ont été codés. Dans cette perspective, les questions de corruption, qui sont associées dans

les publications à un manque de redevabilité et une forte indépendance des institutions étatiques comme les corps policiers ou le FSB sont soulevés. Ces marqueurs, associés au concept de verticale du pouvoir, sont abordés de manière critique et souvent lié au marqueur du « système de justice » qui est évoqué comme alternative pour pallier aux problématiques identifiées. Ces problématiques sont souvent liées à des abus de pouvoir, de la violence au niveau des corps policiers ou encore le détournement de fonds.

Malgré la prédominance d'un traitement des thèmes du conservatisme éclairé sous forme critique, une distinction doit être faite puisque les publications observées pour une organisation de notre corpus ne s'y souscrivent pas. On ne peut donc pas généraliser ces constats à l'entièreté des organisations du corpus. On remarque effectivement que, dans le cas de l'organisation « E », toutes les publications font référence positivement aux thèmes du conservatisme éclairé identifiés, soit les valeurs traditionnelles et la militarisation de la société.

La délimitation des termes en fonction de l'organisation, qui a été mentionnée précédemment, est particulièrement visible lorsqu'on se penche sur les marqueurs liés au conservatisme éclairé. Par exemple, les mentions du marqueur de la contestation des normes genrées, qui a été identifié à plusieurs reprises dans notre corpus, proviennent toutes de la même organisation (« B »).

4.3.4 Du contenu « fonctionnel »

Suivant le codage, nous avons été forcés de noter qu'une quantité significative de publications concerne ce que nous avons qualifié de contenu « fonctionnel ». Par contenu fonctionnel, nous entendons ici tout type de contenu qui vise à exercer une fonction plus pratique pour l'organisation. De manière plus précise, nous avons inclus dans ce type de publication celles qui sont entièrement consacrées à la promotion d'un projet, la vente d'un produit ou la tenue d'un événement, les offres d'emploi, de collaboration et la recherche de bénévoles ainsi que celles qui visent à mettre au courant la communauté de nouvelles touchant l'équipe de travail (voir *fig. 18*).

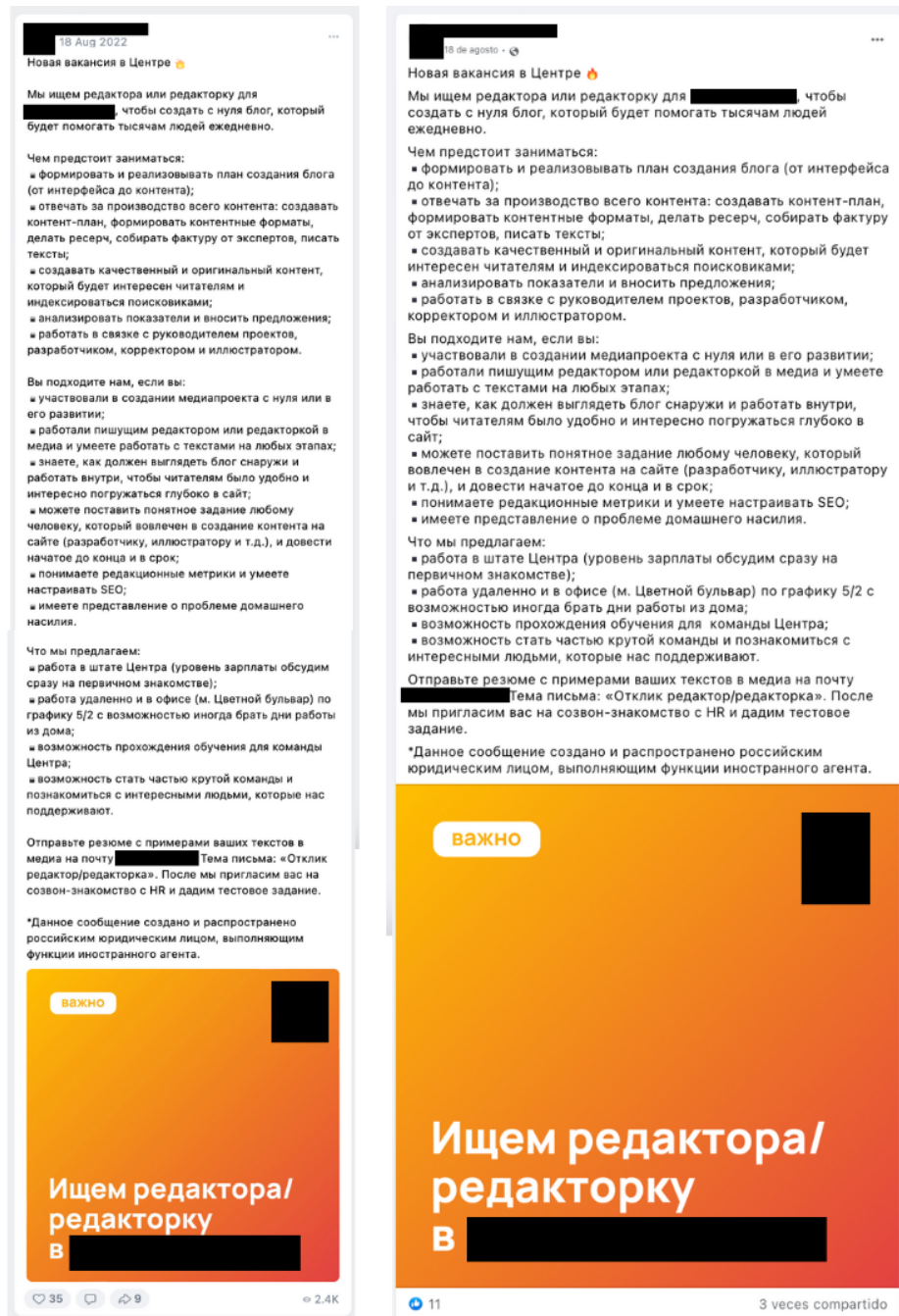


Figure 18 : Exemple de publication fonctionnelle sur VK (gauche) et Facebook (droite)³⁴

Nous avons répertorié 32 publications de ce type sur VK. Sur Facebook, cette proportion est légèrement plus élevée avec 35 publications jugées comme « fonctionnelles ». Il semblait donc approprié de présenter

³⁴ La publication traite d'une offre d'emploi au sein de l'organisation. L'emploi en question est celui de rédactrice ou rédacteur de contenu numérique. Pour lire la traduction intégrale du texte de la publication, voir Annexe B.

ces résultats puisque ce type de publication compte pour une proportion non négligeable de notre corpus. Le fait que plusieurs publications « fonctionnelles » se retrouvent dans celles qui ont reçu de hauts taux d'engagement témoigne aussi du fait que les réseaux sociaux n'ont pas la vocation d'informer, mais demeurent des outils d'autopromotion. Bien que cette tendance soit répandue à travers l'entièreté du corpus, elle est plus marquée sur les réseaux sociaux de certaines organisations. Notons que pour l'organisation D, toutes les publications qui font partie du corpus ont été classifiées comme « fonctionnelles » puisqu'elles sont uniquement dédiées à la promotion des projets de l'organisation sans aucun ancrage dans l'actualité ou le contexte plus général (voir *fig. 19*).

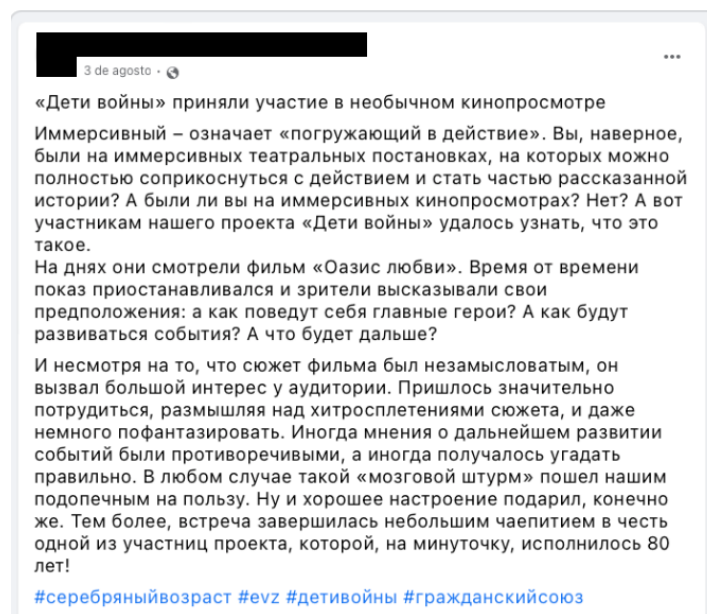


Figure 19 : Capture d'écran d'une publication Facebook de l'organisation « D »³⁵

En outre, bien que nous ayons uniquement inclus les publications qui sont entièrement consacrées à des annonces dans cette catégorie, un aspect promotionnel demeure présent dans la plupart des publications,

³⁵ Le texte de la publication se traduit comme suit : « « Les enfants de la guerre » ont participé à une projection de film inhabituelle.

Immersif signifie « participer dans l'action ». Vous avez probablement assisté à des productions théâtrales immersives où vous pouvez vivre pleinement l'action et faire partie de l'histoire racontée ? Êtes-vous déjà allé dans un cinéma immersif ? Non ? Mais les participants à notre projet « Les enfants de la guerre » ont réussi à découvrir cette expérience.

ce qui s'observe par de nombreuses mentions des projets et/ou de l'expertise de l'organisation face au sujet qui est abordé.

4.4 Présentation des données quantitatives

Parallèlement à l'analyse de discours, nous avons également remarqué certains phénomènes présents sur les réseaux sociaux en lien avec les pratiques des organisations de notre corpus. Ces tendances sur les réseaux sociaux sont des indicateurs de l'investissement des organisations, mais également de l'engagement de leurs publics, face aux contenus qui sont partagés. Cela permet aussi d'offrir des éléments d'analyse sur le fonctionnement des plateformes et l'impact que cela a sur les publications partagées.

4.4.1 Les publics

Dans un premier temps, on remarque une disparité notable au niveau du nombre d'abonné.e.s sur chaque plateforme (voir tableau 8). Alors que VK est significativement plus utilisé dans le contexte national russe (Davydov, 2020; Klimanova & Dembovskaya, 2013), le cas des organisations ayant le statut d'« agent étranger » semble plus complexe. Pour la moitié de ces ONG, le nombre d'abonnés sur Facebook est effectivement plus élevé que sur VK.

Tableau 8 : Nombre d'abonné.e.s selon les plateformes

Organisation	Abonné.e.s VK	Abonné.e.s FB
Institut de droit et de politique publique	4 081	3852
violence.net	8725	1500
Action humanitaire	3124	1062

L'autre jour, ils ont regardé le film « Oasis d'Amour ». De temps en temps, la projection a été mis en pause et les spectateurs nt fait des suggestions: que vont faire les personnages principaux ? Et comment les événements vont dérouler ? Et que se passe-t-il ensuite ?

Et malgré le fait que l'intrigue du film était simple, il a suscité un grand intérêt parmi le public. Ils ont dû faire des efforts pour comprendre les subtilités de l'intrigue, et même pour fantasmer un peu. Parfois, les avis divergeaient sur la façon dont les événements allaient se dérouler, et parfois il était possible de deviner correctement. En tout cas, nos pupilles ont bénéficié d'un tel remue-méninge. Ça les a donnés de bonne humeur, bien sûr. Surtout la réunion s'est terminée par un petit thé en l'honneur de l'une des participantes du projet, qui a fêté ses 80 ans !

#silverage #evz #children of war #civil union » [Traduction libre]

Union civique de Penza	886	1300
Tak-Tak-Tak	2322	639
Transparency International-R	3012	10000
Fondation du Centre régional de défense des droits des médias	4818	4700
Civic Control	265	1500
Verdict Public pour la défense des droits et libertés des citoyens	2498	7400
Memorial	4195	17000

De plus, en comparant le nombre d'abonnés selon le domaine d'intervention, on remarque que la majorité (quatre sur six) des organisations orientées vers la défense des droits humains ont des publics plus importants sur Facebook que sur VK³⁶. Cette tendance montre que ces organisations bénéficient potentiellement d'une plus grande visibilité de la part d'individus basés à l'extérieur de la Fédération de Russie. Inversement, les organisations qui sont plus axées vers le communautaire sont plus populaires sur VK (trois sur quatre) (voir tableau 9).

Tableau 9 : Nombre d'abonné.e.s selon les plateformes et le domaine d'intervention

Organisation	Abonné.e.s VK	Abonné.e.s FB	Domaine d'intervention
Institut de droit et de politique publique	4 081	3852	Organisation de défense des droits humains avec un large éventail de causes
violence.net	8725	1500	Protection des droits des femmes
Action humanitaire	3124	1062	Prévention du VIH et soins aux personnes souffrant de dépendances

³⁶ L'organisation *Transparency International-R* a été incluse dans cette liste.

Union civique de Penza	886	1300	Support aux communautés locales
Tak-Tak-Tak	2322	639	Organisation de défense des droits humains avec un large éventail de causes
Transparency International-R	3012	10000	Lutte contre la corruption
Fondation du Centre régional de défense des droits des médias	4818	4700	Soutien au journalisme indépendant
Civic Control	265	1500	Organisation de défense des droits humains avec un large éventail de causes
Verdict Public pour la défense des droits et libertés des citoyens	2498	7400	Organisations de défense des droits humains avec un large éventail de causes
Memorial	4195	17000	Organisations de défense des droits humains avec un large éventail de causes

4.4.1.1 Un engagement fluctuant

La présence des organisations sur les réseaux sociaux est assez importante avec une moyenne de 36,4 publications sur Facebook par organisation pour la période de deux mois observés et 37,6 sur VK. La différence marginale dans le nombre de publications entre les deux plateformes témoigne d'une valorisation similaire des deux réseaux de la part des organisations. On note effectivement que, malgré les distinctions dans le nombre d'abonnés total par plateforme (voir tableau 9), le nombre de publications partagé par organisation sur chacune des plateformes est comparable (voir *fig.20*). Une observation un peu plus approfondie de notre corpus nous montre que les publications partagées sur VK sont généralement les mêmes que celles qui sont partagées sur la plateforme de Meta et vice-versa.

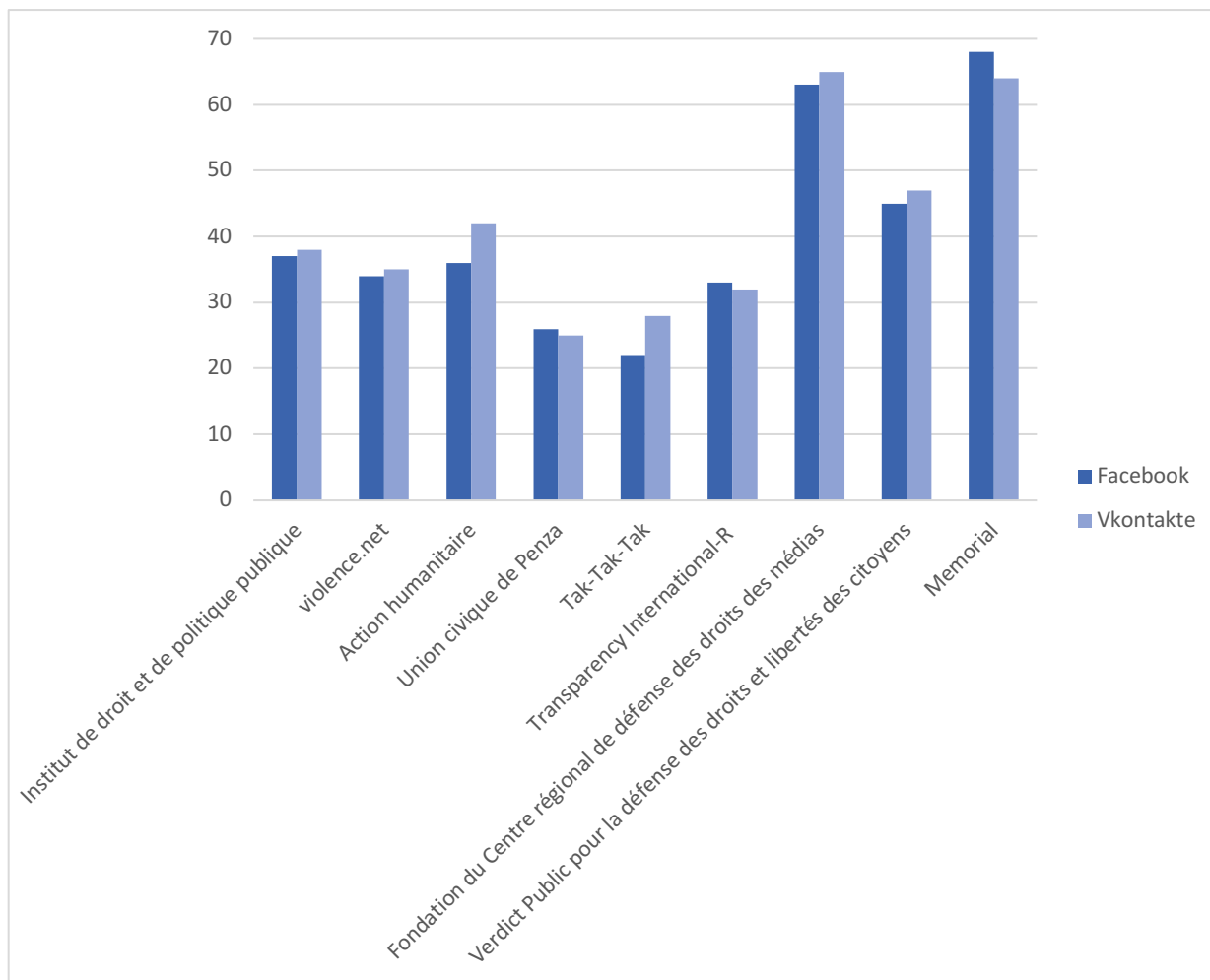


Figure 20 : Comparaison du nombre de publications par plateforme

Malgré la présence marquée des organisations sur Facebook, où le nombre de publications est similaire à celui sur VK, l'engagement de la communauté, évalué en fonction des moyennes de réactions sur les publications, demeure très faible sur Facebook, ce qui laisse présager que les publics sont beaucoup plus actifs sur VK que sur la version américaine du réseau social. À l'exception de « Verdict Public pour la défense des droits et libertés des citoyens », les moyennes de réactions par publication sont systématiquement plus basses sur Facebook que sur VK (voir tableau 10), et ce, même si le nombre d'abonnés sur Facebook est plus élevé pour la moitié des organisations de notre corpus. Cette dynamique d'engagement soulève la question de la pertinence d'un investissement de ressources, autant monétaire que temporelle, dans ces plateformes, particulièrement le réseau social américain.

Tableau 10 : Nombre de réactions obtenues selon les organisations

Nom de l'organisation	Facebook			VK		
	Nombre de publications	Réactions totales	Moy. de réactions par publication	Nombre de publications	Réactions totales	Moy. de réactions par publication
Institut de droit et de politique publique	37	253	6,84	38	692	18,21
violence.net	34	182	5,35	35	1334	38,11
Action humanitaire	36	137	3,81	42	572	13,62
Union civique de Penza	26	81	3,12	25	249	9,96
Tak-Tak-Tak	22	29	1,32	28	84	3,00
Transparency International-R	33	355	10,76	32	409	12,78
Fondation du Centre régional de défense des droits des médias	63	532	8,44	65	1584	24,37
Verdict Public pour la défense des droits et libertés des citoyens	45	912	20,27	47	664	14,13
Memorial	68	2192	32,24	64	4093	63,95
TOTAL	364	4673		376	9681	

Le faible engagement des publics sur Facebook et même, dans certains cas, sur les publications partagées sur VK, soulève des questionnements par rapport aux gains que l'investissement de ces espaces numériques peut apporter aux organisations qui créent et partagent des contenus.

4.4.2 L'investissement des espaces numériques : le respect des règles du jeu

Le recensement des types de multimédias utilisés pour chacune des publications nous donne pour sa part une indication de l'implication que les organisations de notre corpus possèdent sur les deux réseaux sociaux observés. Dans un premier temps, il est pertinent de noter que le pourcentage de publication ne présentant aucun multimédia est relativement faible pour les deux plateformes (voir tableaux 11 et 12).

Tableau 11 : Multimédias utilisés dans les publications sur Facebook

Multimédia utilisé	Nombre d'occurrences	% d'utilisation
Photo	263	72,3
Vidéo	9	4,9
Lien	54	29,3
Repartage	22	12,0
Aucun	15	8,2
Évènement	1	0,5
Total	364	

Tableau 12 : Multimédias utilisés dans les publications sur VK

Multimédia utilisé	Nombre d'occurrences	% d'utilisation
Photo	218	58,0
Vidéo	4	1,1
Audio	3	0,8
Lien	70	18,6
Repartage	23	6,1
Article	6	1,6

Sondage	4	1,1
Aucun	9	2,4
Photo et lien	34	9,0
Vidéo et lien	4	1,1
Photo et audio	1	0,3
Total	376	

Il est intéressant de souligner que, contrairement à Facebook, la plateforme VK autorise le partage de plusieurs multimédias au sein d'une même publication. Cela explique le fait que, dans le tableau ci-dessus (voir tableau 13), le nombre de multimédias total excède le nombre de publications répertoriées.

Tableau 13 : Multimédias utilisés au sein des publications les plus populaires

Multimédia utilisé	Facebook	%	VK	%
Photo	72	80%	65	72,22%
Lien	8	8,89%	11	12,22%
Aucun	4	4,44%	2	2,22%
Repartage	3	3,33%	N/A	N/A
Vidéo	2	2,22%	1	1,11%
Événement	1	1,11%	N/A	N/A
Photo + Lien	N/A	N/A	7	7,78%
Vidéo + Lien	N/A	N/A	2	2,22%
Blogue	N/A	N/A	1	1,11%
Photo + Audio	N/A	N/A	1	1,11%

La présence de publication avec une photo est pour sa part très élevée et représente le principal multimédia utilisé par les organisations. La proportion d'utilisation de la photo dans les publications les plus populaires (voir tableau 13) est d'ailleurs légèrement plus élevée que dans la totalité des publications. La photo consiste aussi en un multimédia directement hébergé sur les réseaux sociaux ce qui peut expliquer sa popularité en contribuant aux environnements fermés de ces plateformes. Il semble pertinent de préciser que les photos partagées sont pour la plupart des infographies. Cette tendance marque un investissement relativement marqué en temps pour les organisations qui doivent créer les visuels partagés.

Il semble par ailleurs que le multimédia utilisé a une incidence sur le nombre de réactions qu'une publication obtiendra. À titre d'exemple, on note la distinction entre les publications les plus populaires de l'organisation A, que nous attribuons à l'utilisation du multimédia « Article », disponible dans les fonctionnalités de VK, mais non supporté par l'architecture de Facebook. Ainsi, dans le cas de Facebook, la même publication a été partagée directement dans le texte sans aucun multimédia et les publics y ont beaucoup moins réagi. Ainsi, alors que le même message a été diffusé, sur VK la publication a récolté un nombre conséquent de réactions, mais sur Facebook le même texte sous forme différente n'a pas eu le même succès.

CHAPITRE 5

DISCUSSION

Dans ce chapitre, nous apporterons des éléments de réponse à notre question de recherche identifiée dans le premier chapitre. À titre informatif, la question de recherche principale à laquelle nous tentons d'apporter des éléments de réponses est la suivante :

- De quelle manière se manifestent les marques du discours libéral américain, qui occupe une place contre-hégémonique sur la scène nationale, et celles du conservatisme éclairé, qui se positionne comme hégémonique au sein de la société russe, dans les publications sur les réseaux sociaux faites par les ONG qualifiées d'« agent étranger »?

À cette question s'ajoute deux sous-questions de recherches formulées comme suit :

- Comment se distingue l'utilisation de la plateforme VK en opposition à Facebook par les organisations qualifiées d'« agents étrangers »?
- En fonction des différentes sources de financement et des motifs qui ont mené à l'ajout de l'organisation sur le registre des « agents étrangers », comment ces marques dans les discours en ligne varient-elles d'une organisation à l'autre?

Les pistes de réflexion que nous apportons à ces questions se basent sur les données présentées au chapitre précédent ainsi que sur les concepts définis dans le second chapitre du présent mémoire. Nous soulignons toutefois que toute production médiatique est polysémique, ce qui fait qu'elles ont plusieurs sens et plusieurs manières de les analyser. Il y a donc plusieurs interprétations possibles des données collectées dans le cadre de ce mémoire.

5.1 Une perspective critique

Les discours des organisations de notre corpus sont pour la plupart critiques de la société dans laquelle elles évoluent. Cette dynamique s'insère dans leur mission d'ONG. En tant qu'organisations issues de la société civile, il est souvent prévu dans leur vocation un certain rôle de plaidoyer et de sensibilisation des publics. Cela est particulièrement vrai pour les organisations ayant la volonté d'avoir une certaine

médiatisation, ce qui est le cas de celles qui font partie de notre corpus puisqu'elles assurent une présence continue et constante sur les réseaux sociaux.

La critique que nous avons observée par les organisations de notre corpus est toutefois très subtile, dans le sens où elles ne critiquent pas ouvertement les décisions politiques ou encore les normes de la société dans laquelle elles évoluent, en l'occurrence la Fédération de Russie. La plupart se contentent effectivement de présenter des modes de fonctionnement alternatifs (voir *fig. 16*). Cette tendance est également présente dans le fait que nous avons observé un consentement tacite des organisations du corpus face aux institutions russes, plus spécifiquement le système de justice (voir *fig. 15*). Cela vient étayer l'idée que, même les organisations considérées comme subversives au régime en place favorise d'une certaine manière la perpétuation de l'hégémonie existante, grâce à l'acceptation implicite des idéologies propagées par les institutions présentes dans le pays (voir *fig. 4*). Ces aspects nous permettent d'argumenter que le discours hégémonique présent dans la Fédération de Russie demeure dominant au sein de la société.

5.1.1 Un discours dissident au sein d'une période d'ordre d'hégémonie : L'émergence d'une contre-hégémonie

La faible dissension qui se trouve dans les publications analysées se rapporte tout de même à une contre-hégémonie dans la perspective où un discours contre-hégémonique est compris comme étant la « *creation of an alternative hegemony on the terrain of civil society in preparation for a 'war of position'* » (Pratt, 2004, p. 332). La guerre de position, qui se définit par la lutte pour la détermination des cadres dominants qui régissent le monde social d'une collectivité, nécessite pour sa part une quelconque stratégie continue, mais graduelle et subtile, qui vient déconstruire progressivement l'hégémonie du pouvoir en place (Witcher, 2022). La présence notable de dissension dans les textes des publications observées (voir *fig. 21*) participe à une volonté de déconstruction des cadres qui sont actuellement dominants dans les discours véhiculés par le gouvernement russe et par les principaux médias russes. Cette guerre de position se heurte toutefois à certains obstacles. Dans un premier temps, une guerre de mouvement nécessite une contestation soutenue et structurée des normes idéologiques véhiculées par les pouvoirs en place. Or, comme souligné dans le chapitre précédent, nous avons noté une absence de contestation systématique du discours hégémonique russe par les ONG qui semblent effectuer leur travail en « silo » selon leur propre mission et les objectifs qu'elles se sont octroyés. Cela témoigne d'un manque de coordination entre ces

actrices de la société civile qui ne permet pas de porter activement la lutte pour une restructuration des rapports de force dans la société.

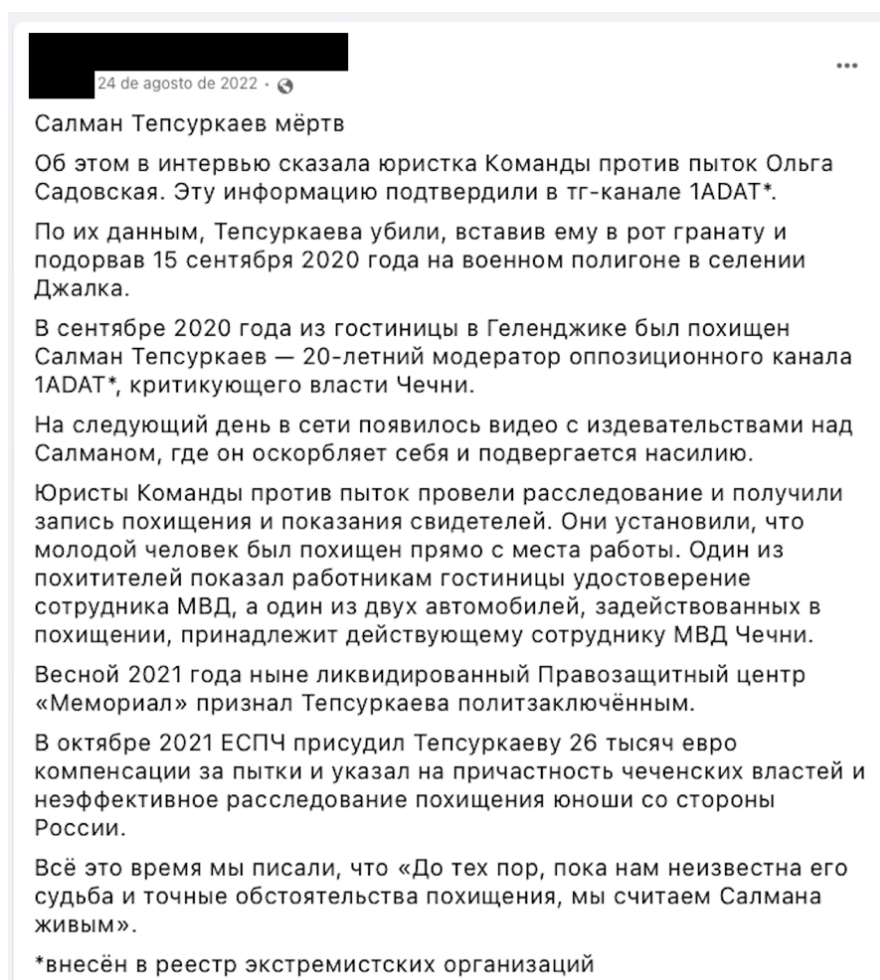


Figure 21 : Capture d'écran d'une publication Facebook qui témoigne d'une contestation du discours officiel du Kremlin en vigueur en Russie.³⁷

La division des enjeux abordée au sein des discours telle qu'exprimée dans la section 4.3.1 atteste tout autant des lacunes dans la coordination d'un message qui aurait réellement une portée subversive. En

³⁷Le texte de la publication se traduit comme suit : « Salman Tepsurkayev est mort.

C'est ce qu'a déclaré Olga Sadovskaya, avocate de l'Équipe contre les tortures, dans une interview. Cette information a été confirmée par tg-channel 1ADAT*.

outre, on note la faible audience dont bénéficient ces ONG (voir tableau 10) qui agit aussi comme frein à la potentialité du message véhiculé. Les restrictions qui s'opèrent sur les autres sphères médiatiques pour les organisations qui ont le statut d'« agent étranger » (Brechenmacher, 2017) nous laissent inférer que les discours présents sur les réseaux sociaux ne sont pas diffusés autre part.

Nous réitérons toutefois que, malgré les obstacles auxquels elle fait face, la contre-hégémonie des discours dans les publications analysées représente tout de même une tentative de créer une alternative aux cadres dominants imposés par le Kremlin et les principaux médias russes. La dissension notée dans les textes des publications révèle d'une volonté de déconstruire progressivement l'hégémonie du pouvoir en place et à contester les normes idéologiques établies en faisant la promotion d'un discours libéral qui s'insère dans la vision hégémonique occidentale. Cette dissension contrevient à la volonté du Kremlin de présenter une image unitaire dans le but d'influencer les orientations idéologiques mondiales (J. L. Wilson, 2015a). Par conséquent, bien que ses impacts puissent être actuellement limités, son potentiel de déconstruction progressive de l'hégémonie russe est une dimension à prendre en considération pour comprendre l'évolution du paysage politique en Russie. Ces initiatives contestataires continuent de façonner les débats et peuvent contribuer à mettre en place des assises pour l'implantation du modèle de sociétés libérales basé sur la démocratie et l'économie de marché présent en Europe et aux États-Unis. Elles contribuent ainsi au renforcement de l'hégémonie libérale, ce qui en fait un moteur pour la domination occidentale et la normalisation des préceptes de son idéologie (V. Morozov, 2010b).

Selon leurs informations, Tepsurkayev a été tué en mettant une grenade dans sa bouche et en la faisant exploser le 15 septembre 2020 sur un terrain d'entraînement militaire dans le village de Dzhalka.

En septembre 2020, Salman Tepsurkayev, un modérateur de 20 ans de 1ADAT*, une chaîne d'opposition critique à l'égard des autorités tchéchènes, a été enlevé dans son hôtel à Gelendzhik.

Le lendemain, une vidéo de Salman victime d'intimidation a fait surface, où il s'insulte et est soumis à la violence. Les avocats de l'équipe anti-torture ont enquêté et obtenu un enregistrement de l'enlèvement et des témoignages. Ils ont établi que le jeune homme avait été enlevé directement sur son lieu de travail. L'un des ravisseurs a montré sa carte de policier au personnel de l'hôtel et l'une des deux voitures impliquées dans l'enlèvement appartenait à un membre actif du ministère de l'Intérieur tchéchène.

Au printemps 2021, le Centre des droits de l'homme *Memorial*, non-existant aujourd'hui, a déclaré que Tepsurkayev était un prisonnier politique.

En octobre 2021, la CEDH a accordé à Tepsurkayev 26 000 euros de dommages et intérêts pour torture, pointant du doigt l'implication des autorités tchéchènes et l'inefficacité de l'enquête russe sur l'enlèvement du jeune homme.

Depuis le début, nous avons écrit que « tant que nous ne connaissons pas son destin et les circonstances exactes de son enlèvement, nous pensons que Salman est vivant ».

*Inscrit dans le registre des organisations extrémistes. » [Traduction libre]

Cependant, nous apportons à nouveau la précision que cette dissension demeure marginale dans les discours et ne pourra prendre une position hégémonique dans la société tant que l'alternative proposée ne sera pas plus ancrée dans la culture et l'histoire du pays. Cette incapacité des ONG à développer et partager un projet de société russe qui serait nouveau, original et adapté au contexte culturel de la Fédération de Russie est effectivement, à notre sens, un facteur dans la faible réception des messages véhiculés par les ONG de notre corpus. La critique qui est faite par les ONG du système actuel ne s'accompagne effectivement pas d'alternatives concrètes qui supporteraient l'émergence d'un projet de société porteur et rassembleur. La promotion marquée des valeurs libérales ancre au contraire les discours dans la dichotomie entre la Russie et l'Occident. Nous remarquons qu'il s'agit d'options qui ne semblent pas résonner fortement auprès des publics russes.

Ainsi, en dépit de ce que nous identifions comme des messages contre-hégémoniques dans les textes des publications analysées, il semble que les discours dominants s'inscrivent tout de même dans une période d'ordre hégémonique si on considère qu'une période d'ordre hégémonique fait référence à un moment dans l'histoire au cours duquel les groupes dominants maintiennent leur hégémonie culturelle (R. W. Cox, 1993). Outre la faible audience pour les discours ciblés par cette étude, la période d'ordre hégémonique que nous énonçons se confirme également par la présence de nombreux marqueurs qui expriment une acceptation du fonctionnement des institutions russes, notamment le système de justice. Ce que nous avons identifié comme un certain degré de confiance dans les institutions contribue au maintien de l'hégémonie en place par le consentement tacite aux idées qui y sont véhiculées (voir *fig. 4*), ce qui demeure l'objectif visé par les élites en place (Bieler & Morton, 2004; Macleod & Bonditti, 2019). D'autre part, dans la période de grands troubles dans laquelle évolue la Fédération de Russie actuellement, particulièrement en regard à la guerre en Ukraine, la faible contestation à l'« opération spéciale » représente, pour le moins, un consentement passif à l'argumentaire de Moscou quant à la rhétorique utilisée pour cadrer ce conflit, où le consentement passif correspond à l'inertie de la population face à des normes auxquelles elle n'adhère pas, mais qu'elles ne contestent pas non plus, contribuant ainsi au maintien de l'hégémonie mis en place par les élites au pouvoir (Bieler & Morton, 2004)³⁸.

³⁸ La période d'ordre hégémonique à laquelle nous faisons référence se base sur les observations qui découlent de l'analyse de notre corpus. En d'autres mots, il s'agit de la conclusion à laquelle nous sommes arrivées à partir des données qui nous étaient accessibles. Ces données ne représentent qu'un seul acteur social, soit les ONG qualifiées d'« agent étranger ». Cependant, bien que ce statut soit attribué aux acteurs et actrices qui diffusent des messages considérés comme subversifs par le gouvernement en place, ils ne sont pas les seuls moteurs potentiels de

En développant davantage l'analyse, nous reconnaissons que le contexte actuel en Fédération de Russie, notamment suivant la situation avec la guerre en Ukraine, peut également avoir eu un impact significatif sur la diffusion, la perception et la réception des discours. Les circonstances actuelles, marquées par des conflits géopolitiques, font en sorte que, malgré la présence de discours contestataires tels que ceux véhiculés par les ONG ciblées par notre corpus, une adhésion tacite à l'argumentaire de Moscou semble persister au sein de la société russe. Similairement, on remarque un renforcement de l'hégémonie libérale américaine. L'administration de Biden a effectivement su récupérer une partie de l'hégémonie américaine périllicite par des démonstrations de force militaire. Le positionnement géostratégique des États-Unis face au conflit qui oppose la Russie et l'Ukraine a permis un certain regain d'influence du modèle libéral auprès des autres nations (Bacevich, 2023). Cela se concrétise à travers les nouvelles adhésions à l'OTAN. Incidemment, ce regain de puissance peut aussi jouer sur le renforcement des discours liés au conservatisme éclairé en permettant au pouvoir en place de tirer avantage du sentiment nationaliste de la population ainsi que du sentiment de sécurité perçu sous l'égide du gouvernement (Bélangier, 2020; J. L. Wilson, 2015a). Dans les publications observées, cet aspect s'observe particulièrement dans la mention de l'article 20.3.3 du code des infractions administratives qui interdit les propos « discriminatoires » envers les forces armées russes (voir *fig. 11*). L'application de ce règlement par les ONG de notre corpus peut être déduite par la faible proportion de publication analysée qui aborde ce sujet, et ce, malgré les nombreux développements qui ont eu lieu pendant la période d'observation. Nous faisons ici référence plus spécifiquement à la circonscription du 21 septembre 2022 ainsi qu'à l'annexion de quatre territoires ukrainiens par la tenue de référendums qualifiés d'« illibéral » par la communauté internationale qui a également eu lieu en septembre 2022.

Il nous est donc impossible, à partir des données étudiées, de faire allusion à une période d'instabilité au sein de la Russie puisque, malgré la diffusion d'un discours alternatif, on ne peut réellement affirmer que les organisations de la société civile observées sont une force sociale suffisante pour déstabiliser le régime en place. Ainsi, même si l'interaction entre les forces sociales et l'État est présente (voir *fig. 3*), le pouvoir d'influence et de déstabilisation que semblent détenir les ONG nous apparaît comme insuffisant pour réellement perturber les forces sociales dominantes et ainsi entraîner l'émergence de nouvelles normes

changement pour renverser l'ordre hégémonique. La société russe étant complexe et dynamique, il est donc possible qu'elle soit déjà confrontée à une remise en question de l'hégémonie en place par d'autres protagonistes, surtout si l'on considère les troubles mentionnés, tels que la guerre en Ukraine et la rébellion du groupe Wagner.

et idéologies en vue de faire émerger une nouvelle période hégémonique qui correspondrait aux valeurs promues (R. W. Cox, 1987).

Dans la pensée néo-gramscienne, la lutte pour le pouvoir s'étend également à la sphère culturelle dans le sens où, pour obtenir le consentement social, il est nécessaire de diffuser des visions alternatives sur les plans des idées, des valeurs et des normes afin de créer une nouvelle vision du monde commune qui pourra être adoptée par les masses (R. W. Cox, 1993). Cette vision, dans le cas à l'étude, se base fortement sur des valeurs empruntées des discours hégémoniques d'inspiration libérale tels qu'ils sont définis par les puissances occidentales. Il s'agit donc d'un discours qui trouve difficilement appui auprès de la population puisqu'il ne tient pas compte de certains aspects culturels importants par la reprise d'une idéologie qui n'a pas évolué dans le contexte russe.

5.1.2 Des publications d'inspiration libérale : l'idéalisation d'un discours

Les thèmes associés aux discours d'inspiration libérale étaient très présents dans les publications analysées (voir tableau 7). Ces occurrences sont gage d'une apparente adhésion à un système idéologique (voir *fig.* 14) qui fait concurrence au conservatisme éclairé, critiqué par les organisations de notre corpus. On remarque que, malgré l'absence de mention des États-Unis ou du contexte américain dans les textes analysés, le discours d'inspiration libérale qui est véhiculé dans les publications est tout de même basé sur un idéal de société « américanisé » et reflète les normes présentes dans les sociétés occidentales d'aujourd'hui. Effectivement, même si les États-Unis ne sont mentionnés qu'à deux instances sur Facebook pour l'entièreté du corpus et qu'ils ne sont pas présents dans les publications sur VK, on retrouve tout de même les éléments constitutifs de cette idéologie à plusieurs reprises dans les publications analysées (voir tableau 7). L'omission du contexte américain ne nous permet donc pas d'affirmer que ce modèle n'est pas mis de l'avant par les ONG dans leur promotion d'un système libéral. En d'autres mots, l'absence de référence explicite aux États-Unis dans leur discours ne signifie pas nécessairement que ces organisations n'adhèrent pas, de manière sous-entendue, à la vision du monde dominante incarnée par les États-Unis, c'est-à-dire une démocratie de marché fondée sur le respect des droits individuels et le capitalisme néolibéral.

Nous remarquons d'ailleurs un nombre plus important de mentions de l'Union européenne dans les publications de notre corpus, soit cinq sur VK et sept sur Facebook. Outre les mentions directes à l'Europe et à l'Union européenne, un nombre conséquent de marques liées à des organes de l'Union européenne

ont été mentionné, plus spécifiquement la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), le Conseil de l'Europe et la Commission européenne (voir *fig. 12*). L'adoption dans le monde occidental de l'hégémonie libérale fait en sorte que, indifféremment du contexte qui est cité, on retrouve une uniformité holiste dans les préceptes qui sont mis de l'avant. Nous attirons d'ailleurs l'attention sur le fait que les périodes visées par la collecte de données coïncident avec le retrait de la Fédération de Russie de la CEDH. Cet événement a été mentionné dans les publications et a donc eu une incidence sur notre corpus.

La plus forte présence de publications portant sur l'Union européenne laisse aussi entrevoir l'interdépendance entre les sources de financement et la teneur des messages qui sont partagés. Avec l'interdiction de financement d'USAID par le gouvernement russe (Brechenmacher, 2017; Henderson et al., 2021), certaines des organisations semblent s'être tournées vers l'UE pour rechercher ses bailleurs de fonds. On note un nombre conséquent d'organisations qui ont reçu le statut d'« agent étranger » suite à la réception de fonds issus d'organisations ou encore de gouvernements européens. De manière plus spécifique, sur les onze organisations initialement identifiées, neuf ont été ciblées pour la supposée réception de fonds étrangers et cinq d'entre ces neufs auraient reçu de l'argent de fonds européens. Il y a également deux organisations dont la provenance des fonds n'est pas spécifiée (voir tableau 2).

La propension à diffuser un discours basé sur la pensée libérale s'observe aussi dans la mise de l'avant des valeurs libérales par les organisations de notre corpus. Les nombreuses mentions de ces valeurs, sous plusieurs formes (voir *fig. 12*), sont une marque forte de la promotion d'une idéologie libérale. Dans le cas de la Fédération de Russie, cette propension dénote du caractère perturbateur qui leur a été attribué par le gouvernement de Poutine. Bien qu'ayant des audiences restreintes, ces ONG demeurent des actrices sociales actives dans le pays. En mettant l'accent sur les valeurs libérales, ces ONG performant leur statut aux yeux du pouvoir en place. Ainsi, leur engagement dans la promotion de l'idéologie libérale est perçu comme une tentative d'influencer l'opinion publique russe et de façonner le discours social et politique. Cette dynamique au sein des discours qui sont véhiculés dans le territoire soulève de nombreux débats qui opposent la liberté d'expression à la souveraineté nationale.

La diffusion d'idées politiques et sociales est un aspect essentiel de toute société démocratique. Cependant, dans certaines régions du monde, des défis surgissent lorsqu'un message d'inspiration libérale est propagé. Cette situation est en adéquation avec ce que nous avons pu observer dans les discours en ligne des ONG russes qualifiées d'« agents étrangers » qui ont fait parties de notre corpus. Cette

qualification leur est d'ailleurs attribuée par le gouvernement russe selon cette justification, suscitant ainsi des controverses quant à la nature de leur travail et à l'impact de leurs actions sur la société russe (Brechenmacher, 2017; Malkova, 2020). Leur persévérance dans la promotion de ces idéaux témoigne de leur engagement envers un idéal libéral, malgré les défis et les pressions auxquels ces organisations sont confrontées. Nous apportons la distinction selon laquelle la promotion des valeurs libérales dans les discours publiés n'est pas nécessairement inhéremment liée au financement qu'elles reçoivent, tel qu'il est conclu par le gouvernement de Vladimir Poutine. Il est effectivement possible que la propension à diffuser des messages d'inspiration libérale provienne d'un processus interne de l'organisation et donc dépend d'une volonté plus intrinsèque. Cette idée est mise de l'avant dans le document justifiant l'appel de l'organisation Mémorial suivant sa dissolution pour non-respect de la loi sur les « agents étrangers ». Dans leur texte, soumis à la première cour d'appel russe, il est inscrit que :

selon la décision de la Cour constitutionnelle, la présence de financements étrangers en soi ne peut remettre en question la loyauté de telles organisations envers leur État. Autrement, cela ne serait pas seulement incompatible avec la nécessité constitutionnelle d'assurer la confiance mutuelle et le respect entre les citoyens (leurs associations) et l'État, mais cela contredirait également la première partie de l'article 21 de la Constitution de la Fédération de Russie, qui impose à l'État l'obligation de protéger la dignité de la personne et de ne pas permettre qu'elle soit diminuée. [traduction libre] (Мемориал, 2022)

Cette interprétation de la constitution russe met en exergue l'indépendance relative des ONG par rapport à leurs bailleurs de fonds. Le recours au système de justice pour régler le différend, au lieu de recourir à des actions plus militantes comme une pétition, fait aussi écho à ce que nous avons trouvé dans notre corpus, c'est-à-dire une certaine confiance dans les institutions étatiques, plus précisément le système de justice (voir *fig. 15*). La présence marquée du thème de la justice, combinée à celui d'un État de droit, est affilié à la promotion d'idées libérales puisque, comme mentionné dans le précédent chapitre, cela contribue activement à l'élévation des droits et libertés individuelles au rang d'idéal de société. Un nombre conséquent de marqueurs présents dans les publications les plus populaires analysées participent également à cette vision. Outre l'État de droit et la justice déjà mentionnée, on peut citer les tribunaux internationaux, la Cour européenne des droits de l'Homme et les droits et libertés individuelles qui se sont à leur tour déclinés dans le corpus sous forme de liberté d'expression, de droits d'association, de droit de manifester, de droit des travailleur-euse-s et de droit d'auteur (voir *fig. 12*).

Il est intéressant de noter l'évolution du discours libéral au sein de ses plus fervents défenseurs. En effet, on remarque que l'Europe et les États-Unis ont largement et arbitrairement modifié les préceptes de cette

idéologie, ce qui s'est notamment cristallisé sous la présidence de Donald Trump (Bacevich, 2023). Les ONG de notre corpus font pour leur part référence à une version du libéralisme idéalisée. Toutefois, le libéralisme, par essence, se base sur des postulats qui mettent en exergue un individualisme propriétaire qui perçoit la société comme une entrave à la liberté individuelle (Fuchs, 2020). Cette conception individualiste est souvent dépourvue de solidarité sociale et envisage la liberté principalement dans une perspective capitaliste en s'appuyant sur des mécanismes du droit et du marché pour réguler la société (Insel & Hénin, 2021). Ces mêmes postulats se retrouvent en conflit avec certains aspects culturels de la société russe qui possède une vision plus collectiviste de la société, ce qui se traduit notamment par la promotion d'une identité commune (V. Morozov, 2016).

Quelles que soient les motivations qui animent les textes diffusés en ligne par ces organisations, la mise en avant des valeurs libérales, en dépit des contraintes imposées par le gouvernement russe, révèle d'une volonté d'offrir une alternative de réforme au discours dominant (J. L. Wilson, 2015a). Cette volonté est toutefois subordonnée à la reprise d'une idéologie qui appartient au discours d'une élite occidentalisée et qui ne rend pas nécessairement compte des intérêts et de la culture des classes subalternes russes. Le vide qui persiste dans les discours libéraux et qui en fait son principal critère d'adaptabilité fait en sorte qu'il ne peut s'agir d'une réelle alternative consistante au régime actuellement en place (V. Morozov, 2010a). Au contraire, cela souligne l'importance cruciale de la réflexion critique sur les principes fondateurs de tout ordre politique. La distinction entre les institutions et les pratiques démocratiques et non démocratiques doit être fondée non pas sur un principe immuable accepté sans esprit critique, mais sur des dynamiques politiques internes et une lutte endogène pour l'hégémonie. Nous remarquons toutefois que le discours mis de l'avant par les ONG de notre corpus ne remet pas en cause les institutions. Cette dynamique complexe met en évidence les tensions entre l'aspiration à la libre expression et la préservation de la souveraineté nationale.

5.1.3 Un discours qui évolue dans un environnement hostile

Il a été souligné à plusieurs reprises que les organisations qualifiées d'« agent étranger » sont soumises à des normes rigoureuses, notamment sur les plans administratif et communicationnel. Ces normes imposent entre autres aux organisations l'obligation d'afficher leur statut sur toutes leurs communications en plus de devoir soumettre fréquemment de nombreux rapports sur leurs activités et leur financement (Brechenmacher, 2017). L'interdiction de certains bailleurs de fonds, comme USAID (Henderson et al., 2021), est d'autant de nouveaux paramètres qui ont des effets directs sur les capacités matérielles des

organisations de notre corpus à véhiculer leurs idées et ainsi avoir un plus grand pouvoir d'influence sur les institutions (voir *fig. 4*). Ces enjeux se traduisent sur les réseaux sociaux par la forte prévalence des publications de type « fonctionnelle ». Ces publications, qualifiées ainsi puisqu'elles répondent à un besoin pratique plus qu'idéologique, sont gages d'une précarité face au maintien de leurs activités. On remarque effectivement un certain détournement du besoin d'informer au profit de l'autopromotion (voir *fig. 19*). Cela s'observe particulièrement aussi dans toutes les publications qui demande des dons à leur communauté (voir *fig. 22*), ce qui s'est observé à deux reprises parmi les 35 publications dites « fonctionnelles » répertoriées sur Facebook et à deux reprises dans les 32 identifiées sur VK.

Il est également intéressant de noter que, outre les demandes directes de dons, les organisations ont partagé une diversité de services qui permettent également de récolter des fonds. Parmi ces initiatives, nous avons noté la vente d'ouvrages ou de périodiques, la présence à des foires pour vendre des produits ou encore l'offre de formations payantes. Tous ces moyens de financement sont autant d'exemples qui mettent en lumière les difficultés structurelles auxquelles sont confrontées les organisations qui opèrent en étant incluses dans le registre des « agents étrangers » du gouvernement russe.

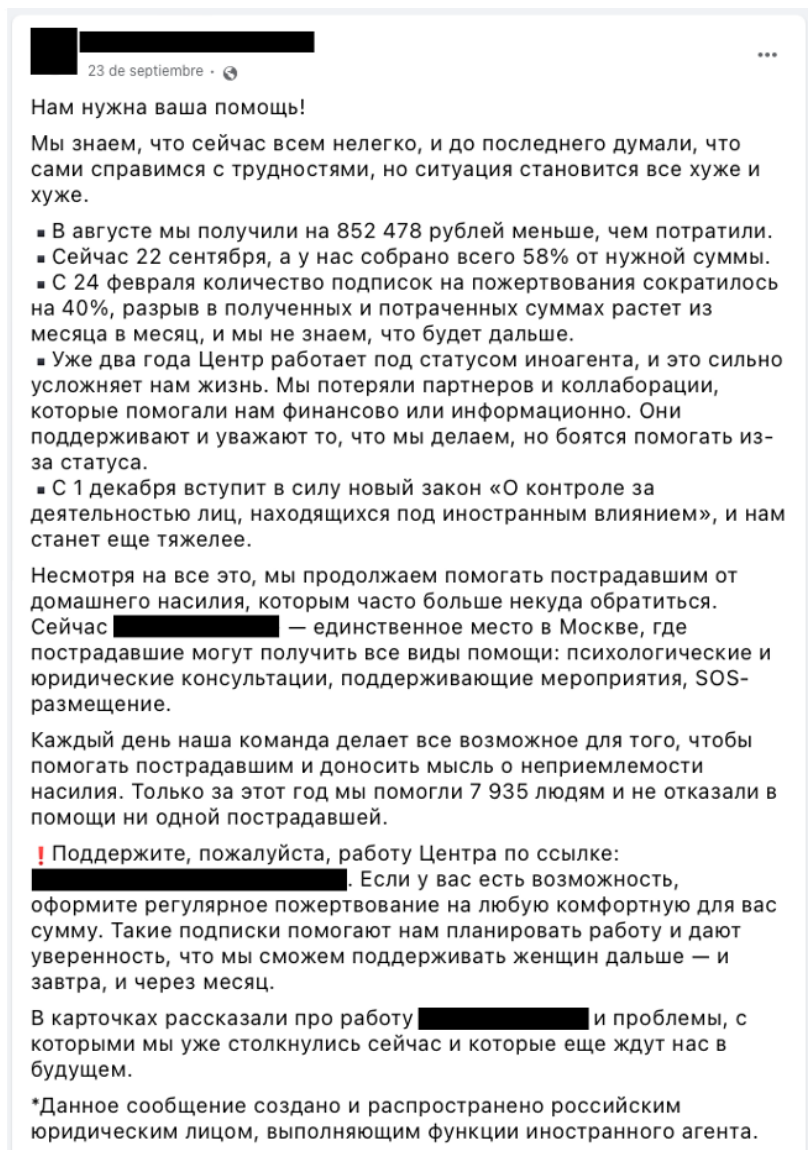
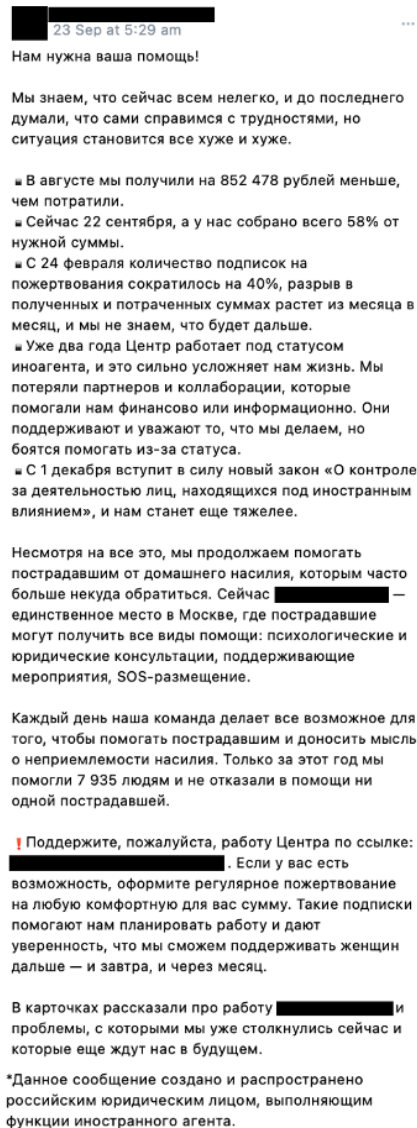


Figure 22 : Publication de l'organisation B sur VK (gauche) et Facebook (droite) demandant aux abonné-e-s de faire un don à leur campagne³⁹

Il apparaît par ailleurs que l'objectif de miner la crédibilité des organisations qualifiée d'« agents étrangers » possède une incidence sur la réception des publications si on considère les faibles taux d'engagement (voir tableau 10) qui ont été observés. Il nous apparaît évident que la portée et possiblement la crédibilité des messages qui sont diffusés ont été atteintes défavorablement par ce label. La désignation d'« agent étranger », utilisée par le gouvernement russe pour discréditer leur travail

³⁹ La publication sollicite les membres de la communauté à faire un don à l'organisation. Pour lire la traduction intégrale du texte de la publication, voir Annexe C.

(Levada-Center, 2017), semble semer le doute dans l'esprit des citoyens quant à leur indépendance et susciter la méfiance à leur égard.

5.2 Le statut d'« agent étranger » : un mécanisme arbitraire

Notre étude a démontré une grande variété de sujets abordés par les organisations du corpus. Par ailleurs, l'argumentaire sur lequel se base le Kremlin pour justifier l'attribution de ce statut, soit l'influence étrangère dans les affaires internes du pays, n'a pas pu être prouvé par les données analysées dans notre corpus. En effet, même si une majorité des organisations présentent des marques du discours libéral dans les textes de leurs publications, certaines organisations s'inscrivent, pour leur part, dans le conservatisme éclairé. Cette adhésion aux normes véhiculées dans le discours hégémonique russe, allié à un large éventail de thèmes et sujets et des motifs variés pour l'inclusion au registre (voir tableau 2) vient contester cette justification de la part du gouvernement de Poutine. Nous attirons également l'attention sur le cas d'Action Humanitaire qui a été retiré du registre pendant la période d'observation. Pourtant, outre le retrait de la mention d'agent étranger au bas de chaque publication, nous n'avons pas remarqué de changement significatif dans les sujets abordés par ladite organisation. Cet événement témoigne à notre sens de la large disposition de la loi qui permet aux autorités de l'appliquer à un grand nombre d'entités sans pourtant que ces dernières soient réellement concernées.

La qualification d'« agent étranger » peut avoir un impact significatif sur la liberté d'expression et la société russe dans son ensemble. Les ONG ainsi étiquetées peuvent faire face à une surveillance accrue, à des contraintes financières et juridiques, ainsi qu'à une stigmatisation sociale (Brechenmacher, 2017). Cela crée un climat d'autocensure, qu'on observe par l'exclusion quasi complète de certains sujets comme la guerre en Ukraine, et limiter la diversité des opinions dans l'espace public, réduisant ainsi le débat démocratique.

5.3 L'accélération de l'information : un processus réductionniste

L'accélération de l'information qui est entraînée par l'utilisation des plateformes numériques (Fuchs, 2021; Srnicek, 2017) s'observe dans notre corpus par le peu de thèmes qui sont abordés dans chacune des publications analysées. Effectivement, la grande majorité des publications n'aborde qu'un ou deux des thèmes identifiés dans son texte. Plus précisément, il a été calculé qu'en moyenne, 1.54 thème se retrouvait dans une publication sur VK et 1.46 pour Facebook. Cette tendance s'applique aussi aux organisations qui dérogent rarement des thèmes et des marqueurs qui se rattachent à leur mission ou

encore à leur champ d'expertise. Cet aspect nous informe d'une tendance réductionniste que les réseaux sociaux opèrent sur l'information. Cette inclinaison joue dans l'impérialisme des plateformes numériques en modifiant le paysage médiatique par la mise en place de nouvelles normes de rédaction.

L'évolution de la diffusion de l'information à l'ère des réseaux sociaux a radicalement changé la dynamique de l'information et a eu un impact majeur sur la société dans son ensemble (Srnicek, 2017). Ce que nous constatons à travers l'analyse des données qui ont été collectées c'est que les plateformes comme VK et Facebook ont créé des environnements qui sont très délimités et dans lesquels l'information circule rapidement. Un nombre total de 740 publications a en effet été répertorié, soit 364 sur Facebook et 376 sur VK. Considérant qu'un total de neuf organisations a fait partie du corpus final, cela correspond à une moyenne de 40.4 publications sur Facebook et 41.8 publications sur VK par organisation pour une période de deux mois (61 jours). Nous soulignons que l'organisation la plus assidue dans ses publications sur les réseaux sociaux, soit la Fondation du Centre régional de défense des droits des médias, a eu une fréquence de publication supérieure à une par jour (voir tableau 10).

En tenant compte de l'interaction qui existe entre les plateformes numériques et le milieu dans lequel elles évoluent (voir *fig. 2*), on note aussi que cette relation a une incidence sur les contenus qui ont été partagés en ligne par les organisations observées. Il est possible de voir dans les publications partagées l'influence que les plateformes possèdent sur les contenus qui sont partagés et, plus précisément, sur les contenus qui ont eu le plus de réactions. Dans un premier temps, la quantité non négligeable de contenus catégorisés comme « fonctionnel » met en évidence le fait que, dans le contexte actuel où les TIC ont redéfini la diffusion des messages idéologiques à travers les plateformes en ligne, de nouvelles configurations de pouvoir et de contrôle de l'information ont émergé (Fuchs, 2021). Avec des tendances telles que la réduction de la visibilité des sujets politiques sur des plateformes comme Facebook, cette observation soulève des questions importantes quant à la diversité des discours en ligne et à leur possible fragmentation.

En outre, les réseaux sociaux, qui ont souvent été célébrés à tort pour leurs vertus démocratiques (Gillespie, 2010; E. Morozov, 2012), ont une structure qui limite l'émergence d'un véritable discours contre-hégémonique. Les algorithmes présents dans leurs architectures renforcent les faiblesses inhérentes du discours, le confinant souvent à l'intérieur de bulles informationnelles, qui porte entrave à un véritable échange entre les idées. Cette configuration technique, qui profite davantage aux

mouvements spontanés alimentés par des émotions fortes, permet peu d'échanges de fond et de réels changements sociaux. Les organisations de notre corpus, qui sont confinées à ces médiums par la coercition des lois qui régissent le statut d'« agent étranger », sont donc forcées d'adopter les logiques des plateformes des réseaux sociaux sous peine d'être pénalisées par les algorithmes. Cette contrainte se manifeste par la rapidité, la régularité et le manque d'analyse approfondie de leurs publications, ainsi que par l'intégration d'éléments multimédias à leurs textes (voir *fig. 23* et *24*).

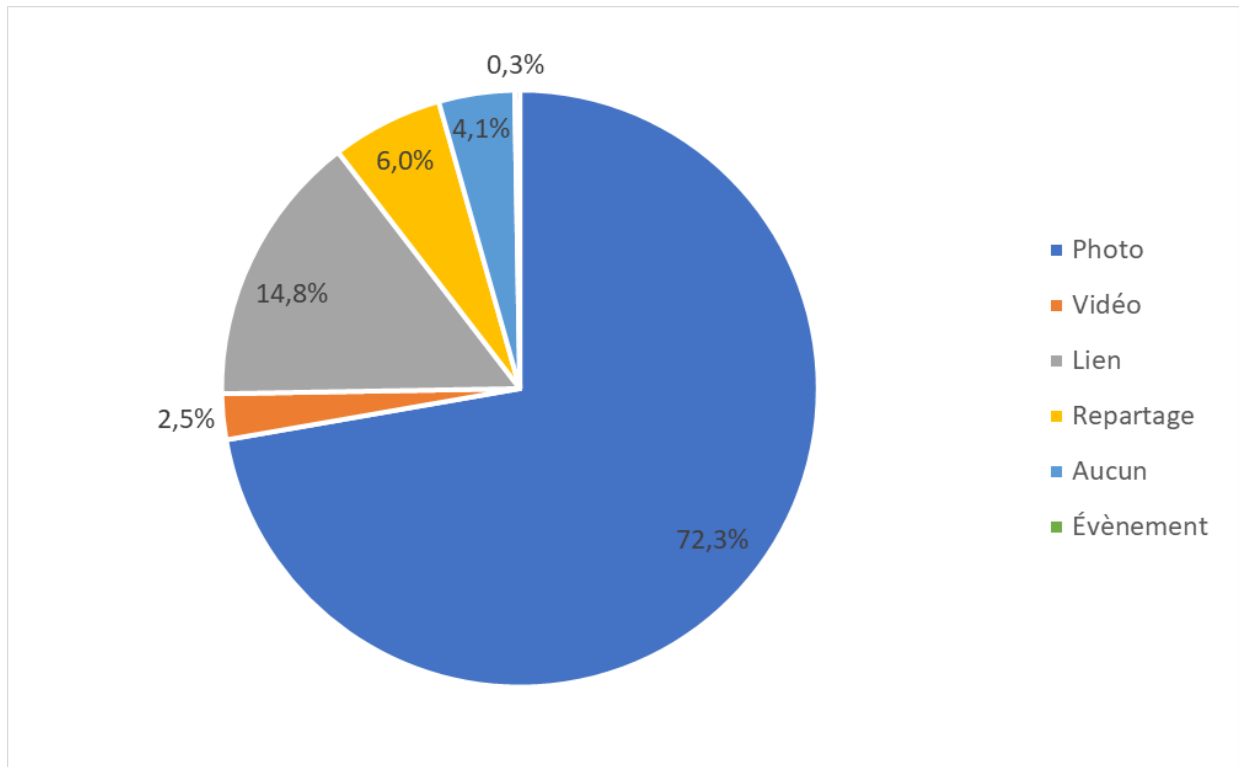


Figure 23 : Représentation graphique des multimédias utilisés dans les publications sur Facebook présents dans le tableau 11

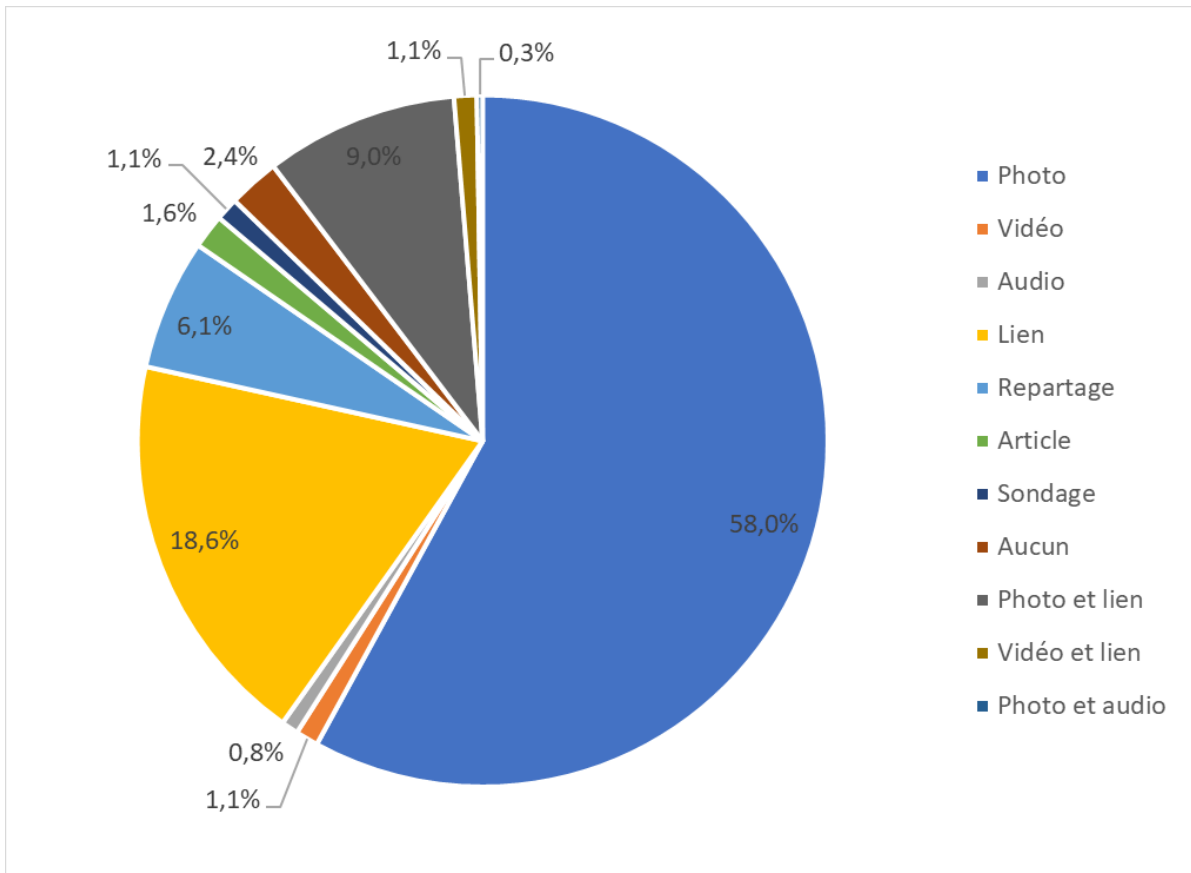


Figure 24 : Représentation graphique des multimédias utilisés dans les publications sur VK présent dans le tableau 12

Les données analysées révèlent un paysage en ligne où les publications spécifiques et ayant une portée idéologique restreinte dominant, ce qui contraste avec le rôle central que jouent les plateformes dans la diffusion de l'idéologie et dans la reconfiguration des relations de pouvoir. Cette complexité nous amène à réfléchir à l'influence croissante de ces acteurs privés sur l'espace public en ligne et à la façon dont les discours évoluent au fil du temps.

5.3.1 Fragmentation des discours et fragmentation des espaces

La fragmentation des discours et des espaces dans le contexte numérique réfère pour sa part à la tendance pour la spécialisation des contenus et des discussions en ligne. Avec l'avènement des technologies numériques et des plateformes en ligne, l'espace médiatique traditionnel s'est étendu pour inclure une multitude d'offres de contenus, chacun offrant un espace pour l'expression et l'interaction. Le nombre restreint de thèmes abordés dans chaque publication et la délimitation des sujets par les organisations suivant leur champ d'intérêt sont d'autant de pratiques qui encourage ce phénomène qui, à son tour, à

une incidence sur l'éclatement des discours et la création d'espaces spécialisées où les utilisateur-trice-s des plateformes peuvent se retrouver en communauté spécifique.

La fragmentation des discours est aussi un facteur qui vient entraver la potentielle guerre de position qui pourrait émerger du travail de reconfiguration des cadres discursifs par les ONG. Le travail qui est fait en « silo » vient nuire à une quelconque coordination entre ces acteurs, et cela se manifeste par un manque de contestation systématique du discours hégémonique russe ou encore par l'absence d'un réel projet de société qui découlerait d'une concertation entre les divers-e-s actrices et acteurs qui composent la société civile russe. Les différentes organisations semblent mener leurs actions de manière isolée, chacune poursuivant ses propres missions et objectifs. La fragmentation des enjeux abordés au sein des discours met en lumière des carences dans la coordination d'un message qui pourrait avoir un impact plus prononcé sur l'opinion publique.

Les plateformes en ligne, qui ont évolué bien au-delà de leur rôle d'intermédiaires neutres, jouent désormais un rôle crucial dans la régulation des débats publics et de la diffusion de l'information. Elles exercent un pouvoir considérable en matière de censure et de normalisation, et leur influence sur les activités qu'elles supervisent leur confère une position centrale dans l'organisation et la régulation de notre vie sociale (Bigot et al., 2021, p. 10). Ce phénomène a donné naissance à une dynamique de plateformes, où des entités privées se chargent de la gestion d'un nombre croissant d'activités sociales (Bigot et al., 2021). En Russie, cette évolution est particulièrement pertinente compte tenu de la manière dont les plateformes numériques sont intégrées dans le tissu culturel du pays. La propriété du RuNet, actuellement mis à profit par le gouvernement à des fins de contrôle social, offre un potentiel transformateur pour les sociétés qui ne semble actuellement pas investi à sa pleine capacité par la société civile.

Dans le contexte numérique global actuel, les GAFAM sont devenus un symbole de l'impérialisme culturel américain, exerçant une influence considérable sur la manière dont l'information est consommée et diffusée à l'échelle mondiale. L'ascension de plateformes numériques nationales, comme c'est le cas dans la Fédération de Russie, peut offrir une alternative à ce modèle. En effet, bien que les exemples de souveraineté numérique qui existent actuellement soient orientés vers l'instauration de systèmes de contrôle étroit et de surveillance de la population, comme c'est le cas en Russie et en Chine, ce modèle de gestion du cyberspace pourrait offrir la possibilité aux pays d'avoir une plus grande autonomie sur leur

espace numérique. En d'autres mots, bien que ces structures numériques en Russie soient actuellement ancrées dans des discours autoritaires, elles peuvent être repensées et réappropriées par des mouvements sociaux pour contester cette domination. En adoptant une plus grande souveraineté numérique, les pays et les mouvements peuvent chercher à établir des plateformes indépendantes et des réseaux qui reflètent leurs valeurs et leurs priorités culturelles (Budnitsky, 2020).

5.4 Facebook et VK : des incontournables?

Quand on observe les moyennes de réactions très faibles sur les réseaux sociaux obtenues par certaines organisations (voir tableau 10), il devient pertinent de se questionner sur l'intérêt d'alimenter ces plateformes. En effet, de par leur modèle d'affaires et leur fonctionnement selon l'UGC, les réseaux sociaux sont toujours en quête de contenus qui pourront récolter des réactions de la part des publics pour alimenter le nombre de données qu'ils collectent et ainsi obtenir plus de revenus publicitaires (Srniczek, 2017). Ainsi, la tendance à la plateformisation entraîne une transformation où tous les utilisateur-trice-s se métamorphosent en agent-e-s de production, instaurant de nouveaux rapports de production (Bullich, 2021). Les organisations qui publient sur ces plateformes deviennent tacitement complices de ce modèle et se voient dans l'obligation de fournir de « bons » contenus. En somme, elles doivent investir du temps considérable pour créer des publications qui sont adaptées aux recommandations des plateformes et ainsi générer de l'engagement. En contrepartie, elles obtiennent la possibilité de partager leur message à une large audience à peu de coûts.

Les organisations analysées ont été choisies spécifiquement pour leur niveau d'activité sur VK et Facebook, c'est-à-dire leur fréquence de publication. Ainsi, il est possible de conclure qu'elles participent activement à cette dynamique. Or, quand l'engagement fait défaut, comme c'est le cas notamment pour l'organisation Tak-Tak-Tak, il nous apparaît important de soulever l'enjeu de la réciprocité. Plus précisément, il s'agit de questionner ce que la plateforme peut offrir à ces organisations en échange de leur travail. Par ailleurs, en tenant compte des taux presque systématiquement plus bas sur Facebook (voir *fig.* 25), le choix de s'investir sur cette plateforme apparaît comme une mauvaise gestion des ressources temporelles et financières disponibles pour ces organisations dont les moyens sont déjà limités par la législation sur les « agents étrangers » qui réduit leurs sources de financement possibles. Et pourtant, les organisations de notre corpus s'y investissent quand même en publiant presque aussi fréquemment que sur le penchant russe VK (voir tableau 10). Cela témoigne de l'impérialisme de la plateforme, plus largement de Meta, qui est devenu un « incontournable » dans le paysage médiatique mondial.

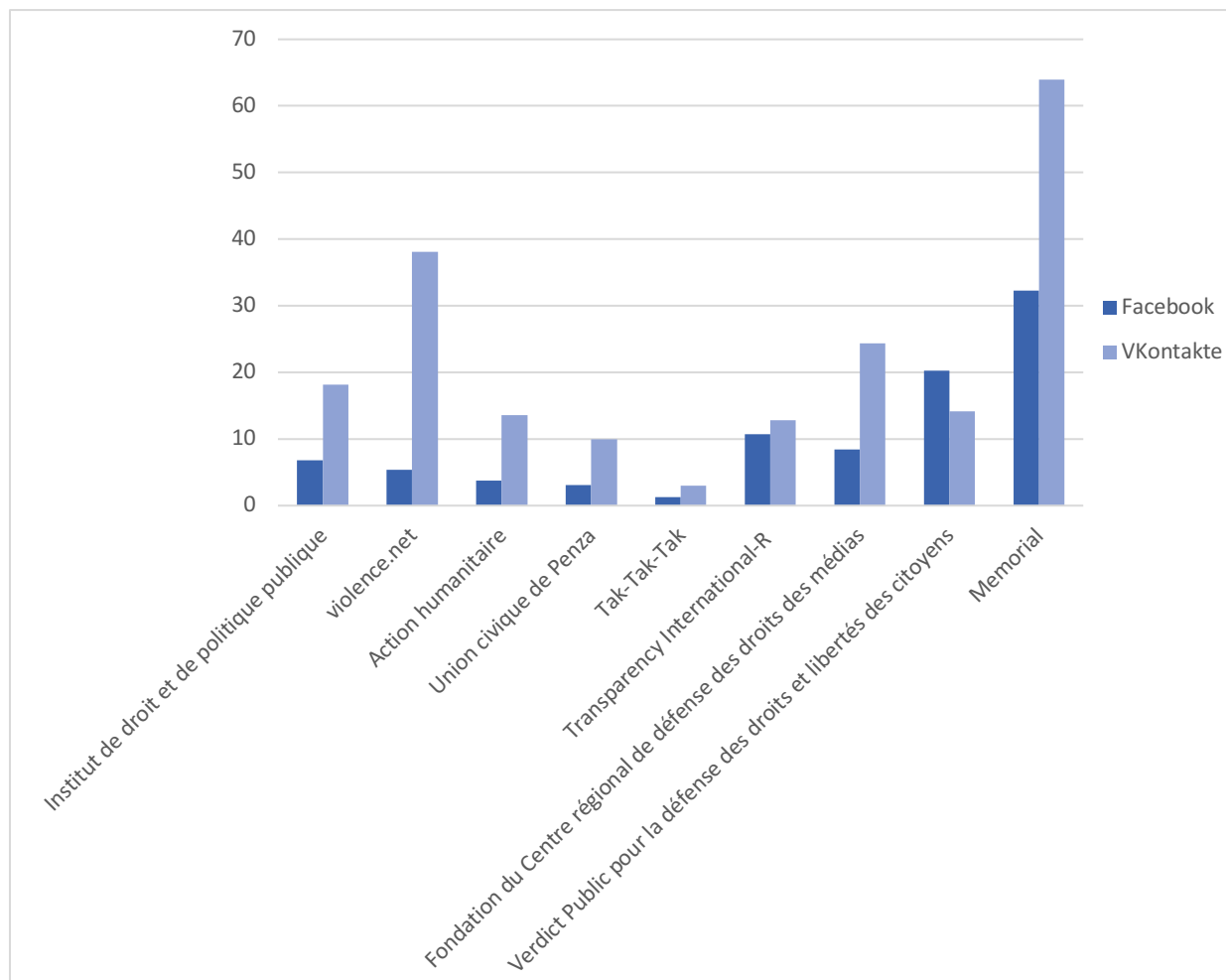


Figure 25 : Comparaison du volume moyen de réactions

Dans un autre ordre d'idée, en utilisant de manière soutenue le réseau social Facebook, les organisations doivent se plier aux règles de la plateforme de Meta, notamment le fait que la plateforme décourage fortement l'utilisation de liens externes qui redirigent les utilisateur-trice-s hors de la plateforme. Dans cette optique le partage de lien a été conséquemment plus restreint dans les publications les plus populaires observées sur Facebook que sur celles partagées sur VK (voir tableau 13). L'écosystème clos que cela engendre est un facteur qui vient renforcer le potentiel d'influence de la plateforme sur les paysages médiatiques.

Le fonctionnement de la plateforme VK suscite également des réflexions sur la nature de la communication en ligne. Comme cela est montré par la publication du groupe Civic Contrôle (voir fig.5), VK impose des limitations à la modification des publications, ce qui peut influencer l'utilisation de la plateforme,

particulièrement dans un contexte comme celui de la Fédération de Russie où l'expression d'opinion en ligne est plus fortement régie. À titre d'exemple, nous pouvons citer l'article 20.3.3 du code des infractions administratives qui a été utilisé pour restreindre la diffusion de messages exprimant une vision contraire à celle du Kremlin sur la guerre en Ukraine. Considérant que les discours admis par l'État sur la place publique sont sujet à changement, en ne pouvant pas modifier leurs messages en ligne, les organisations s'exposent à des risques non négligeables. Cette volatilité des décisions politiques engendre une grande incertitude pour les acteurs et les actrices qui souhaitent prendre une place dans le débat public. Il ne faut donc pas négliger le fait que le design des plateformes en ligne est toujours intentionnel et politique. Ainsi, même si les marques d'un discours capitaliste sont peu fréquentes dans les textes des publications (voir tableau 7), le simple choix de diffuser des messages sur des plateformes numériques à vocation lucrative contribue au renforcement de ce système dans la société. L'écosystème fermé des plateformes numériques de Méta, créé pour maximiser les revenus publicitaires, joue tout de même un rôle clé dans la façon dont l'information circule et les idéologies se propagent en ligne.

Cela étant dit, nous apportons la précision que l'opacité du mode de fonctionnement de Facebook et VK, qui ne partagent pas les algorithmes qui régissent les décisions de la plateforme (Srnicsek, 2017), fait en sorte qu'il est difficile d'émettre des conclusions probantes. Nous ne pouvons qu'émettre des pistes de réponse à la lumière des données que nous avons pu observer.

5.4.1 Un investissement marqué des espaces numériques

Afin de se conformer aux normes de mise en forme et de présentation de contenu établies par les plateformes, les organisations ont ajusté la manière dont elles expriment leurs messages, conformément aux directives de ces plateformes. Cette adaptation s'exprime notamment par une utilisation plus marquée de contenus multimédias dans leurs publications (voir tableau 13). Cette démarche de conformité nécessite un investissement substantiel en ressources, comme cela est souligné dans la publication de recherche d'une employée spécifiquement dédiée à la création de contenus en ligne au sein d'une des organisations de notre échantillon (voir *fig. 18*). Cette tendance révèle une inclinaison à ajuster les discours pour mieux s'insérer dans les algorithmes de manière à générer davantage de clics. Cette approche de plateformes démontre que les modèles préétablis par les plateformes établissent désormais la norme pour les secteurs économiques qui sont tributaires de ces plateformes.

CONCLUSION

Dans cette conclusion, nous présentons les principaux résultats de notre étude, mettant en lumière son importance dans le champ de la communication. Les limites liées à cette recherche seront également présentées ainsi que des pistes d'analyse pour de futures investigations sur la question de l'hégémonie et de la contre hégémonie des discours qui évoluent dans le paysage politique russe.

Dans un premier temps, rappelons que ce mémoire visait à étudier la forme que prennent les marques du discours libéral américain et celles du conservatisme éclairé russe dans les discours en ligne des organisations qualifiées d'« agent étranger ». Pour ce faire, une dizaine d'organisations ont été identifiées à partir du registre des « agents étrangers » disponible sur le site du ministère de la Justice de la Fédération de Russie (Министерство юстиции Российской Федерации, s. d.). Une attention particulière a été apportée à l'influence des plateformes et des motifs d'ajout au registre sur les messages diffusés. Pour ce faire, les concepts d'hégémonie, de contre hégémonie et d'impérialisme culturel ont été mobilisés.

Sur le plan méthodologique, une ethnographie en ligne (Hine, 2020) combinée à une analyse de contenu thématique (Paillé & Mucchielli, 2012) a été réalisée. La posture non-participante que nous avons adoptée pour collecter nos données a permis d'identifier les thèmes (marqueurs) qui étaient présents dans les textes publiés sur les plateformes Facebook et VK. Combinées à une approche critique du discours, nous avons pu par la suite faire ressortir les dynamiques de pouvoir qui participent à la création et à la diffusion des messages mis en ligne (van Dijk, 1993).

La posture non-participante liée à notre méthodologie a toutefois entraîné certaines limites, plus précisément au niveau des motivations des actrices et acteurs concerné-e-s par ce mémoire. En effet, nous notons que l'impossibilité de connaître les motivations intrinsèques derrière les discours a limité notre analyse dans le sens où certaines perspectives et dynamiques internes ne nous étaient pas accessibles et n'ont donc pas pu être incorporées dans notre interprétation des phénomènes à l'étude et des logiques de pouvoir sous-jacentes.

La mouvance de l'environnement en ligne choisi pour notre terrain a également constitué un défi dans notre recherche. Cela s'est constaté notamment par le retrait de certaines organisations de notre corpus suivant la perte d'accès à leur contenu (voir *fig. 5*). Dans un même ordre d'idée, la complexité du paysage

numérique, principalement lié à l'opacité des modes de fonctionnement des réseaux sociaux numériques et de leurs algorithmes, soulève également des défis importants dans l'analyse de certains phénomènes, notamment au niveau de la réception des publications partagées sur ces plateformes. Enfin, l'aspect exceptionnellement contemporain du sujet à l'étude et de la politique russe, notamment en ce qui a trait à la guerre en Ukraine, mais également par rapport aux décisions politiques souvent arbitraires prises par l'administration du pays, engendre une certaine instabilité dans l'objet d'étude. Ces mouvements internes ont pu être observés suivant le retrait de l'organisation « Action humanitaire » du registre des « agents étrangers » (voir *fig. 6*). Bien que la grande diversité des paramètres qui composent cette recherche est, à notre sens, une des forces de notre analyse, nous reconnaissons simultanément que cela a pu engendrer un nombre plus conséquent de pistes d'investigations non explorées face à notre objet d'étude.

Nous avons tout de même été en mesure de fournir plusieurs pistes d'analyse vis-à-vis des questions de recherche identifiées dans ce mémoire. Tout d'abord, en ce qui a trait aux marqueurs présents dans les discours des ONG de notre corpus, soit la question de recherche principale qui a animé cette recherche, nous avons soulevé la forte présence d'idées issues d'un discours d'inspiration libérale. Bien que ces préceptes indiquent une volonté d'offrir une alternative au discours hégémonique russe basé sur le conservatisme éclairé, nous avons argumenté que la faible réception des publications alliées au manque de coordination entre les différent-e-s acteur-trice-s sont des freins à l'établissement d'une réelle contre-hégémonie et au renversement des élites actuellement en place. En outre, la tendance à véhiculer des valeurs d'inspiration libérale atteste de la position hégémonique que ce discours possède toujours à l'échelle mondiale. L'attention accrue portée à l'Union européenne souligne pour sa part les liens potentiels entre les sources de financement et la teneur des messages véhiculés.

Le manque d'ancrage du projet de société proposé par les ONG de notre corpus à la culture russe est aussi un aspect important que nous avons soulevé qui, selon nous, justifie partiellement la faible réception du modèle idéologique qui est mis de l'avant dans les publications. Nous inférons que le modèle hégémonique libéral, qui a obtenu un second souffle suivant la guerre en Ukraine et le renforcement de l'alliance de l'OTAN, ne permet pas de réellement trouver des échos au sein de la population russe et ainsi développer un projet de société qui serait porteur⁴⁰. En effet, nous argumentons qu'il est possible de faire

⁴⁰Nous faisons ici la distinction avec l'ancrage identitaire des discours qui est mis de l'avant par Poutine et Sourkov dans leur modèle de développement de la Fédération de Russie et son instrumentalisation comme outil de déstabilisation des régimes occidentaux. Cette posture s'est notamment cristallisée avec l'allocution de Vladimir

émerger de nouvelles alternatives au conservatisme éclairé russe et au libéralisme américain. L'absence d'alternatives autres que le conservatisme éclairé rétrograde et violent du régime de Poutine ou le libéralisme américain où les préceptes se subordonnent aux logiques de libre marché crée un « faux dilemme » qui encarcane la pensée et réduit le débat tout en renforçant les positions hégémoniques de ces deux postures au sein du paysage discursif mondial.

Ensuite, nous avons argumenté que l'ère numérique, avec l'essor des plateformes en ligne, a profondément modifié notre rapport à l'information et aux discours publics. Les résultats de notre étude mettent en évidence deux réalités distinctes, mais intimement liées. D'une part, l'imposition du modèle des plateformes numériques aux acteur-trice-s de la société civile vient subordonner les discours à vocation sociale aux logiques des entreprises privées. D'autre part, la rapidité et la délimitation des textes publiés sur les plateformes comme Facebook et VK révèlent une tendance réductionniste de l'information qui est imposée par le modèle de gestion des réseaux sociaux. Ces plateformes ont une incidence non seulement sur le type de contenu partagé, mais également sur la manière dont celui-ci est reçu et interprété. La fragmentation des discours, ainsi que l'influence dominante des géants numériques, soulèvent des questions sur l'avenir de la souveraineté numérique et la capacité des sociétés à préserver et nourrir leurs discours culturels et politiques. L'omniprésence et l'influence des plateformes numériques telles que Facebook et VK poussent les organisations à s'adapter à leurs directives, malgré les défis et les implications éthiques associés à leur utilisation. Cette adaptation n'est pas sans coût, nécessitant un investissement considérable en temps et en ressources, dans le but d'optimiser l'engagement en ligne et de répondre aux algorithmes de ces plateformes.

L'étude du contexte russe est pertinente pour mieux comprendre les implications que peut avoir le modèle que ses élites tentent d'exporter à l'échelle mondiale. L'influence croissante que ce pays possède sur certaines régions du monde, notamment l'Asie et l'Afrique (J. L. Wilson, 2015a), en fait un paramètre inaliénable à l'étude des relations internationales. Cette influence croissante n'est pas seulement le reflet d'intérêts économiques ou militaires, mais aussi d'une volonté de Moscou de remodeler le paysage

Poutine suite à la victoire de Conchita Wurst à l'Eurovision 2013 : « Les pays euro-atlantiques rejettent et oublient leurs racines, y compris leurs racines chrétiennes, qui forment pourtant la base de leur civilisation. Ils renoncent à tout fondement moral, nient toute identité nationale, religieuse ou sexuelle. Ils suivent des politiques qui mettent un trait d'égalité entre les familles nombreuses traditionnelles et les unions de personnes de même sexe. Les excès du politiquement correct entraînent en Occident la promotion de la pédophilie. Et ils entendent imposer ce modèle à tous. Cela nous mène à la décadence et à une crise morale terrible. » (Poutine cité dans Glucksmann, 2023).

discursif global et déstabiliser les régimes occidentaux. La capacité de la Fédération de Russie à influencer les perceptions et les décisions au sein des économies émergentes est devenue un élément clé des dynamiques géopolitiques, témoignant de l'évolution multipolaire du pouvoir global.

ANNEXE A

ONG agissant en tant qu'agents étrangers en Russie et leur présence sur les RSN

Nom en russe	Nom traduit	Page VK	Active	Page FB	Active
ИНТЕРРА	INTERRA	Oui	Oui	Non	N/A
ТРОИЦКИЙ ВАРИАНТ-НАУКА	TROITSKY VARIANT SCIENCE	Oui	Oui	Oui	Oui
Друзья Балтики	Les amis de la Baltique	Oui ¹	N/D	Oui ¹	N/D
Благотворительный фонд развития филантропии	Fondation caritative pour l'avancement de la philanthropie	Oui	Oui	Oui	Non
Туба калык	Tuba Kalyk	Non	N/A	Non	N/A
Лилит	Lilit	Non	N/A	Non	N/A
Гражданин.Армия.Право	Citoyen.Armée.Droit	Non	N/A	Non	N/A
Центр гендерных исследований	Centre de recherche sur le genre	Non	N/A	Non	N/A
Нижегородский центр немецкой и европейской культуры	Centre de la culture allemande et européenne de Nijni Novgorod	Non	N/A	Non	N/A
Институт права и публичной политики	Institut de droit et de politique publique	Oui	Oui	Oui	Oui
Фонд борьбы с коррупцией	Fondation Anti-Corruption	Oui	Oui	Oui	Oui
Альянс врачей	Alliance des médecins	Oui	Oui	Oui ²	N/D
НАСИЛИЮ.НЕТ	nasiliu.net	Oui	Oui	Oui	Oui
Мы против СПИДа	Nous contre le sida	Oui	Non	Oui ²	N/D
СВЕЧА	Candle (SVECHA)	Non	N/A	Non	N/A
Открытый Петербург	Open Petersburg	Oui	Non	Non	N/A
Гуманитарное действие	Action humanitaire	Oui	Oui	Oui	Oui
Лига Избирателей	La Ligue des électeurs	Oui	Non	Oui	Non
Правовая инициатива	Justice Initiative	Oui	Non	Oui	Oui

Пензенский Гражданский Союз	Union civique de Penza	Oui	Oui	Oui	Oui
Хасдей Ерушалаим	Hasdei Yerushalayim	Oui	Non	Oui	Oui
Центр поддержки и содействия развитию средств массовой информации	Centre de soutien et de promotion des médias	Non	N/A	Non	N/A
Фонд «В защиту прав заключенных»	Fondation pour la défense des droits des prisonniers	Oui	Non	Oui	Oui
Горячая Линия	Hot Line	Non	N/A	Non	N/A
Центр социально-информационных инициатив Действие	Centre pour les initiatives d'information sociale Action	N/A	N/A	Non	N/A
Институт глобализации и социальных движений	Institut sur la mondialisation et les mouvements sociaux	Oui ³	N/D	Non	N/A
Благотворительный фонд помощи осужденным и их семьям	Fonds de charité pour les condamnés et leurs familles	Oui	Oui	Oui	Oui
Фонд Тольятти	Fondation Togliatti	Oui ³	N/D	Non	N/A
Новое время	Temps nouveau	Non	N/A	Non	N/A
Серебряная тайга	Silver Taiga	Oui	Oui	Oui	Non
Так-Так-Так	Tak-Tak-Tak	Oui	Oui	Oui	Oui
Информационно-аналитический центр « Сова »	Le Centre d'information et d'analyse Sova	Non	N/A	Non	N/A
Информационно-методический центр « Анна »	Anna : Information and Methodological Centre	Oui	Non	Oui	Non
Проект Апрель	Projet Avril	Oui	Non	Oui ¹	N/D
фонд « Самарская губерния »	Fondation de Samara Gubernia	Oui	Oui	Non	N/A
Эра здоровья	Ère de la santé	Non	N/A	Non	N/A
Аналитический Центр Юрия Левады	Le Centre d'analyse Yuri Levada	Oui	Non	Oui	Oui
Издательство Парк Гагарина	Maison d'édition Parc Gagarine	N/A	N/A	Non	N/A
Фонд Андрея Рылькова	Fondation Andrei Rylkov	Non	N/A	Oui	Non
Сфера	Sphere	Non	N/A	Non	N/A

Центр охраны здоровья и социальной защиты «СИБАЛЪТ»	Centre de santé et d'aide sociale SIBALT	Oui	Non	Non	N/A
Уральская правозащитная группа	Groupe des droits de l'homme de l'Oural	Non	N/A	Non	N/A
Женщины Евразии	Femmes d'Eurasie	Non	N/A	Oui	Non
Рязанский Мемориал	Mémorial de Ryazan	Oui	Oui	Non	N/A
Екатеринбургское общество « МЕМОРИАЛ »	Mémorial d'Ekaterinburg	Oui	Non	Non	N/A
Институт прав человека	Human Rights Institute	Non	N/A	Non	N/A
Фонд защиты гласности	Fondation pour la défense de la glasnost	Non	N/A	Oui	Oui
научно-информационный центр « МЕМОРИАЛ »	Centre d'information scientifique MÉMORIAL	Oui	Non	Oui	Non
Российский исследовательский центр по правам человека	Centre de recherche russe pour les droits de l'homme	Non	N/A	Oui	Oui
Дальневосточный центр развития гражданских инициатив и социального партнерства	Centre d'Extrême-Orient pour le développement des initiatives civiques et du partenariat social	Oui	Non	Oui	N/D
Гражданское действие	Action civique	Non	N/A	Oui	Non
Центр независимых социологических исследований	Centre for Independent Sociological Research	Oui	Oui	Oui	Non
Сутяжник	SUTYAZHNIK	Non	N/A	Non	N/A
АКАДЕМИЯ ПО ПРАВАМ ЧЕЛОВЕКА	HUMAN RIGHTS ACADEMY	N/A	N/A	Non	N/A
Центр развития некоммерческих организаций	Centre pour le développement des organisations à but non lucratif	Oui	Oui	Oui	Non
Частное учреждение в Калининграде по административной поддержке реализации программ и проектов Совета Министров северных стран	Institution privée à Kaliningrad pour fournir un soutien administratif à la mise en œuvre des programmes et projets du Conseil nordique des ministres	Non	N/A	Non	N/A
Гражданское содействие	Civic Assistance	Oui	Non	Oui	Oui
Трансперенси Интернешнл-Р	Transparency International-R	Oui	Oui	Oui	Oui

Центр Защиты Прав Средств Массовой Информации	Centre régional de défense des droits des médias	Oui	Oui	Oui	Oui
Институт развития прессы – Сибирь	Institut de développement de la presse – Sibérie	Non	N/D	Oui	Non
Частное учреждение в Санкт-Петербурге по административной поддержке реализации программ и проектов Совета Министров Северных Стран	Institution privée à Saint-Pétersbourg pour fournir un soutien administratif à la mise en œuvre des programmes et des projets du Conseil nordique des ministres	Non	N/A	Non	N/A
Информационно-просветительский центр « Мемориал »	Centre d'information et d'éducation sur le mémorial	N/A	N/A	Non	N/A
Фонд поддержки свободы прессы	Fondation pour la liberté de la presse	Non	N/A	Oui	Oui
Гражданский контроль	Civic Control	Oui	Oui	Oui	Oui
Человек и Закон	Personne et droit	Oui	Oui	Oui	Non
Общественная комиссия по сохранению наследия академика Сахарова	Commission publique pour la préservation de l'héritage de l'académicien Sakharov	Oui	Oui	Oui	Oui
МЕМО. РУ	MEMO. RU	Non	N/A	Non	N/A
Институт Развития Свободы Информации	Institut pour le développement de la liberté d'information	Non	N/A	Non	N/A
Мемориал	Memorial	Oui	Oui	Oui	Oui
Экозащита!-Женсовет	Ecodefense !	Non	N/A	Non	N/A
Общественный вердикт	Verdict Public	Oui	Oui	Oui	Oui
Евразийская антимонопольная ассоциация	Association antimonopole eurasiennne	Non	N/A	Oui	Non

¹ Il s'agit d'un profil privé et non d'une page (VK et FB)

² Il s'agit d'un groupe et non d'une page (FB)

³ Il s'agit d'un groupe privé (VK)

ANNEXE B

Un nouveau poste vacant au Centre 🔥

Nous recherchons un rédacteur ou une rédactrice pour [nom de l'organisation] afin de créer un nouveau blog pour aider des milliers de personnes chaque jour.

Ce qui sera fait :

- Formuler et mettre en œuvre le plan de création du blog (de l'interface au contenu);
- être responsable de la production de tous les contenus : créer un plan de contenu, façonner les formats de contenu, faire de la recherche, recueillir des faits auprès d'experts, produire des textes;
- créer un contenu de qualité et d'origine qui intéressera les lecteurs et sera indexé par les moteurs de recherche;
- analyser les indicateurs et faire des suggestions;
- travailler en liaison avec le chef de projets, le développeur, le correcteur et l'illustrateur.

Vous êtes un bon candidat pour nous si vous :

- avez participé à la création d'un nouveau projet médiatique ou à son développement;
- avez travaillé comme rédacteur ou rédactrice de médias et avez de l'expérience à travailler avec des textes sur différentes étapes;
- savez comment un blog doit être présenté de l'extérieur et fonctionner à l'intérieur pour que les lecteurs soient à l'aise et intéressés à plonger en profondeur dans le site;
- être capable de définir une tâche compréhensible à toute personne impliquée dans la création de contenu sur le site (développeur, illustrateur, etc.), terminer le travail dans les délais;
- comprenez les métriques éditoriales et savez comment personnaliser le référencement;
- avez une compréhension du problème de la violence domestique.

Ce que nous offrons :

- Travail au sein du personnel du Centre (le niveau de salaire sera discuté immédiatement lors de l'introduction initiale);
- Travail à distance et au bureau (m. Tsvetnoy Boulevard) selon un horaire 5 jours sur 7 avec la possibilité des jours de travail à distance;
- Possibilité de recevoir une formation pour l'équipe du centre;
- Possibilité de faire partie d'une équipe cool et de rencontrer des personnes intéressantes qui nous soutiennent.

Envoyez un CV avec des exemples de vos textes médiatiques à [courriel de l'organisation]. Objet de l'e-mail : « Application l'éditeur/rédactrice ». Nous vous inviterons alors à une rencontre téléphonique avec les RH et nous vous donnerons une tâche d'essai.

* Ce message a été créé et distribué par un organisme juridique russe agissant en tant qu'agent étranger.

[Traduction libre]

ANNEXE C

Nous avons besoin de votre aide !

Nous savons que ce n'est pas facile pour tout le monde en ce moment, et nous avons pensé jusqu'à la dernière minute que nous serions capables de nous en sortir seuls, mais la situation ne cesse d'empirer.

- En août, nous avons reçu 852 478 roubles de moins que ce que nous avons dépensé.
- Nous sommes le 22 septembre et nous n'avons collecté que 58 % de la somme nécessaire.
- Depuis le 24 février, le nombre de souscriptions aux dons a chuté de 40%, l'écart entre les montants reçus et dépensés se creuse de mois en mois et nous ne savons pas ce qui va se passer ensuite.
- Le Centre fonctionne depuis deux ans sous le statut d'agent étranger, ce qui nous a rendu la vie très difficile. Nous avons perdu des partenaires et des collaborations qui nous aidaient financièrement ou sur le plan de l'information. Ils soutiennent et respectent ce que nous faisons, mais ont peur de nous aider à cause de notre statut.
- À partir du 1er décembre, la nouvelle loi « sur le contrôle des activités des personnes sous influence étrangère » entrera en vigueur, et la situation sera encore plus difficile pour nous.

Malgré tout, nous continuons à aider les victimes de violences domestiques, qui n'ont souvent nulle part où aller. Aujourd'hui, Violence.net est le seul endroit à Moscou où les victimes peuvent obtenir toutes sortes d'aide : conseils psychologiques et juridiques, activités de soutien et placement SOS.

Chaque jour, notre équipe fait de son mieux pour aider les victimes et faire passer le message que la violence est inacceptable. Rien que cette année, nous avons aidé 7 935 personnes et n'avons refusé aucune victime.

! Soutenez le travail du Centre à l'adresse suivante : <https://nasiliu.net/podderzhat/> . Si vous le pouvez, faites un don régulier du montant qui vous convient. De telles souscriptions nous aident à planifier notre

travail et nous donnent l'assurance que nous serons en mesure de soutenir davantage les femmes - demain et dans un mois.

Les cartes parlent du travail de Violence.net et des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et que nous aurons encore à relever à l'avenir.

*Ce message a été créé et distribué par une entité juridique russe agissant en tant qu'agent étranger.

[Traduction libre]

BIBLIOGRAPHIE

- Acharya, A. (2017). After Liberal Hegemony : The Advent of a Multiplex World Order*. *Ethics & International Affairs*, 31(3), 271-285. <https://doi.org/10.1017/S089267941700020X>
- Adonis, A. (2019). Critical Engagement on Digital Sovereignty in International Relations : Actor Transformation and Global Hierarchy. *Global: Jurnal Politik Internasional*, 21(2), 262-282. <https://doi.org/10.7454/global.v21i2.412>
- Alloing, C., Germain, S., & Cossette, S. (2021). Faire face aux plateformes : La communication numérique entre tactiques et dépendances. *Questions de communication*, 40.
- Arbatskaya, E. (2019). Discursive activism in the Russian feminist hashtag campaign : The #ItIsNotAReasonToKill case. *Russian Journal of Communication*, 11(3), 253-273. <https://doi.org/10.1080/19409419.2019.1679663>
- Audard, C. (1988). Principes de justice et principes du libéralisme : La « neutralité » de la théorie de Rawls. In *Individu et justice sociale* (p. 158-190). Le Seuil. <https://doi.org/10.3917/lst.terre.1988.01.0158>
- Bacevich, A. J. (2023, février 28). The Reckoning That Wasn't. *Foreign Affairs*, March/April 2023. <https://www.foreignaffairs.com/united-states/andrew-bacevich-the-reckoning-that-wasnt-america-hegemony>
- Baran, K., & Stock, W. (2015a). Acceptance and Quality Perceptions of Social Network Services in Cultural Context : Vkontakte as a Case Study. *Systemics, Cybernetics and Informatics*, 13.
- Baran, K., & Stock, W. (2015b). *Facebook has Been Smacked Down. The Russian Special way of SNSs : Vkontakte as a Case Study*. 10.
- Bélanger, M. (2020, août). La mémoire et l'identité : Un outil de propagande pour le Kremlin? *Diplomatie, Les Grands Dossiers*(57), 18-19.
- Bieler, A., & Morton, A. D. (2004). A critical theory route to hegemony, world order and historical change : Neo-Gramscian perspectives in International Relations. *Capital & class*, 28(1), 85-113.
- Bigot, J.-É., Bouté, E., Collomb, C., & Mabi, C. (2021). Les plateformes à l'épreuve des dynamiques de plateformisation. *Questions de communication*, 40, Article 40. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.26584>
- Bloomberg News. (2022, mai 9). Here's the Full Translation of Vladimir Putin's Victory Day Speech. *Bloomberg.Com*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-05-09/full-transcript-here-s-russian-president-vladimir-putin-s-victory-day-speech>
- Bodner, M. (2021, octobre 17). Life as a 'foreign agent' : Inside Russia's crackdown on free speech. *NBC News*. <https://www.nbcnews.com/news/world/putins-russia-wages-crackdown-free-speech-political-dissent-rcna3137>
- Bogdanovskaya, I., Bashirov, M., Vishnevsky, A., Danilov, S., Kalyatin, V., & Savelyev, A. (2016). *Cyber Law*

in Russia. Wolters Kluwer.

Boyd-Barrett, O., & Mirrlees, T. (2019). *Media Imperialism : Continuity and Change*. Rowman & Littlefield.

Brechenmacher, S. (2017). *Civil Society Under Assault* (p. 133). Carnegie Endowment for International Peace. https://carnegieendowment.org/files/Civil_Society_Under_Assault_Final.pdf

Budnitskiy, S. (2018). *Digital Nationalisms : Identity, Strategic Communication, and Global Internet Governance* [Text, Carleton University]. <https://curve.carleton.ca/c88cf12b-8b77-4a50-9b91-ea458c26f227>

Budnitskiy, S. (2020). *Toward a Cultural Framework of Internet Governance : Russia's Great Power Identity and the Quest for a Multipolar Digital Order*. 13. <https://repository.upenn.edu/handle/20.500.14332/5683>

Bullich, V. (2021). La « plateformisation » comme déploiement d'une logique organisatrice : Propositions théoriques et éléments de méthode. *Effeillage*, 10(1), 30-34. <https://doi.org/10.3917/eff.010.0030>

Carragee, K. M., & Roefs, W. (2004). The Neglect of Power in Recent Framing Research. *Journal of Communication*, 54(2), 214-233. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2004.tb02625.x>

Castells, M. (2013). *Communication et pouvoir*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris.

Coulon, J. (2019, octobre). Quelle politique étrangère pour le Canada? *Canadian Global Affairs Institute*. https://www.cgai.ca/quelle_politique_etrangere_pour_le_canada

Cox, R. H., & Schilthuis, A. (2012). Hegemony and counterhegemony. *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Globalization*.

Cox, R. W. (1987). *Production, Power, and World Order : Social Forces in the Making of History*. Columbia University Press.

Cox, R. W. (1993). 2 GRAMSCI, HEGEMONY. *Gramsci, historical materialism and international relations*, 26, 49.

Crotty, J. (2009). Making a difference ? NGOs and civil society development in Russia. *Europe-Asia Studies*, 61(1), 85-108.

Davydov, S. (2020). *Internet in Russia : A study of the Runet and its impact on social life* (1-1 online resource (293 pages)). Springer. <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=2395516>

Davydova, A. (2022, mai 6). Wounded But Not Broken : Russia's Civil Society in Times of War [Text]. *Italian Institute for International Political Studies*. <https://www.ispionline.it/en/publicazione/wounded-not-broken-russias-civil-society-times-war-34930>

Deneault, A. (2013). *GOUVERNANCE : LE MANAGEMENT TOTALITAIRE*. LUX EDITEUR.

- Deudney, D., & Ikenberry, G. J. (1999). The nature and sources of liberal international order. *Review of International Studies*, 25(2), 179-196. <https://doi.org/10.1017/S0260210599001795>
- Dickinson, P. (2021, juillet 15). Putin's new Ukraine essay reveals imperial ambitions. *Atlantic Council*. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/putins-new-ukraine-essay-reflects-imperial-ambitions/>
- Domańska, M., & Wschodnich, O. S. (2019). *Gagging Runet, silencing society 'Sovereign' Internet in the Kremlin's political strategy—Internet in Russian public sphere*. <https://policycommons.net/artifacts/2090930/gagging-runet-silencing-society-sovereign-internet-in-the-kremlins-political-strategy/2846228/>
- Entman, R. M. (1993a). Framing : Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58.
- Entman, R. M. (1993b). Framing : Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58.
- Fairclough, N. (2013). *Critical Discourse Analysis : The Critical Study of Language*. Routledge.
- Fauconnier, C. (2011). Conflit et compétition politiques dans la « démocratie souveraine » L'opposition vue par Russie unie. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 42(1), 17-36. <https://doi.org/10.3917/receo.421.0017>
- Fauconnier, C. (2020). La verticale du pouvoir, force et faiblesse de la Russie de Vladimir Poutine. *Revue internationale et stratégique*, 118(2), 154-162. <https://doi.org/10.3917/ris.118.0154>
- Fomitchova, A. (2019). Russie-Ukraine : Anciens et nouveaux leviers du conflit. *Diplomatie*, 99, 80-85.
- Fuchs, C. (2020). *Communication and Capitalism : A Critical Theory*. University of Westminster Press. <https://doi.org/10.16997/book45>
- Fuchs, C. (2021). *Digital Capitalism : Media, Communication and Society Volume Three*. Routledge.
- Germain, S. (2022, septembre 29). Référendums en Ukraine : Un outil supplémentaire dans la guerre de l'information de Poutine. *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2022/09/29/referendums-en-ukraine-un-outil-supplementaire-dans-la-guerre-de-linformation-de-poutine>
- Germain, S., Audet, F., Beaulieu, J., & Maltais, S. (2023, février 12). Un an après le début de l'invasion russe en Ukraine : Des besoins humanitaires toujours aussi criants. *Alternatives Humanitaires*. <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2023/02/12/un-an-apres-le-debut-de-linvasion-russe-en-ukraine-des-besoins-humanitaires-toujours-aussi-criants/>
- Gilbert, L. (2020). Regulating Society after the Color Revolutions : A Comparative Analysis of NGO Laws in Belarus, Russia, and Armenia. *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, 28(2), 305-332.
- Gillespie, T. (2010). The politics of 'platforms'. *New Media & Society*, 12(3), 347-364.

<https://doi.org/10.1177/1461444809342738>

- Girei, E. (2016). NGOs, Management and Development : Harnessing Counter-Hegemonic Possibilities. *Organization Studies*, 37(2), 193-212. <https://doi.org/10.1177/0170840615604504>
- Glucksmann, R. (2023). *La Grande Confrontation—Comment Poutine fait la guerre à nos démocraties*. Allary.
- Goldsmith, J. (2018, juin 13). The Failure of Internet Freedom [Universitaire]. *Knight First Amendment Institute at Columbia University*. <https://knightcolumbia.org/content/failure-internet-freedom>
- Graham-Harrison, E., Beaumont, P., Roth, A., & Oltermann, P. (2022, février 26). Putin shunned by world as his hopes of quick victory evaporate. *The Observer*. <https://www.theguardian.com/world/2022/feb/26/the-world-shuns-pariah-putin>
- Gramsci, A. (2012). *Guerre de mouvement et guerre de position* (R. Keucheyan, Éd.). La Fabrique éd.; WorldCat.org. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42597852m>
- Gross, J. B. (2003). Russia's War on Political and Religious Extremism : An Appraisal of the Law On Counteracting Extremist Activity. *BYU L. Rev.*, 717.
- Halstead, J. M. (2005). Liberal Values and Liberal Education. In W. Carr, *The RoutledgeFalmer Reader in Philosophy of Education* (p. 111-123). Routledge.
- Henderson, S. L., Romaniuk, S. N., & Novikau, A. (2021). Repressive security and the unmaking of civil society in contemporary Russia. In *Counter-terrorism and civil society* (p. 143-159). Manchester University Press.
- Hine, C. (2020). chapitre 4 L'ethnographie des communautés en ligne et des médias sociaux : Modalités, diversité, potentialités. In M. Millette, F. Millerand, D. Myles, & G. Latzko-Toth, *Méthodes de recherche en contexte numérique* (p. 77-101). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Houbre, B., & Kivits, J. (2010, septembre). *Investigation en santé publique : Méthodes qualitatives—Principes et outils—L'analyse thématique de contenu* [Universitaire]. Université de Lorraine. https://fad.univ-lorraine.fr/pluginfile.php/23858/mod_resource/content/1/co/Analyse_them.html
- Huskey, E. (2010). Elite recruitment and state-society relations in technocratic authoritarian regimes : The Russian case. *Communist and Post-Communist Studies*, 43(4), 363-372. <https://doi.org/10.1016/j.postcomstud.2010.10.004>
- Inoteka : Data on «foreign agents» and «undesirable» organizations*. (s. d.). Инотека. Consulté 25 juillet 2022, à l'adresse <https://inoteka.io/ino/foreign-agents-source-en>
- Insel, A., & Hénin, P.-Y. (2021). *Le national-capitalisme autoritaire menace la démocratie*. Bleu autour.
- Kastouéva-Jean, T. (2022). La souveraineté nationale dans la vision russe. Implications pour la politique intérieure, les relations avec les États voisins et avec l'Occident. *Revue Défense Nationale*, 848(3), 26-31. <https://doi.org/10.3917/rdna.848.0026>

- Klimanova, L., & Dembovskaya, S. (2013). L2 identity, discourse, and social networking in Russian. *Language Learning & Technology*, 17(1), 69-88.
- Kolozaridi, P., & Muravyov, D. (2021). Contextualizing sovereignty : A critical review of competing explanations of the Internet governance in the (so-called) Russian case. *First Monday*. <https://doi.org/10.5210/fm.v26i5.11687>
- Kolstø, P., & Blakkisrud, H. (2016). *The New Russian Nationalism*. Edinburgh University Press. <https://doi.org/10.3366/edinburgh/9781474410427.001.0001>
- Koval, N., Kulyk, V., Riabchuk, M., Zarembo, K., & Fakhurdinova, M. (2022). Morphological Analysis of Narratives of the Russian-Ukrainian Conflict in Western Academia and Think-Tank Community. *Problems of Post-Communism*, 69(2), 166-178. <https://doi.org/10.1080/10758216.2021.2009348>
- Kurnyshova, Y. (2023). Analogical reasoning : Historical parallels and metaphors in the 2022 war narratives in Ukraine and Russia. *Journal of Regional Security*. <https://doi.org/10.5937/jrs18-42128>
- Laine, V., & Silvan, K. (2021). "Foreign Agent" as an internal representative of the West in Russia's geopolitical discourses. In *Remapping Security on Europe's Northern Borders* (p. 62-81). Routledge.
- Lake, D. A. (2006). American Hegemony and the Future of East—West Relations. *International Studies Perspectives*, 7(1), 23-30. <https://doi.org/10.1111/j.1528-3577.2006.00226.x>
- Landry, N. (2013). *Droits et enjeux de la communication*. PUQ.
- Laperrière, M.-N., & Bachand, R. (2014). Hegemonie dans la Societe Internationale : Un Regard Neo-Gramscien. *Revue québécoise de droit international*, 1. <https://doi.org/10.7202/1068070ar>
- Lemarier-Saulnier, C. (2016). Cadrer les définitions du cadrage : Une recension multidisciplinaire des approches du cadrage médiatique. *Canadian Journal of Communication*, 41(1), Article 1. <https://doi.org/10.22230/cjc.2016v41n1a3010>
- Levada-Center. (2017, mars 20). "FOREIGN AGENT". *Levada-Center*. <https://www.levada.ru/en/2017/03/20/foreign-agent/>
- Levada-Center. (2018, mai 8). SOCIAL MEDIA. *Levada-Center*. <https://www.levada.ru/en/2018/05/08/social-media/>
- López-Rabadán, P. (2022). Framing Studies Evolution in the Social Media Era. Digital Advancement and Reorientation of the Research Agenda. *Social Sciences*, 11(1), Article 1. <https://doi.org/10.3390/socsci11010009>
- Loukianov, F., & Samkov, B. (2015). La Russie, une puissance révisionniste ? *Politique étrangère, Été(2)*, 11-24.
- Luenendonk, M. (2019, septembre 19). Using VKontakte for Business Purposes. *Cleverism*. <https://www.cleverism.com/using-vkontakte-business-purposes/>
- Lundstedt, T. (2021). The Destruction of Statehood and the Color Revolutions under Russian International Law Doctrine. *Groningen Journal of International Law*, 8(2), Article 2.

<https://doi.org/10.21827/GroJIL.8.2.228-243>

- Macleod, A., & Bonditti, P. (2019). *Relations internationales. Théories et concepts 4e édition*. Athéna.
- Macleod, A., & O'Meara, D. (2010). *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Athena Editions.
- Malkova, P. (2020). Images and perceptions of human rights defenders in Russia : An examination of public opinion in the age of the 'Foreign Agent' Law. *Journal of Human Rights*, 19(2), 201-219. <https://doi.org/10.1080/14754835.2019.1647098>
- Maréchal, N. (2017). Networked Authoritarianism and the Geopolitics of Information : Understanding Russian Internet Policy. *Media and Communication*, 5(1), 29-41. <https://doi.org/10.17645/mac.v5i1.808>
- Metzger, M. M. (2023). Authoritarian media abroad : The case of Russia and RT News. In *Handbook on Democracy and Security* (p. 126-140). Edward Elgar Publishing. <https://www.elgaronline.com/edcollchap/book/9781839100208/book-part-9781839100208-15.xml>
- Morozov, E. (2012). *The Net Delusion : The Dark Side of Internet Freedom* (Reprint). PublicAffairs.
- Morozov, V. (2008). Sovereignty and democracy in contemporary Russia : A modern subject faces the post-modern world. *Journal of International Relations and Development*, 11(2), 152-180. <https://doi.org/10.1057/jird.2008.6>
- Morozov, V. (2010a). Global Democracy, Western Hegemony, and the Russian Challenge. *The Struggle for the West: A Divided and Contested Legacy*, 185-200.
- Morozov, V. (2016). What Is the Meaning of 'National' in the Russian Debate about the National Interest? *policy memo, Ponars*, <http://www.ponarseurasia.org/memo/russian-debate-about-national-interest>, 48.
- Morozov, V. (2017). Identity and Hegemony in EU–Russia Relations : Making Sense of the Asymmetrical Entanglement. In *EU–Russia Relations in Crisis*. Routledge.
- Morozov, V. (2010b). Liberal Democracy and the Counter-Hegemonic Alternatives : Russia and the Postcolonial Discourse. *V Congreso Latinoamericano de Ciencia Política*.
- Moser, E., & Skripchenko, A. (2018). Russian NGOs and Their Struggle for Legitimacy in the Face of the 'Foreign Agents' Law : Surviving in Small Ecologies. *Europe-Asia Studies*, 70(4), 591-614. <https://doi.org/10.1080/09668136.2018.1444145>
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). Chapitre 13—La mise en place d'une théorisation. *U*, 375-405.
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2016). Chapitre 11. L'analyse thématique. In *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales: Vol. 4e éd.* (p. 235-312). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.paill.2016.01.0235>
- Poutine, V. (2012, janvier 23). Россия : Национальный вопрос. *Независимая газета*.

http://www.ng.ru/politics/2012-01-23/1_national.html

- Pratt, N. (2004). Bringing Politics Back in : Examining the Link between Globalization and Democratization. *Review of International Political Economy*, 11(2), 311-336.
- Prozorov, S. (2005). Russian conservatism in the Putin presidency : The dispersion of a hegemonic discourse. *Journal of Political Ideologies*, 10(2), 121-143. <https://doi.org/10.1080/13569310500097224>
- Pynnöniemi, K. (2021). Ivan Il'in and the Kremlin's Strategic Communication of Threats : Evil, Worthy and Hidden Enemies. In K. Pynnöniemi (Éd.), *Nexus of Patriotism and Militarism in Russia* (p. 81-110). Helsinki University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1qp9h9r.11>
- Ramonet, I. (2015). *L'empire de la surveillance : Suivi de deux entretiens avec Julian Assange, Noam Chomsky*. Éditions Galilée.
- Rapin, A., & Piché-Jacques, S. (2020, août). Cyber, désinformation et subversion : Nouveaux outils de la puissance russe. *Diplomatie, Les Grands Dossiers*(57), 89-93.
- Raviot, J.-R. (2006). Comprendre le nouveau régime russe. *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, 12, Article 12. <https://doi.org/10.4000/strates.1662>
- Raviot, J.-R. (2017). Le prétorianisme russe : L'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine. *Hérodote*, 166-167(3-4), 9-22. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/her.166.0009>
- Riabov, O., & Riabova, T. (2014). The Remasculinization of Russia? *Problems of Post-Communism*, 61(2), 23-35. <https://doi.org/10.2753/PPC1075-8216610202>
- Roche, M. (2015). *Capitalisme, néolibéralisme et mouvements sociaux en Russie*. M Editeur ;
- Sedysheva, A. (2020). *Did #MeToo skip Russia*. XIII, 37-44.
- Sigman, C. (2021). *Les complexités de la « verticale du pouvoir » en Russie : L'art de la domestication et de ses contournements*. 87.
- Snegovaya, M. (2015). *Stifling the Public Sphere : Media and Civil Society in Russia* (p. 12). National Endowment for Democracy.
- Soldatov, A. (2019, février 11). Bold steps on the Internet : Kremlin's capability to cut off Russia. *agentura.ru*. <http://agentura.ru/english/projects/cutoff/>
- Soldatov, A., & Borogan, I. (2017). *The red web : The Kremlin's wars on the internet*. PublicAffairs.
- Srnicek, N. (2017). *Platform Capitalism*. John Wiley & Sons.
- Stone, O. (2017). *Conversations avec Poutine* (A. Blanchard, Trad.). Albin Michel.
- Stroup, S. S. (2022). NGOs and States : Exploring National Diversity and Global Liberalism. *International Studies Review*, 24(1), viac011. <https://doi.org/10.1093/isr/viac011>

- Sum, N.-L. (2003). INFORMATIONAL CAPITALISM AND U.S. ECONOMIC HEGEMONY : Resistance and Adaptations in East Asia. *Critical Asian Studies*, 35(3), 373-398. <https://doi.org/10.1080/1467271032000109890>
- Transparency International Russia. (2022). *Projects and financing*. Transparency International Russia. <https://transparency.org.ru/en/proekty-i-finansirovanie>
- Van der Vet, F. (2021). Spies, Lies, Trials, and Trolls : Political Lawyering against Disinformation and State Surveillance in Russia. *Law & Social Inquiry*, 46(2), 407-434. <https://doi.org/10.1017/lsi.2020.36>
- van Dijck, J., & Poell, T. (2013). *Understanding Social Media Logic* (SSRN Scholarly Paper ID 2309065). Social Science Research Network. <https://papers.ssrn.com/abstract=2309065>
- van Dijk, T. A. (1993). Principles of Critical Discourse Analysis. *Discourse & Society*, 4(2), 249-283. <https://doi.org/10.1177/0957926593004002006>
- Vasilev, V. (2014, avril 7). Владимир Путин о криминале во власти и украинских реалиях. *ГОЛОС АМЕРИКИ*. <https://www.golosameriki.com/a/putin-on-ukraine-and-russia/1888317.html>
- Veltmeyer, H. (2011). US Imperialism in Latin America : Then and Now, Here and There. *Estudios críticos del desarrollo*, 1(1), 89-123.
- Vitali-Rosati, M. (2018). Pour une définition de l'éditorialisation. *Études digitales*, 1(3), 39-54. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/20867>
- VK. (2018, mai 21). *VK Terms of Service*. vk.com. <https://vk.com/terms>
- Vojtíšková, V., Novotný, V., Schmid-Schmidfelden, H., & Potapova, K. (2016). The Bear in Sheep's Clothing : Russia's Government-funded Organisations in the Eu. *European View*, 15(2), 357-357. <https://doi.org/10.1007/s12290-016-0414-6>
- Washington Post Staff. (2015, septembre 28). Read Putin's U.N. General Assembly speech. *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/09/28/read-putins-u-n-general-assembly-speech/>
- Wilson, J. L. (2015a). Russia and China Respond to Soft Power : Interpretation and Readaptation of a Western Construct. *Politics*, 35(3-4), 287-300. <https://doi.org/10.1111/1467-9256.12095>
- Wilson, J. L. (2015b). Soft Power : A Comparison of Discourse and Practice in Russia and China. *Europe-Asia Studies*, 67(8), 1171-1202. <https://doi.org/10.1080/09668136.2015.1078108>
- Wilson, P. H. (2008). Defining Military Culture. *The Journal of Military History*, 72(1), 11-41. <https://doi.org/10.1353/jmh.2008.0041>
- Witcher, A. (2022). The politics of aid : Discursive boundary-making and the war of position in Greece's humanitarian landscape. *Third World Quarterly*, 43(7), 1687-1704. <https://doi.org/10.1080/01436597.2022.2060812>
- Zimonjic, P. (2022, mars 16). CRTC bans Russian state-controlled TV channels RT, RT France from Canadian airwaves | CBC News. *CBC*. <https://www.cbc.ca/news/politics/crtc-russia-today-broadcasting->

decision-1.6386929

Гражданский Союз. (2021). *Отчет некоммерческой организации, выполняющей функции иностранного агента* (Rapport gouvernemental ОИА001; р. 38). Министерства юстиции Российской Федерации. https://penzafond.ru/wp-content/uploads/2021/07/Report_inagent_2_2021.pdf

ГУМАНИТАРНОЕ ДЕЙСТВИЕ. (2020). *ГОДОВОЙ ОТЧЕТ 2020* (р. 53) [Rapport annuel]. <https://haf-spb.org/wp-content/uploads/2021/09/godovoj-otchet-2020-pravki.pdf>

Мемориал. (2022). *Министерство юстиции РФ включило Межрегиональную общественную организацию Правозащитный Центр «Мемориал» в «реестр некоммерческих организаций, выполняющих функции иностранного агента». Правозащитный Центр «Мемориал» – самоуправляемая общественная организация, не являющаяся «агентом» какого-либо внешнего «принципала».* (Document juridique Дело No За-2667/2021; р. 22). https://memohrc.org/sites/default/files/apellyaciya_pc_source.pdf

Министерство юстиции Российской Федерации. (s. d.). *Сведения реестра НКО, выполняющих функции иностранного агента* [Site gouvernemental]. Consulté 3 mai 2022, à l'adresse unro.minjust.ru/NKOForeignAgent.aspx

Общественный вердикт. (2020). *Отчет некоммерческой организации, выполняющей функции иностранного агента* (Rapport gouvernemental ОИА001; р. 28). Министерства юстиции Российской Федерации. https://publicverdict.org/downloads/60818/%D0%9E%D1%82%D1%87%D0%B5%D1%82_%D0%9C%D0%B8%D0%BD%D1%8E%D1%81%D1%82_1_%D0%BA%D0%B2_2020.pdf

ТАСС. (2021, novembre 19). Причиной признания «ОВД-Инфо» иноагентом могло стать его сотрудничество с « Мемориалом »—ТАСС. ТАСС. <https://tass.ru/obschestvo/12973691>

Трансперенси Интернешнл-Р. (2022). *Отчет некоммерческой организации, выполняющей функции иностранного агента, о целях расходования денежных средств и использования иного имущества, в том числе полученных от иностранных источников, и о фактическом расходовании и использовании денежных средств и иного имущества, полученных от иностранных источников* (Rapport gouvernemental ОИА002; р. 46). https://transparency.org.ru/wp-content/uploads/2022/07/oai002_otchet_2_kv_2022_s.pdf

Центр Защиты Прав Средств. (2022). *Отчет некоммерческой организации, выполняющей функции иностранного агента* (Rapport gouvernemental ОИА001; р. 29). Министерства юстиции Российской Федерации. <https://mmdc.ru/wp-content/uploads/2022/01/otchet-2-2021-1.pdf>

Чунова, А., & Петрова, О. (2019, octobre 9). Минюст раскрыл источники иностранного финансирования ФБК. *Ведомости*. <https://www.vedomosti.ru/politics/articles/2019/10/09/813270-minyust-fbk>